

UNIVERSITE DE GENEVE
DEPARTEMENT D'HISTOIRE GENERALE

FACULTE DES
LETTRES

**PAUVRETE ET ASSISTANCE
EN VALAIS AU XIX^{ème} SIECLE.**

LE CAS DE LA

COMMUNE DE BAGNES.

Mémoire de licence présenté à la section d'Histoire nationale
et régionale par **DANIEL SALAMIN.**

GENEVE, OCTOBRE 1976.

Mémoire de licence dirigé par
le Professeur **LOUIS BINZ.**

TB 3654



78/2091

Cette étude a été réalisée avec le concours de plusieurs personnes. Je tiens à remercier ici :

- M. Binz, professeur d'histoire nationale, qui a accepté que je traite comme sujet de mémoire une question d'histoire valaisanne et qui a suivi ce travail avec un soin tout particulier.
- M. Ghika, directeur des archives du canton du Valais qui a mis aimablement à ma disposition les documents nécessaires à cette recherche.
- M. Ferrez, président de la commune de Bagnes, qui m'a ouvert en toute confiance les archives communales.
- M. Berthoud, professeur d'anthropologie, qui, en me donnant la possibilité de collaborer à une recherche en cours sur le Val de Bagnes, a été indirectement à l'origine de ce travail et en a influencé l'orientation à la suite de nombreuses discussions et réflexions sur le problème de la communauté.
- Enfin, toutes les personnes qui, par leurs renseignements leur travail et leur dévouement, ont contribué à la réalisation de cette étude.

INTRODUCTION

L'histoire de l'assistance et des individus qui lui sont étroitement associés, les pauvres, n' a jamais fait l'objet d'études spécifiques pour le canton du Valais. Ce champ particulier de l'histoire sociale valaisanne reste encore à défricher. Aussi, l'étude présente ne se propose pas de traiter d'une manière exhaustive la question de l'assistance pour l'ensemble du canton. Notre objectif, dans ce travail, est de tenter une approche directe de ce monde mal connu de la pauvreté à travers un cas précis, le cas de la commune de Bagnes, et de jeter quelques éclairages sur les conditions d'existence des franges inférieures de cette communauté rurale au XIX^e siècle. Dans cette perspective, notre démarche sera double: décrire quel type de législation a régi la société valaisanne en matière d'assistance et analyser comment cette politique d'assistance s'est exercée au niveau local à Bagnes. Dans un troisième temps, enfin, nous essayerons d'estimer le poids de la pauvreté dans cette communauté rurale.

Première partie : ASSISTANCE ET LEGISLATION

1. L'ASSISTANCE EN VALAIS JUSQU'AU XIX^e SIECLE

Notre connaissance de l'assistance en Valais pour les époques antérieures au XIX^e siècle reste encore fragmentaire et incomplète. Les rares allusions des documents que nous avons consultés et les quelques renseignements tirés des notes de lecture (1) permettent néanmoins de se faire une idée quant à la forme et à la pratique de l'assistance au cours des siècles passés. Dès le début du Moyen Age, l'Eglise, conformément à sa doctrine, se charge de l'assistance. Secourir les pauvres, venir en aide aux déshérités fait partie de sa mission évangélique et s'impose à tout chrétien comme un devoir de charité.

Le comté du Valais, qui depuis la donation du roi de Bourgogne Rodolphe III en 999 est placé sous la juridiction du prince évêque de Sion, pratique cette forme d'assistance religieuse. La division du pays en paroisses dépendant de l'Evêché assure à la fois une assistance identique dans chaque paroisse et donne la possibilité à l'autorité ecclésiastique d'en exercer le contrôle. C'est dans ce sens qu'au début du XIII^e siècle l'évêque Landri de Mont intervient auprès de ses subordonnés, leur rappelant le devoir qu'ils ont de distribuer aux

pauvres tous les dons qu'ils reçoivent des fidèles. Ces mêmes recommandations seront réitérées par l'évêque Hildebrand Jost dans les statuts qu'il publie en 1635.

L'assistance se limite, dans la pratique, surtout à des distributions de denrées (pain, fromage, viande, sel, vin, habits etc...) faites aux pauvres de la paroisse le jour de l'enterrement du donateur qui espérait, par ce geste, s'assurer le salut de son âme. Des quêtes à l'église paroissiale lors de l'office dominical ou des collectes à domicile sont également organisées sous le patronage du curé pour soulager les personnes tombées dans l'indigence à la suite de maladies, de disettes, d'accidents naturels.

Consciente de ne pouvoir remplir seule sa tâche d'assistance, l'Eglise va favoriser très tôt au sein des communautés villageoises la création de confréries, associations pieuses de laïques, dont un des buts était l'entraide et le secours aux nécessiteux.

Parallèlement à ces pratiques particulières qui venaient en aide aux personnes domiciliées, se développe une forme d'assistance spéciale, l'assistance de passage. Des hospices et des hôpitaux, fondés et administrés par des ordres religieux jalonnent peu à peu la "grande route" qui traverse le Valais jusqu'au col du Simplon et celle qui conduit au Grand-Saint-Bernard. Ces établissements répondent à l'époque à un but précis: assurer l'hospitalité aux pèlerins et aux voyageurs et secourir ceux d'en-

tre eux qui, souffrants ou sans ressource, ne pouvaient poursuivre leur chemin.

Enfin, on recourait fréquemment à la charité privée soit pour pallier les insuffisances de l'assistance existante soit pour mettre sur pied, à l'aide de fondations pies, quelques établissements pour les pauvres domiciliés comme l'Hôpital des bourgeois de Sion construit au XII^e siècle déjà.

Ces deux formes d'assistance religieuse, sous l'impulsion des confréries, et privée vont avec le soutien de l'Eglise se développer conjointement et s'imposer à l'organisation sociale jusqu'au XIX^e siècle, conjuguant leurs efforts en vue de soulager ce que l'on qualifiera bientôt de fléau social: la mendicité.

2. LA LEGISLATION SUR L'ASSISTANCE AU XIX^e SIECLE

LES SOURCES

Nous avons utilisé deux types de sources complémentaires pour la rédaction de ce chapitre:

- 1- Les sources législatives contenues dans les recueils des lois, décrets et arrêtés du canton du Valais de 1802 à 1900.
- 2- Des sources administratives éparses émanant du pouvoir exécutif relatives à la question de l'assistance, tels que messages, projets de loi, protocoles, correspondance.

L'INTERET DE CES DOCUMENTS DANS LE CADRE DE NOTRE

RECHERCHE

Pour la première fois en Valais, nous disposons d'une législation sur l'assistance. Trois lois et un arrêté réglementant la pratique de l'assistance ont été promulgués au cours du XIX^e siècle. Seuls, la loi sur la mendicité de 1827 et l'arrêté sur la mendicité de 1850 ont un rapport direct avec notre étude. Constituant la base légale à partir de laquelle va se régler la pratique de l'assistance jusqu'à la fin du XIX^e siècle, ces deux textes législatifs présentent un double intérêt. Un intérêt interne d'abord: contenant l'ensemble des règles ayant une valeur impérative, ils nous renseignent objectivement sur les principes de l'assistance, sur son organisation, sur les dispositions qui lui sont liées. A ce niveau, ces documents sont révélateurs des préoccupations des autorités politiques, de l'image qu'elles se font des couches inférieures de la population, de leur degré de compréhension à l'égard du problème de l'assistance. Un intérêt externe ensuite : éléments constitutifs de la société à une époque donnée, ces deux textes fonctionnent comme critères de valeur, comme points de référence pour l'ensemble de ses membres. Dès lors, il est possible d'examiner à partir d'un exemple précis -- le cas de l'assistance dans la commune de Bagnes -- dans quelle mesure cette loi et l'arrêté qui la complète ont connu une réel-

le application.

Les deux autres lois, celle de 1803 sur la mendicité et celle de 1898 sur l'assistance, bien que très distantes dans le temps se prêtent néanmoins aux comparaisons et permettent de juger s'il y a eu ou non évolution de la législation au cours du XIX^e siècle. Enfin, les documents administratifs annexes sont importants dans la mesure où ils nous fournissent des renseignements supplémentaires tels que les motifs, les circonstances, les causes, bref le contexte qui a pu donner suite à des mesures législatives. Ces documents prennent alors le caractère de témoignages sur les mentalités de l'époque. A ce titre, ils méritent une attention toute particulière dans cette étude de la législation sur l'assistance.

LES ETAPES DE CETTE LEGISLATION

A. LA LOI SUR LA MENDICITE DU 30 MAI 1803

Le 24 mai 1803, le grand bailli Augustini, qui cumule les fonctions de président du Conseil d'Etat^{et} de la Diète, soumet aux députés de la Diète (Grand Conseil) une proposition de loi sur les mendiants de l'intérieur. Cette première intervention de l'Etat visant les mendiants n'est pas tout à fait nouvelle. Elle repose sur un précédent qui remonte haut dans le temps. En effet, un

arrêté de la Diète de 1514 enjoint aux bannières ou dizains (districts) d'entretenir leurs pauvres (2).

C'est la première et seule fois, semble-t-il, que l'Etat est intervenu directement dans le domaine de l'assistance jusqu'au XIX^{ème} siècle. Mais cette mesure n'a pas dû connaître d'application, car le bailli Augustini, dans la lettre qui accompagne le projet de loi, se plaint justement de la trop grande tolérance dont on a fait preuve jusqu'à présent à l'égard des mendiants. Ce qui est nouveau par contre, c'est l'état d'esprit qui anime l'auteur de ce projet de loi et la détermination du pouvoir exécutif de mettre fin à la mendicité non justifiée.

Augustini propose, en effet, à la Diète de "réprimer totalement la mendicité et cette multitude de rôdeurs et de vagabonds, qui ne font qu'une pépinière de voleurs" (3). Comment interpréter cette inquiétude soudaine des autorités à l'égard de la mendicité ? Sans doute, les bouleversements survenus en Valais en 1798, l'occupation du territoire par les troupes françaises, les lourdes réquisitions imposées aux habitants ont causé un appauvrissement général de la population et sont, sans doute, à l'origine d'une recrudescence des mendiants et des vagabonds dans ces premières années du XIX^{ème} siècle.

Le projet de loi sur la mendicité en quatre articles est discuté à la Diète le 26 mai 1803. Lors des débats, les députés rejettent une partie de l'article 1 relatif aux

punitions corporelles pour les personnes qui mendient par fainéantise et amendent l'article 2 en obligeant les mendiants à obtenir au préalable une permission de leur conseil communal pour mendier (4).⁷ Son but vise à légaliser la mendicité tout en la réglementant. Interdisant la mendicité hors du territoire du dizain où le mendiant se trouve domicilié, elle oblige les conseils communaux à remettre au conseil de leur dizain la liste de leurs pauvres autorisés à mendier. Cette liste sera publiée dans tout le dizain pour information. Les personnes mendiante non portées sur cette liste seront mises en prison, quatre heures la première fois, six heures la deuxième, huit heures la troisième fois et auront, dans ce dernier cas, les cheveux coupés. De plus, elles seront reconduites chaque fois par la maréchaussée jusqu'au chef-lieu de leur domicile.

Quelle fut le sort de cette première loi ? On en trouve un écho en 1808. La Diète invite le Conseil d'Etat à lui proposer une loi plus efficace que celle qui existe sur les moyens de réprimer la mendicité. Le grand bailli de Sépibus lui répond que la loi de 1803 n'a jamais été exécutée par les autorités communales et dizainales et propose, en attendant, de la faire respecter dans les districts. Le 18 mai 1810, nous apprenons que le Conseil d'Etat a transmis à la Diète un Rapport sur la Mendicité (6). Celle-ci, après avoir entendu le préavis de la commission chargée d'examiner ce rapport admet le principe que cha-

⁷. Le 30 mai 1803, la première loi sur la mendicité est promulguée [5].

que commune doit pourvoir à l'entretien de ses pauvres et invite le Conseil d'Etat à proposer, encore pendant cette session de mai, un projet de loi sur la mendicité (7). Le 25 mai 1810, le Conseil d'Etat envoie à la Diète le projet en question(8) . Ce projet de loi en trente deux articles vise un double but : supprimer la mendicité sur la "grande route" qui traverse la plaine du Rhône et la confiner dans les communes.

Dans le préambule, le bailli de Sépibus rappelle que le moyen le plus sûr et le plus recommandé pour détruire la mendicité reste la création de maisons de travail pour les pauvres. Mais, comme l'Etat ne dispose pas des ressources nécessaires, il ne reste qu'un moyen : la contrainte. "Il ne faut pas que ce soit une demi-mesure : la loi de 1803, écrit-il, reste une demi-mesure"(8). A cette fin il propose à la Diète de diviser les mendiants en quatre classes :

- La première classe sera constituée par les pauvres de Jésus-Christ "poursuivis de la fortune" et qui vivent à "l'état de Job". Les communes doivent les assister.
- La deuxième classe comprendra ceux qui sont autorisés à mendier à l'intérieur de leur commune seulement. Ils porteront comme signe distinctif une plaque de laiton attachée à leur chapeau.
- La troisième classe groupera "ceux qui ayant mendié jusqu'ici ne doivent plus être tolérés dans ce vil métier mais doivent vivre de leur travail, en obéissance du pré-

cepte de Dieu envers le premier homme, tu vivras de la sueur de ton front".

- Les mendiants étrangers seront classés dans la quatrième classe et devront être reconduits aux frontières.

Des punitions corporelles cumulatives seront appliquées à celui qui mendie sans plaque : trois coups de verge sur les bras et les mains les trois premières fois, six coups la quatrième fois, dix coups la cinquième, quinze coups la sixième. Enfin, trente coups de verge sur les épaules nues de la septième à la dixième fois avant d'être dénoncés au préposé de l'Etat.

Les "mendiants en fraude", ceux de la troisième classe, seront transférés à la maison de correction pour y travailler pendant un mois la première fois, puis deux mois la deuxième et ainsi de suite. Cet établissement de correction correspond à une maison de discipline dans laquelle les délinquants sont contraints au travail.

L'article 10 prévoit que "ceux qui auront les qualités requises pour le service militaire sont soldats nés du Bataillon valaisan au service de France et seront tenus d'y servir quatre années consécutives dès qu'ils seront requis moyennant l'engagement accoutumé".

Enfin, le fait de porter ou d'avoir porté la plaque entraînera l'exclusion des charges publiques honorifiques, sans que le mendiant ne soit exempté pour autant des charges viles de la commune, comme par exemple la mise au carreau (9) et au pilori (art. 17 et 20). Les femmes mendiante,

elles, "seront tenues à tour de rôle de balayer l'église paroissiale tous les samedis de l'année, et aux veilles des grandes fêtes"(art. 18). Cette exclusion durera aussi longtemps que l'individu qui a porté la plaque n'aura pas remboursé à la commune six Louis pour chaque année qu'il aura mendié et s'appliquera indistinctement à son père, frères et oncles (art. 19).

L'énumération de ces quelques articles du projet souligne la nette détermination du Conseil d'Etat de ne plus appliquer de demi-mesures dans sa lutte pour l'extinction de la mendicité. Mais, la Diète dans sa séance du 29 mai 1810 ne partage pas entièrement les vues du balli de Sépibus et "après une discussion assez longue" (10) elle propose de convertir ce projet de loi en un décret fondé sur le projet lui-même et les avis de sa commission. Aucune suite immédiate ne sera donnée à cette proposition de la Diète et la loi de 1803 sur la mendicité restera en vigueur jusqu'en 1827, date à laquelle le Conseil d'Etat présente un nouveau projet de décret sur l'abolition de la mendicité.

B. LA LOI SUR L'ABOLITION DE LA MENDICITE DU 23 MAI 1827

Le 24 novembre 1826, le grand balli de Rivaz adresse aux députés de la Diète un nouveau message sur la mendicité (11). Reprenant le principe adopté par la Diète dans sa session de mai 1810, il propose de confiner la mendicité

dans chaque commune car, écrit-il, "on obtiendra l'avantage de restreindre et de faire cesser l'esprit de fénéantise..." (11). Mais, comme la plupart des communes n'ont pas de ressources suffisantes pour subvenir à l'entretien de leurs indigents, l'idée de de Rivaz est de créer une contribution particulière de bienfaisance. Le conseil de chaque commune serait chargé d'examiner les besoins présumés des familles nécessiteuses et de fixer le montant de la contribution à percevoir sur les domiciliés. A son avis cette taxe pour les pauvres aurait un double effet. Un effet sur l'ordre public d'abord : "Toute mendicité, soit dans les rues, soit aux portes des maisons serait désormais interdite" (11). Un effet sur les mœurs ensuite : "On ne verrait plus des enfants non nécessiteux harceler les voyageurs, et donner à ceux-ci l'idée d'un pays bien malheureux, ou bien peu policé". (11)

Donnant suite à ce message, le Conseil d'Etat élabore un projet de décret sur l'abolition de la mendicité (12), projet que la Diète, dans sa séance du 23 mai 1827, convertit en une loi sur l'abolition de la mendicité (13) après avoir rejeté deux articles du projet. Le premier de ces articles prévoyait une taxe sur les mariages, proportionnelle à la fortune des époux et de leurs parents directs (minimum 2 francs - maximum 100 francs) et une autre sur les successions collatérales, si les

communes n'avaient pas d'autres ressources suffisantes (art. 24). Le second article visait à priver des droits politiques les personnes à la charge de la caisse de charité et cela aussi longtemps qu'elles n'auraient pas remboursé les secours reçus (art. 29).

Mis à part quelques amendements mineurs, les dispositions essentielles du projet de décret sont reprises dans la nouvelle loi sur la mendicité. Une série de mesures touchant cette fois-ci directement à l'assistance et son organisation est mise en place.

ORGANISATION DE L'ASSISTANCE

Un bureau de charité "chargé de secourir ceux de ses ressortissants qui seront dans le besoin" sera établi dans chaque commune (art. 2). Le comité de ce bureau, composé de trois membres au minimum tiendra un registre de tous les indigents qui habitent la commune. Ils "détermineront autant que possible, l'étendue des besoins de chaque famille, en ayant égard au plus ou moins de ressources, au nombre d'enfants et aux individus de ces familles qui, par suite de maladie ou autre cause, seraient hors d'état de travailler pour se procurer leur subsistance" (art. 5).

LES BENEFICIAIRES DE L'ASSISTANCE

Seuls, les véritables indigents seront secourus. Les comités de charité pourvoiront à leur besoin par des distributions régulières, par des secours à domicile ou en

plaçant les indigents chez des particuliers (art.8). Quant aux mendiants qui sont en état de gagner leur vie par le travail, ils y seront astreints "par des mesures rigoureuses de police, telles que la réclusion temporaire au pain et à l'eau, ou autres que les comités jugeront plus efficaces" (art.6). Si les personnes indigentes se plaignent de ne pas trouver du travail, l'article 23 prescrit que "le Conseil pourra y pourvoir, soit en leur donnant à cultiver quelque partie de biens communaux ou en établissant des métiers auxquels ces individus puissent s'appliquer, soit en les employant à la réparation des chemins vicinaux et de dévestiture, ou autres travaux publics ou particuliers" (art.23).

LES RESSOURCES DE L'ASSISTANCE

Les parents domiciliés dans la commune jusqu'au quatrième degré et ceux domiciliés dans d'autres communes jusqu'au deuxième degré, inclusivement, sont tenus de contribuer à secourir les indigents de leur famille (art. 11). Cette contribution sera répartie entre les parents des deux lignes en tenant compte de leur possibilité et de leur fortune (art.12). L'article 14 prévoit qu' "à défaut d'autres ressources pour subvenir aux besoins des pauvres, il sera levé sur tous les domiciliés dans la commune une contribution proportionnelle à leur fortune entière, en immeubles, capitaux, commerce et industrie,

quelque part qu'elle soit située".

DROITS DE RECOURS

Un droit de réclamation concernant la contribution imposée aux parents et aux domiciliés est reconnu. Les contestations éventuelles doivent être adressées dans les cinq jours au président du dizain.

DROIT DE CONTROLE ET MESURES PREVENTIVES

Les comités de charité ainsi que les parents jusqu'au quatrième degré ont le devoir de surveiller "tous ceux qui, par la fréquentation des cabarets, par leur fénéantise ou autre feraient présumer qu'ils s'exposent, en dérangeant leur fortune, à tomber dans l'indigence avec leur famille" (art.18). Les conseils locaux peuvent également interdire à ces derniers toute dépense superflue, l'entrée aux cabarets et défendre aux cabaretiers de leur vendre du vin ou des boissons spiritueuses, sous peine d'une amende au profit de la caisse des pauvres (art.20) Ils devront inviter ceux qui sont pauvres ou peu capables de travailler à ne pas se marier "afin de ne pas donner naissance à des enfants qui seraient malheureux comme eux et à la charge du public" (art.27).

INTERDICTIONS ET SANCTIONS

"La mendicité est généralement interdite dans le canton" (art.1). Les collectes pour les pauvres dans les églises

et ailleurs ne pourr^ont avoir lieu sans l'autorisation du Conseil d'Etat (art.25) pour ne pas compromettre celles organisées par le gouvernement lors de catastrophes naturelles (incendies, avalanches, inondations). La pratique des repas de funérailles est absolument interdite (elle pouvait être une source d'endettement pour les pauvres), de même que toute distribution de vin ou de denrées en faveur des indigents à l'occasion des décès, sous peine d'une amende de cent francs qui seront versés à la caisse des pauvres de la commune. Les charités fondées par testament seront converties en argent au profit des pauvres de la commune (art.26).

Cette loi sur la mendicité va régler désormais la pratique de l'assistance en Valais de 1827 à 1898. Ce long intervalle - trois quart de siècle presque - ne sera coupé que par l'adjonction, en 1850, d'un arrêté sur la mendicité destiné à assurer la mise en application de la loi de 1827.

C. L'ARRETE SUR LA MENDICITE DU 29 JUILLET 1850

La loi sur la mendicité de 1827 contenait une disposition supplémentaire, absente dans les autres ^{de} lois antérieures, qui autorisait le Conseil d'Etat à prendre toutes les mesures réglementaires nécessaires à son exécution. Se fondant sur l'article 28 de la loi de 1827, le Conseil d'Etat" vu les progrès toujours croissants que fait la

mendicité" (14) arrête, le 28 juillet 1850, une série de mesures administratives et pénales, la loi sur la mendicité de 1827 étant restée lettre morte pour les administrations communales. Obligation est alors faite à toutes les communes du canton d'établir jusqu'au premier septembre 1850 "un bureau de charité" de trois à cinq membres intitulé Comité de bienfaisance sous peine d'une amende de cinquante francs (art.2). La composition de ces comités, nommés par les conseils communaux, doit être transmise au Conseil d'Etat sous peine de la même sanction. L'arrêté de 1850 fixe, en outre, dans le détail les charges incombant aux comités de bienfaisance :

- dresser chaque année un tableau des indigents qui habitent la commune ;
- soumettre, au mois de janvier, le tableau des indigents au conseil communal ainsi que les comptes de l'année précédente et le budget de l'année en cours ;
- disposer des fonds affectés au soulagement des pauvres, exercer le contrôle de l'administration des bourses et surveiller leur emploi si elles sont gérées par des fondations privées ou religieuses ;
- recevoir les dons en nature et en argent en faveur des pauvres de la commune et les consigner aux protocoles ;
- requérir du conseil municipal qu'il soit levé sur tous les domiciliés de la commune une contribution proportionnée aux besoins de la classe indigente, à défaut d'autres ressources ;
- pourvoir à l'entretien des véritables indigents soit par des distributions régulières, des secours à domicile ou en les plaçant chez des particuliers ;

- exercer la police des pauvres ;
- prononcer les réclusions au pain et à l'eau et la contrainte au travail, conformément aux articles 6 et 20 de la loi de 1827 ;
- dénoncer au préfet, dont l'une des tâches est de surveiller le fonctionnement des comités de bienfaisance dans les communes, toutes les infractions aux lois sur la mendicité et veiller spécialement à l'application rigoureuse des peines prononcées contre les repas^{des} funéraires et les distributions de denrées.

De plus, chaque commune a l'obligation de nommer un agent de police pour l'exécution de la loi sur la mendicité (art.7). Les individus qui mendient sont alors ramenés par l'agent de police chez le président de la commune de leur domicile. Ce dernier payera sept batz (98 centimes, monnaie fédérale) par lieue (environ quatre kilomètres) à chaque agent de police pour avoir escorté le mendiant jusqu'au chef-lieu de la commune. Le président ne payera qu'une indemnité de vingt rappes (20 centimes) si le mendiant a été surpris dans le lieu de son domicile. En cas de récidive, le président est passible d'une amende de deux francs (art. 8 et 9). Les conseils communaux et les comités de bienfaisance qui tolèrent sciemment la mendicité sont passibles d'une amende de cinquante francs et peuvent être suspendus de leur fonction (art.10). Enfin les contestations relatives aux contributions communales et autres sont déferées, cette fois, au préfet du district qui prononce sommairement.

Le contenu détaillé de cet arrêté vise donc un double objectif : renforcer par des dispositions administratives la loi de 1827 et définir avec précision les compé-

tences entre les conseils communaux et les comités de bienfaisance. Ces derniers jouissent d'une large autonomie et disposent pratiquement des pleins pouvoirs en matière d'organisation de l'assistance au niveau communal. Ils gèrent la caisse des pauvres, distribuent les secours, peuvent imposer des contributions aux parents ou aux domiciliés, ont droit de surveillance sur les indigents et la possibilité d'infliger des sanctions disciplinaires. De ce fait, la mise en oeuvre de l'assistance légale va dépendre essentiellement, à partir de 1850, de la volonté d'action et du dynamisme des comités de bienfaisance.

Le rôle des conseils communaux en matière d'assistance se limite désormais :

- 1- à la nomination des membres du comité de bienfaisance
- 2- au contrôle annuel des comptes de l'assistance
- 3- à l'approbation de la liste annuel^{le} des indigents.

Cet arrêté amène, d'autre part, l'intervention directe de l'Etat dans le domaine de l'assistance. Absente jusqu'en 1850, elle s'exerce maintenant par l'intermédiaire du préfet du district, nouvel agent de surveillance du pouvoir exécutif. D'autre part, la lutte pour la suppression de la mendicité se fait plus pressante par la mise en place d'un nouveau système de répression; création d'une police des mendiants et sanctions pénales qui visent, cette fois, aussi bien les mendiants que les autorités communales ou les comités de bienfaisance.

Prolongement direct de la loi sur la mendicité de 1827, cet arrêté restera en vigueur jusqu'en 1898, réglant de cette manière l'assistance en Valais durant toute la seconde moitié du XIXème siècle.

p. LA LOI SUR L'ASSISTANCE DU 3 DECEMBRE 1898

Le trois décembre 1898, une nouvelle loi sur l'assistance abrogeant la loi du 30 mai 1803, celle du 23 mai 1827 et l'arrêté sur la mendicité du 29 juillet 1850, est promulguée (15).

Alors que la loi de 1827 et l'arrêté de 1850 ne réglaient que le sort des mendiants et n'accordaient de protection qu'aux véritables indigents, la loi sur l'assistance de 1898 étend son champ d'activité à d'autres catégories de personnes : les nécessiteux, les enfants malheureux et abandonnés, les vieillards, les infirmes et les aliénés. Si l'Etat s'attribue la surveillance de l'assistance et s'engage à soutenir dans la mesure de ses moyens les institutions privées de bienfaisance, cette loi n'apporte en fait aucun changement majeur dans la pratique de l'assistance. Elle ne fait qu'étendre la liste des personnes à secourir. L'assistance, à la fin du siècle repose toujours sur le principe d'une assistance communale et parentale, principe qui prédominera encore dans la loi sur l'assistance publique de 1926, la commune n'intervenant que dans les cas où les indigents n'ont pas de parenté

ou que celle-ci se trouve dans l'incapacité de contribuer à leur entretien. De plus, il est à relever que les principales dispositions de la loi de 1827 et de l'arrêté de 1850 sur la mendicité ont été reprises presque intégralement dans cette loi de 1898 de sorte que la position des assistés ne s'entrouve guère améliorée par rapport aux lois précédentes sur la mendicité. Voilà reconstitué le cadre légal que s'est donné la société valaisanne au XIXème siècle en matière d'assistance.

E. QUELQUES OBSERVATIONS SUR CETTE LEGISLATION

Le Valais, canton agricole, passe très tard d'une assistance traditionnelle de type religieux et privé à une assistance moderne, organisée sur une base légale. Cette laïcisation de l'assistance au XIXème siècle coïncide avec la chute de l'ancien régime et la création, en 1802, de la République du Valais. Dès lors, la charge de l'assistance publique incombe à l'Etat. Ce qui frappe surtout dans cette législation, c'est la soudaine nécessité qui pousse les autorités politiques à légiférer sur la mendicité et la détermination avec laquelle elles se proposent d'en venir à bout. La mendicité apparaît brusquement comme un mal social aux yeux des autorités politiques du pays. D'où l'élaboration d'une législation très restrictive et particulièrement répressive. Le but que l'on se

propose d'atteindre à travers ces lois sur la mendicité est double. D'une part, ~~ils~~ s'agit de rompre avec l'ancienne forme d'assistance et briser des habitudes invétérées comme la pratique courante de la mendicité. D'autre part, on veut créer un nouvel état d'esprit, un changement des mentalités en s'appuyant sur la force de la loi dont le corollaire aboutit à la mise au travail de toutes les forces actives du canton. En effet, toute la législation sur la mendicité opère une nette distinction entre le vrai et le faux mendiant, le véritable indigent et celui qui peut et doit travailler. La contrainte au travail pour les paresseux et les oisifs y est inscrite. Cette évolution de la conception de l'assistance, du moins au niveau de la classe dirigeante, va de paire avec un changement d'attitude à l'égard du travail considéré, avant tout, comme valeur, utilité, nécessité économique. Aussi la nouvelle forme d'assistance issue de cette législation allait à l'encontre de l'enseignement traditionnel de L'Eglise qui voyait en tout pauvre, en tout mendiant l'image du Christ souffrant et lui accordait, à ce titre, indistinctement l'aumône. D'autre part, le fait de recourir au précepte évangélique "Tu vivras de la sueur de ton front" (8) pour justifier l'obligation du travail ou d'opposer systématiquement la valeur morale du travail à la mendicité, comme source de tous les vices, à commencer par la paresse et la fainéantise, idée que l'on re-

trouve constamment dans les messages du Conseil d'Etat, est révélateur d'un état d'esprit nouveau. les impératifs économiques ne sont sans doute pas étrangers à cette lutte redoublée contre la mendicité, surtout à partir de 1850. L'arrêté sur la mendicité promulgué par le gouvernement radical répond, en effet, à l'esprit "entrepreneur, industriel, capitaliste" qui accompagne la pensée radicale. Exemple : commentant l'inobservation de la loi sur la mendicité de 1827, l'éditorialiste du Journal du Valais, organe libéral-radical, écrit en 1848 à ce sujet que "l'observation de la loi sur la mendicité viendra en aide à la meilleure culture des terres et la moralité des indigents n'aura qu'à y gagner" (16).

Ces considérations nous amènent^{nt} à nous interroger sur l'idée que se font les autorités de la question de l'assistance et sur la vision qu'elles ont des couches les plus défavorisées de la société valaisanne.

Un groupe inquiétant : les mendiants et les indigents

Durant tout le XIXème, le gouvernement a une conception très restrictive de l'assistance publique. Toute la législation sur l'assistance, à l'exception de la loi de 1898, porte exclusivement sur la mendicité et sa répression. Elle n'englobe de ce fait qu'une catégorie bien précise d'individus, les vagabonds, les mendiants, les indigents. En un mot, le monde de la misère. Voilà à quoi se ramène la question sociale pour les autorités

au XIXème siècle et les limites qu'elles entendent donner à leur intervention.

Ce groupe social attire très tôt l'attention du gouvernement et sera un objet principal de ses préoccupations durant le XIXème siècle. En effet, tous les messages relatifs à l'assistance que le Conseil d'Etat adresse à la Diète insistent sur la nécessité immédiate de légiférer sur la mendicité. Trois raisons sont toujours invoquées :

- 1 - l'augmentation croissante du nombre des mendiants
- 2 - l'insuffisance des mesures légales prises jusqu'ici
- 3 - l'inobservation des lois sur la mendicité.

En 1810 déjà, le Conseil d'Etat est persuadé que le moyen le plus efficace et le plus approprié pour l'extinction de la mendicité réside dans la création de "maisons de travail" (8) pour les mendiants. Mais, comme l'Etat ne dispose pas de ressources financières suffisantes, il ne reste à son avis que la "contrainte". L'idée d'enfermer les mendiants dans des ateliers pour les mettre au travail et éviter de la sorte la contagion a été mise en pratique dans plusieurs pays d'Europe au XVIIème siècle déjà. Il est intéressant de la retrouver ici sous la plume du représentant du gouvernement, le grand bailli de Sepibus.

La répression et la contrainte au travail

La répression de la mendicité va s'exercer par étapes

successives dans la législation. Celle-ci s'opère en trois phases :

1ère phase :

Limitation territoriale de la mendicité. Celle-ci n'est désormais tolérée pour le mendiant qu'à l'intérieur de son dizain. (cf. la loi de 1803)

2ème phase :

Par la suppression générale de la mendicité; le mendiant perd son droit de demander l'aumône et se trouve assimilé à l'indigent. Interdiction lui est faite de quitter sa commune pour aller mendier. (cf. la loi de 1827)

3ème phase :

Mise en place d'un organe de surveillance et application de sanctions pénales aux communes qui autorisent délibérément la mendicité. (cf. l'arrêté de 1850);

Ces ^{de répression} trois phases correspondent à un mouvement progressif de renfermement des mendiants à l'intérieur d'un espace de plus en plus restreint. Alors qu'au début du XIXème siècle le mendiant jouit, semble-t-il, de la liberté la plus complète de se déplacer dans tout le canton, il se retrouve, en 1827, à la suite de ce processus d'enfermement géographique, obligatoirement cantonné par la loi à son lieu de domicile.

La tolérance de la mendicité, en phase une, traduit l'impuissance matérielle du nouveau gouvernement de prendre

à sa charge l'assistance publique. Il ne peut que limiter territorialement la pratique de la mendicité. D'ailleurs^S, la crainte de provoquer des troubles sociaux l'empêche de prendre des mesures plus draconiennes. C'est du moins ce que laisse entendre le considérant de la loi de 1803, à savoir "que le véritable pauvre, qui est incapable de travail, ou à qui son travail ne suffit pas, mérite des égards, et qu'en lui refusant la faculté de solliciter la charité publique, on risquerait de le réduire à des extrémités funestes pour lui et pour la Société" (5).

Le passage à la phase deux n'a été rendu possible que par l'institution du principe de l'assistance obligatoire des parents jusqu'au quatrième degré. Cette idée maîtresse de la loi de 1827 marque un tournant dans la conception de l'assistance publique en Valais. Elle va obliger, contraindre à la solidarité familiale, à l'entraide parentale, tout en libérant, la société de la charge de l'assistance. Le fait d'imposer tout le poids de l'assistance à un groupe restreint, la parenté, dont les possibilités d'entraide sont souvent limitées - les indigents appartenant généralement à un groupe parental déjà pauvre - reflète le peu de compréhension des autorités politiques à l'égard du problème de l'assistance et témoigne de l'attitude égoïste des autres groupes sociaux.

Le Valais ne dispose donc pas au XIXème siècle d'une véritable loi sur l'assistance publique. Ni l'Etat, ni les particuliers ne sont astreints à financer les charges découlant de l'assistance. D'autre part, si la législation sur la mendicité garantit formellement une assistance aux indigents, ceux-ci n'ont nullement le droit de l'exiger. Ils doivent se contenter de la recevoir des membres de la parenté ou du comité de bienfaisance, ce qui confère à cette forme d'assistance un caractère charitable et paternaliste nettement marqué.

Il faudra attendre la première moitié du XXème siècle pour assister à une amélioration sensible du sort des indigents avec la création sur le plan fédéral ^{d'une législation} de prévoyance sociale (assurance accident, assurance chômage, assurance vieillesse plus tard) et avec la construction, sur le plan cantonal, des premiers hôpitaux de districts et des premiers asiles de vieillards.

3. ETAT DE L'ASSISTANCE EN VALAIS DANS LA PREMIERE MOITIE

DU XIX ème SIECLE

Aborder la question de l'assistance par l'étude de la législation revient à mesurer le degré d'intervention de l'Etat dans ce domaine, à examiner le point de vue des autorités politiques. C'est également s'en tenir au niveau

des principes, des règles impératives. Mais, qu'en est-il dans la réalité sociale, au niveau des individus concernés, les indigents ? Ces lois sont-elles appliquées ? Améliorent-elles le sort des pauvres ? Nous ne disposons que de quelques documents officiels pour répondre à ces questions, mais leur contenu est suffisamment révélateur de la situation.

En 1837, une circulaire (17) adressée par le Conseil d'Etat, à toutes les communes du canton révèle que la loi de 1827 sur la mendicité n'a trouvé d'exécution que dans quatre ou cinq communes. Les motifs généralement invoqués par les communes au sujet de l'inobservation de la loi sont l'absence de ressources financières et les difficultés de son application. La situation matérielle des mendiants et des indigents n'a donc pas changé malgré la loi. Celle de 1827 devait "assurer aux familles indigentes une subsistance convenable sans qu'elles aient le besoin d'aller la chercher de porte en porte ainsi que nous l'avons vu jusqu'ici..." (18) lit-on dans le message du Conseil d'Etat qui propose de la renforcer par l'établissement d'une caisse centrale de secours. Cette caisse de prévoyance devait venir en aide aux sinistrés "pour les cas d'incendie, d'inondation, d'épidémie, d'épizootie et autres désastres de ce genre" (19). Mais ce projet va se heurter à une double opposition, **S**a forme centralisatrice d'abord. Elle est combattue à la Diète qui lui préfère la formation facultative d'une caisse

dizainale. La commission chargée d'examiner le nouveau projet de loi décentralisateur ne croit pas qu'elle puisse atteindre son but en laissant à chaque dizain la faculté d'organiser sa caisse de secours car, ajoute-t-elle "on voit avec douleur que les communes négligent d'établir les bureaux de bienfaisance prescrits par la loi du 23 mai 1827 : comment concevoir que les représentants aux Conseils des Dizains voudraient l'établissement d'une Caisse de Secours que la loi laisse facultative, tandis qu'ils ne forment pas ce qui leur est ordonné en vertu d'une autre loi...⁹ qui voudra surtout se charger de la distribution des secours sans s'exposer aux reproches des uns, aux murmures des autres, à d'injustes soupçons et à boire sans cesse dans la coupe d'amertume toutes les fois qu'il s'agira d'évaluations de dommages et de répartition d'argent?" (20). Ce passage relève parfaitement les faiblesses de la loi de 1827 et les risques politiques que comportait sa mise en application pour les administrations communales. La deuxième opposition à l'égard du projet concerne la taxe sur les mariages, imposition de 2[↑]frs pour les époux dont la fortune totale n'excède pas 1600 frs et de 8frs pour ceux dont la fortune atteint 40.000 frs (19). Cette taxe devait être prélevée pour le financement de la caisse de secours. La majorité de la commission s'y oppose car, à son avis : " cette taxe serait supportée en grande partie par la classe indigente et en voulant

secourir le malheur, on ferait contribuer les malheureux" (22). La minorité, sans vouloir mettre un obstacle au mariage pense, néanmoins "avec le Conseil d'Etat qu'il serait heureux si cette taxe pouvait amener quelque diminution dans le nombre des mariages des indigents qui donnent le jour à une génération malheureuse" (21). Elle consent toutefois, à abaisser la taxe projetée à 1 franc pour les petites fortunes "afin de ne pas être accusée de vouloir enlever aux pauvres les douceurs du mariage et de la paternité" (21). Cette division de la commission révèle deux tendances au sein de la Diète : les partisans d'une population nombreuse (conception chrétienne) et ceux qui préconisent le célibat pour les classes pauvres comme nécessaire à la prospérité de l'Etat (conception malthusienne que nous trouvons déjà dans la loi de 1827).

Finalement, la Diète abandonne ce projet d'établissement d'une caisse de secours. La pratique des collectes organisées dans les dizains et soumises à l'autorisation du Conseil d'Etat fut rétablie. Il ne restait plus aux sinistrés qu'à compter sur la générosité des particuliers et dans bien des cas, les moins fortunés d'entre eux allaient rejoindre la condition des indigents.

Si les accidents naturels pouvaient être une cause d'indigence, les accidents de travail plongeaient à coup sûr des familles entières dans la mendicité. Exemple : cette lettre envoyée le 20 août 1837 par le président de

la commune de Bagnes, Georges Fusey, au Conseil d'Etat à la suite de l'accident survenu à Etienne M... du Châbles, estropié à la main gauche par un coup de mine au glacier du Giétroz et dans laquelle il demande "d'obtenir un secours proportionné au malheur du souffrant ainsi qu'aux besoins d'une famille jeune et nombreuse... Oui, la seule pensée qu'un acte prompt de bienfaisance obligera puissamment le patient et arrachera peut-être pour toujours à la mendicité une famille qui se trouvait obligée de s'y livrer" (22). ^Ex-
emple qui en^dit long sur les risques du travail et l'état déficient de l'assistance au niveau de la commune. Cette même année 1837, le bailli de Courten, au nom du Conseil d'Etat, adresse une circulaire imprimée aux présidents des dizains et aux présidents des communes dans laquelle il dénonce l'inobservation de la loi sur la mendicité en ces termes :

"Comment s'est-il fait que cette loi, marquée du coin de la religion et de l'humanité, n'ait reçu d'exécution que dans un petit nombre de localités et que partout ailleurs elle ait été négligée et pour ainsi dire mise au rebut ?" (23).

A son avis, deux raisons expliquent cet échec : l'indifférence et la faiblesse de l'autorité locale et l'égoïsme des subordonnés. La loi de 18²7, poursuit-il, "devait assurer aux véritables indigents des soulagements^s que ré-

clame leur misère, et mettre un terme aux courses vagabondes de ces fainéants qui trop souvent usurpent le tribut de la pitié des âmes généreuses et s'en servent que pour nourrir leurs vices. Elle devait, en procurant du pain et des soins à l'enfance misérable, soustraire ces jeunes êtres aux funestes effets d'une vie errante, les empêcher de contracter ces habitudes pernicieuses qui naissent de l'oisiveté et de la paresse, les habituer au travail et les préparer à devenir des hommes utiles à eux-mêmes et qui ne soient pas à charge à la société. Elle devait faire disparaître le désolant tableau de la misère en guenilles se traînant péniblement de village en village, de porte en porte et accusant l'administration de négligence dans l'exercice de l'un de ses premiers devoirs..." (23). Devant ce constat d'échec, il conclut sa circulaire avec détermination : "Cependant cet ordre de chose ne peut pas durer, la loi doit recevoir son exécution. Elle veut que chaque commune nourrisse ses pauvres..." (23). Mais par quels moyens ? En imposant aux communes l'application des nouvelles prescriptions de la Diète qui oblige le conseil de commune à nommer dans un délai de trois mois "son comité de bienfaisance, à établir le rôle de ses pauvres et à déterminer les mesures qu'il aura adoptées pour leur entretien" (23). Dans le même délai, les conseils de communes "feront connaître à Messieurs les présidents de di-

zains et ceux-ci au Conseil d'Etat les moyens qu'ils auront pris pour assurer la subsistance de leurs pauvres et l'exécution complète de la loi" (23). Comment les communes ont-elles réagi aux ordres du gouvernement ? Par l'indifférence la plus complète, à en croire les archives du Département de l'Intérieur. Seules cinq communes (Monthey, Grimisuat, Salins, Veysonnaz et Bramois) ont répondu à la circulaire, mentionnant uniquement la composition de leur comité de bienfaisance. Ces nouvelles dispositions de la Diète, tout comme la loi de 1827, n'ont jamais connu d'application jusqu'en 1850, chaque commune distribuant les secours à sa guise et veillant à sauvegarder le plus possible son autonomie locale. Dès lors, toute intervention du gouvernement ne pouvait que se heurter à la toute puissance des conseils communaux peu soucieux d'exécuter les directives d'une autorité qui leur était étrangère et dont le poids était presque inexistant sur leurs administrés. Cette prédominance de l'autonomie communale dans la première moitié du XIXème siècle explique sans doute que la situation de l'assistance et celle des indigents soit restée ce qu'elle avait toujours été, c'est à dire dépendante de l'aumône et de la charité publique.

*Quelle a. : arbit. publique
peu peu Etat, autonomie
locale*

Deuxième partie :

1. LA COMMUNAUTE DE BAGNES ET SES PAUVRES (1850-1870)

L'étude de la législation sur l'assistance par son caractère général, nous a permis de dégager les grandes lignes de la politique gouvernementale menée dans ce domaine au cours du XIXème siècle. Jusqu'ici, c'est donc le point de vue des autorités supérieures, du pouvoir central, chargées de l'administration du canton qui a été envisagé et analysé. Il s'agit de voir maintenant comment cette politique de répression visant la mendicité et les lois qui lui sont rattachées se sont exercées au sein d'une collectivité spécifique, d'examiner si ces lois ont eu réellement prise ou non sur l'autorité communale, de mesurer le degré de résistance que cette intervention extérieure a pu susciter à l'intérieur d'une communauté rurale consciente de son autonomie. En un mot, il s'agit de vérifier la mise en application de cette législation sur l'assistance au niveau de la commune.

Choix du cadre géographique

Toute analyse d'un phénomène social est tributaire d'un choix. Des 168 communes qui formaient le canton du Valais, notre choix s'est porté sur la commune de Bagnes. Cette option ne répond, ici, à aucune préoccupation d'ordre mé-

thodologique précise. Elle n'est cependant pas le fait du hasard. Travaillant déjà sur les^v minutes notariales de cette commune avec le professeur^A Gérald Berthoud, il était normal que nous portions notre centre d'intérêt sur ce cadre particulier. Mais, répétons-le, le choix de cette commune est arbitraire et ne ^{se} veut en aucun cas, être représentatif pour le reste du canton. Deux conditions préalables devaient néanmoins être remplies :

1- L'existence sur le plan communal d'archives inventoriées et classées.

2- La présence de documents permettant de répondre à notre problématique.

Non seulement la commune de Bagnes remplissait parfaitement ces deux conditions, mais elle avait en plus l'avantage de présenter l'exemple d'une communauté de type agro-pastoral de montagne, vivant apparemment repliée sur elle-même, sans accès direct à la plaine du Rhône, à l'écart de grands centres commerciaux et de voies de communication importantes. Territorialement étendue, exposée à un milieu naturel difficile, renfermant une population nombreuses, la commune de Bagnes réunissait à elle seule, au premier abord, les facteurs les plus déterminants à la présence d'un paupérisme endémique et généralisé. Elle offrait, de ce fait un champ d'observation privilégié.

Choix du cadre temporel

Notre étude porte principalement sur la période 1850-1870. Ce cadre temporel précis nous a été imposé par les documents trouvés dans les archives de la commune de Bagnes, déposées à la maison communale du Châbles. Minutieusement classées par ordre chronologique et thématique, ces archives ne renferment aucun document sur l'assistance pour la période antérieure à 1850. Le premier document contenu dans la rubrique "ASSISTANCE" date de 1850. Cette rubrique couvre la période 1850-1910, mais la valeur des documents qu'elle renferme est très inégale. Il s'agit le plus souvent de pièces manuscrites éparses, souvent sans date, relatives à des demandes de secours adressées au Comité de bienfaisance ou au Conseil communal, à la correspondance avec l'Etat ou les autres cantons concernant des ressortissants émigrés tombés dans l'indigence. Peu nombreuses avant 1880, ces lettres constituent le gros de la documentation sur l'assistance et les renseignements qu'on peut en tirer sont trop fragmentaires et particuliers pour se faire une idée précise de l'état de l'assistance à Bagnes à travers toute la seconde moitié du XIXème siècle. Par contre, l'existence des protocoles du Comité de bienfaisance à partir de 1850 et de listes nominatives des indigents jusqu'en 1867 répondait parfaitement aux conditions de notre recherche et imposait, de ce fait, des limites précises au choix du cadre temporel.

Sources et méthodologie

L'interprétation que l'on donne d'un phénomène social, dans le cas présent de la pauvreté, va dépendre du choix des sources et de leur utilisation. En ce qui concerne la commune de Bagnes, l'existence de sources sur l'assistance à partir de 1850 n'est due ni au hasard ni au fait d'avoir échappé à une quelconque destruction. Elle coïncide avec la mise en place, sur le plan cantonal, d'une administration radicale qui impose aux communes la tenue régulière de registres, de livres de comptabilité et, entre autre, l'établissement d'une liste des indigents, conformément à l'arrêté sur la mendicité de 1850. La surveillance de l'Etat s'affaiblissant avec le retour du régime conservateur en 1857, les documents administratifs diminuent parallèlement, ce qui explique la pauvreté des sources sur l'assistance à partir de cette date.

Archives communales

Cinq documents présentaient un intérêt de premier ordre pour l'étude des pauvres et^{de} leur condition à Bagnes.

- 1- Les Registres des délibérations du Conseil de la commune de Bagnes (1849-1870).
- 2- Le cahier des Protocoles des délibérations du Comité de bienfaisance de la commune de Bagnes qui couvre la période 1850-1867.

- 3- Les quatre fascicules intitulés Projet de classification des familles indigentes de Bagnes pour les années 1863, 1864, 1865 et 1866.
- 4- Le Tableau de la classification générale des particuliers de la commune de Bagnes au sujet de la répartition des frais ^{de guerre} en 1844 et 1847.
- 5- Les livres des comptes de la commune de Bagnes (1849-1870);

Archives cantonales

L'étude des documents communaux restait néanmoins insuffisante dans la mesure où, centrée presque exclusivement sur les activités internes de la communauté, elle ne permettait pas de déceler quel genre de rapport s'établissait entre les autorités locales et l'autorité supérieure, l'Etat. Pour répondre à cette question, nous avons consulté les archives du Département de l'Intérieur déposées aux Archives cantonales à Sion. Deux thèses avaient un rapport direct avec notre sujet :

- la thèse Rapports des préfets qui groupe sous cette rubrique les rapports envoyés annuellement par les préfets de chaque district, de 1850 à 1856 seulement, et qui renferment de nombreux renseignements sur la situation politique, économique et sociale des communes par district avec, en annexe, des tableaux synoptiques et statistiques relatifs au nombre d'assistés, à la population, aux écoles au cheptel, à l'état des capitaux existant dans chaque commune pour les pauvres, le culte, les écoles, etc...

- la thèque BIENFAISANCE . Elle réunit une masse de documents les plus divers sur l'assistance générale en Valais à partir du début du XIXème siècle. Deux documents ont surtout retenu notre attention. Il s'agit d'une enquête sur la mendicité menée dans chaque commune vers 1835 et d'une circulaire adressée aux présidents de communes en 1850, concernant la mise en application de l'arrêté sur la mendicité-

Des compléments d'information sur la mendicité et la situation économique du canton entre 1850-1870 nous ont encore été livrés par les Rapports de gestion du Conseil d'Etat.

La lecture de la presse valaisanne, Courrier du Valais, Gazette du Valais, n'a apporté aucun élément supplémentaire, la question sociale étant pratiquement absente des préoccupations politiques des journaux de l'époque.

A partir de ces documents hétérogènes et fragmentaires, nous avons essayé de reconstituer l'univers des pauvres à l'intérieur de la communauté de Bagnes. Deux obstacles à cette tentative.

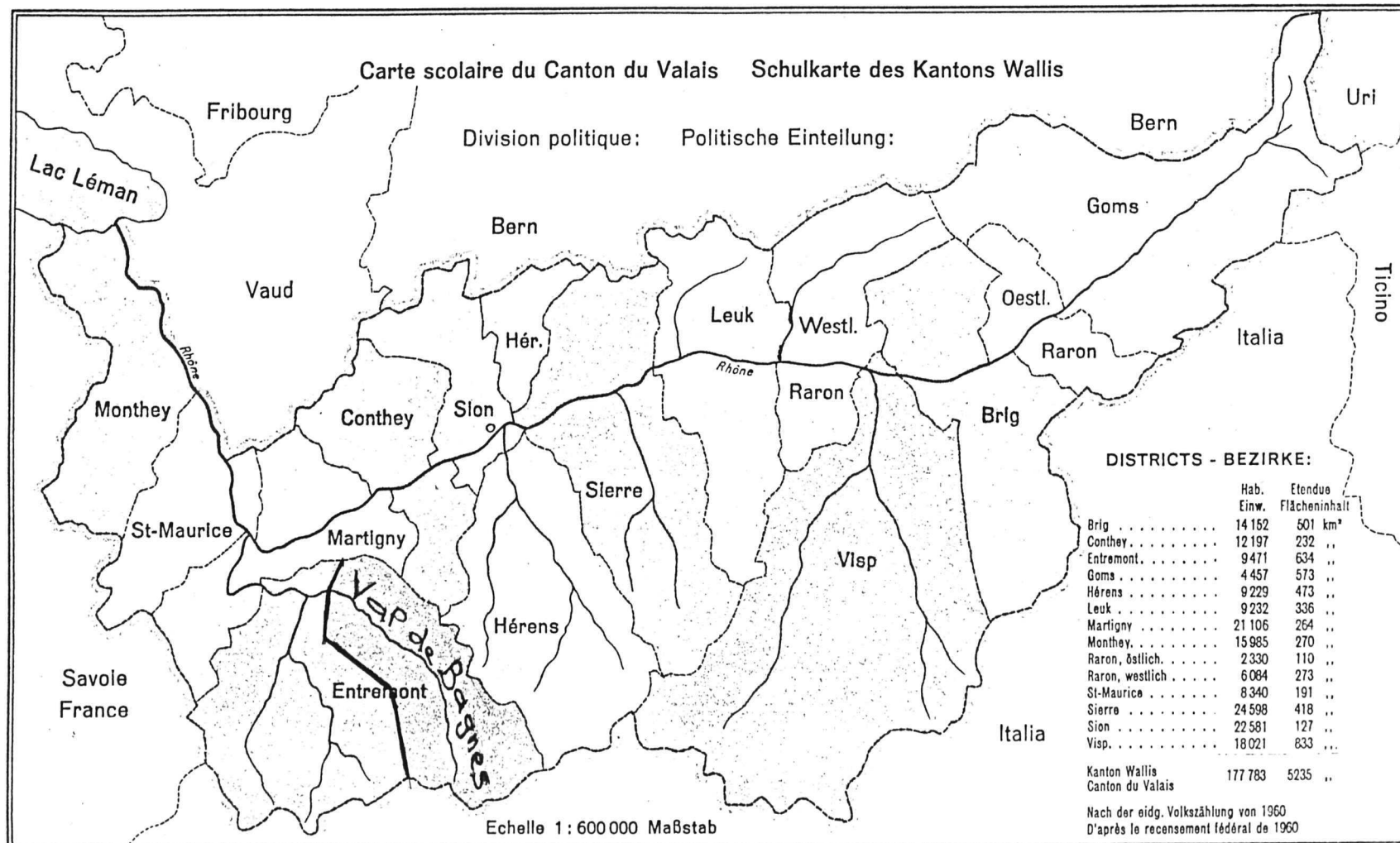
^D
D'une part, les pauvres ne sachant ni lire, ni écrire, les renseignements dont nous disposons sur eux émanent tous de personnes extérieures à leur milieu et traduisant de ce fait davantage leurs propres préoccupations que les besoins véritable de la classe pauvre. D'autre part, le groupe des pauvres ne représente qu'un élément constitutif de cette réalité sociale qu'est la communauté, Il ne peut donc pas être artificiellement isolé et analysé en lui-même sans tenir compte de la présence des autres groupes et de leurs interactions.

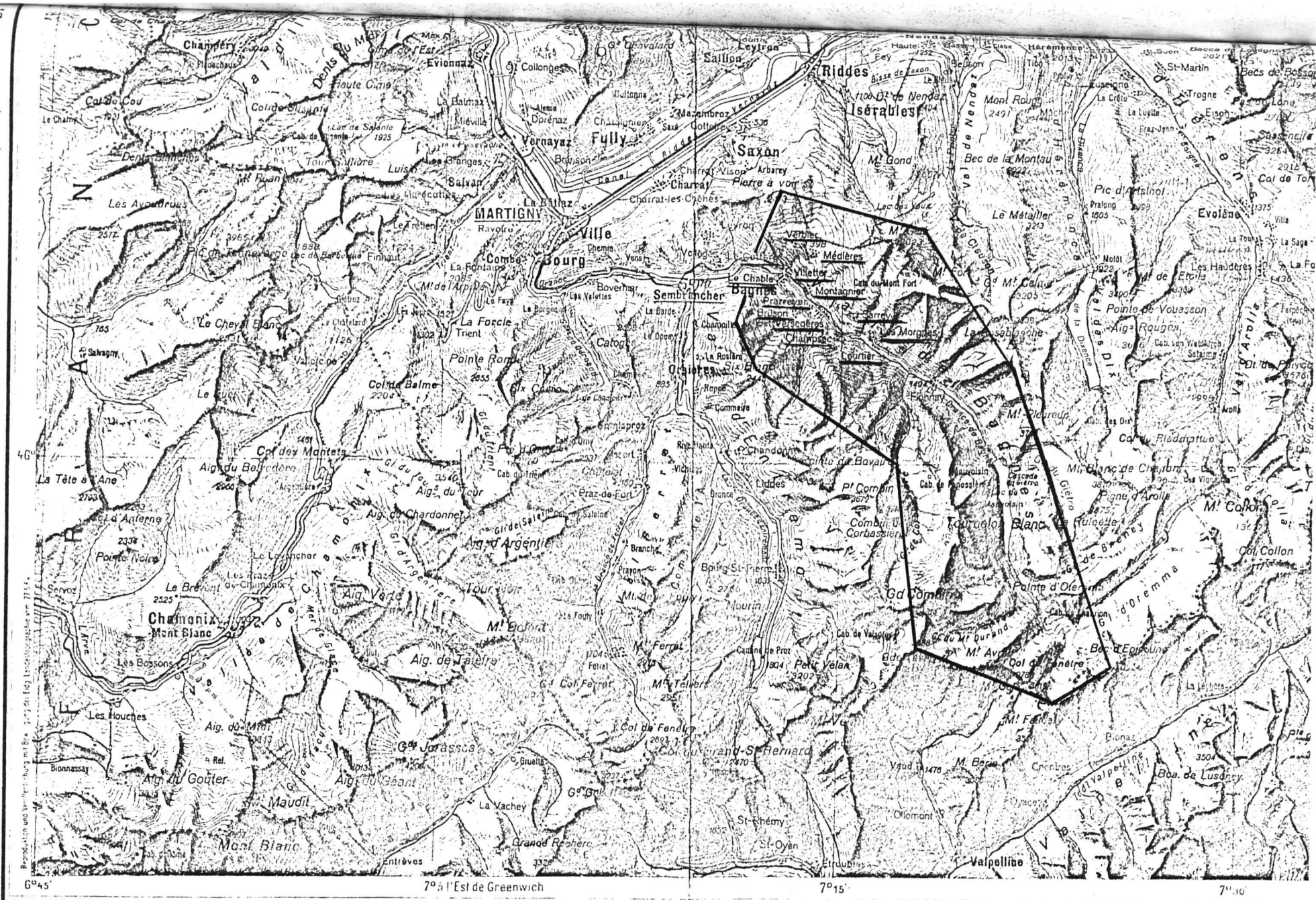
En d'autres termes, la compréhension du phénomène des pauvres dans la communauté implique^{rait} une analyse globale de tous les groupes sociaux qui la composent. Une telle démarche dépasse de loin notre cadre de départ et suppose le dépouillement de sources plus complexes, tels que recensements, documents fiscaux, registres de biens-fonds, minutes notariales, actes judiciaires etc.. Conscients du caractère limitatif et partiel de cette approche, nous nous contenterons de dégager une image provisoire de cette communauté bagnarde et les pauvres qui l'habitent.

Dans une première partie, nous allons examiner la communauté face à ses pauvres en étudiant les mesures prises par les autorités communales à leur sujet, en analysant l'organisation de l'assistance, son fonctionnement et les résultats obtenus.

Dans une deuxième partie, nous observ^{er}ons les pauvres dans la communauté, leur nombre, leurs conditions d'existence. Nous nous demanderons, enfin, comment la présence de pauvres est rendue possible au sein de cette communauté montagnarde, si ce n'est pas son organisation sociale qui les secrète et dans quelle mesure le processus de paupérisation est irréversible pour les personnes qui en sont les victimes.

tuation géographique de la commune de Bagnes
r rapport au district et au canton (24)





SION
VEVEY
Ardon
Zermatt
Münst

Capitale du Canton du Valais
Localités de plus de 5000 habitants
1000 à 5000
500 à 1000
100 à 500
moins de 100

Station
Tunnel
Chemin de fer à voie normale
Chemin de fer à voie étroite
Téléphonique ou télésiège
Tramway ou trolleybus
e pri
Route secondaire

Chemin carrossable et à mulet
Sentier
Frontière d'Etat
Limite de canton
mite ict
Champ de bataille

Eglise, Chapelle
Couvent
Château
Ruine
umen
Bain
Hôtel

APERÇU HISTORIQUE

Fief de la Maison de Savoie à la chute du royaume de Bourgogne en 1032, la vallée de Bagnes fut hypothéquée en 1147 par le comte Amédée III qui cherchait des fonds nécessaires pour participer à la seconde croisade, en garantie d'une table d'or cédée par l'Abbaye de St. Maurice. Son fils Humbert III de Savoie, ne pouvant sans doute satisfaire aux engagements contractés par son père en 1147, abandonna en 1150 à l'abbé de Saint-Maurice la juridiction de la vallée de Bagnes et d'Etiez. Le val de Bagnes passa, alors, sous la domination temporelle et spirituelle de l'Abbaye de Saint-Maurice. En 1476 après la défaite des Savoyards à la Flatta (près de Sion), le Bas-Valais fut conquis par l'évêque Walter Supersaxo et les patriotes hauts-valaisans. Celui-ci ayant des visées sur le val de Bagnes qui renfermait une mine d'argent en exploitation au Peilloz près du village de Bruson tenta de l'enlever à l'abbé de Saint-Maurice. Mais, sous la menace d'excommunication du pape Sixte IV, le prince-évêque renonça à son projet d'annexion. Quelques années plus tard, son successeur, Mathieu Schiner, obtiendra quelques avantages. L'évêque de Sion jouira des droits régaliens dans

la vallée, nommera le juge des mines chargé de punir les délits d'exploitation, alors que l'abbé de Saint-Maurice conservera la juridiction haute et basse sur l'ensemble de la vallée.

Constituant des fiefs divers, les trois vallées (Bagnes, Entremont, Ferret) qui composent actuellement le district d'Entremont étaient réunies avant la Révolution de 1798 sous la même bannière et, quoique pays sujet du Haut-Valais jusqu'en 1798, ces vallées jouissaient de franchises, de privilèges et statuts octroyés par l'évêque Hildebrand de Riedmatten en 1555.

En 1565 d'après Louis Courthion, le seigneur-abbé de Saint-Maurice abandonna aux comuniers de Bagnes tous les droits qu'il avait sur leurs biens moyennant la somme de 8'000 florins et une redevance annuelle de 96 moutons gras, laquelle fut livrée jusqu'à la veille de la Révolution. (25) La Constitution de 1798 rattacha le val de Bagnes à Entremont et à Martigny pour en faire un dizain. Martigny s'en détacha à son tour en 1802 pour former son propre dizain. Depuis cette date le district d'Entremont groupe autour de son chef-lieu Sembracher, les six communes de Bagnes, Volèges, Sembracher, Orsières, Liddes et Bourg-Saint-Pierre. La Révolution de 1798, si elle avait mis fin à l'ancien régime fondé sur un système de redevances et de servitudes féodales, n'avait pas pour autant aboli sans indemnité les droits seigneuriaux qui frappaient les communautés bas-

valaisannes.

En effet, la Diète votait en 1804 une loi sur l'obligation du rachat des dîmes et des redevances.

La communauté de Bagnes se soumit à la loi. De 1804 à 1810, elle racheta toute une série de dîmes et redevances comme en témoignent les documents des archives communales. L'acte d'achat le plus important est celui du 28 octobre 1808 passé avec l'Abbaye de Saint-Maurice. Pour la somme considérable de 12'917 écus petits (27) (environ 36'900 francs fédéraux), la communauté de Bagnes se libère de la tutelle de la "royale Abbaye de Saint-Maurice" en rachetant les fiefs, dîmes et tous les revenus redevables par la commune ainsi que les cens en seigle, orge et argent dû à la chapelle de Notre-Dame de Compassion. Le rachat de ces droits seigneuriaux lui assure pour la première fois une autonomie territoriale, et une liberté d'action encore inconnues.

Mais cette politique de rachat forcé dans un laps de temps très court (1804 - 1810) appelle quelques observations. Elle témoigne du dynamisme de cette communauté pour se libérer des diverses tutelles extérieures qui prélevaient sous forme de redevances une partie de ses excédents. Mais elle suppose également, sur le plan économique, l'existence d'un surplus au niveau de la production intérieure, surplus qui assure l'échange de produits avec l'extérieur et, par conséquent, la rentrée du numéraire. Cette richesse, produite essentiellement à partir de l'activité agricole va

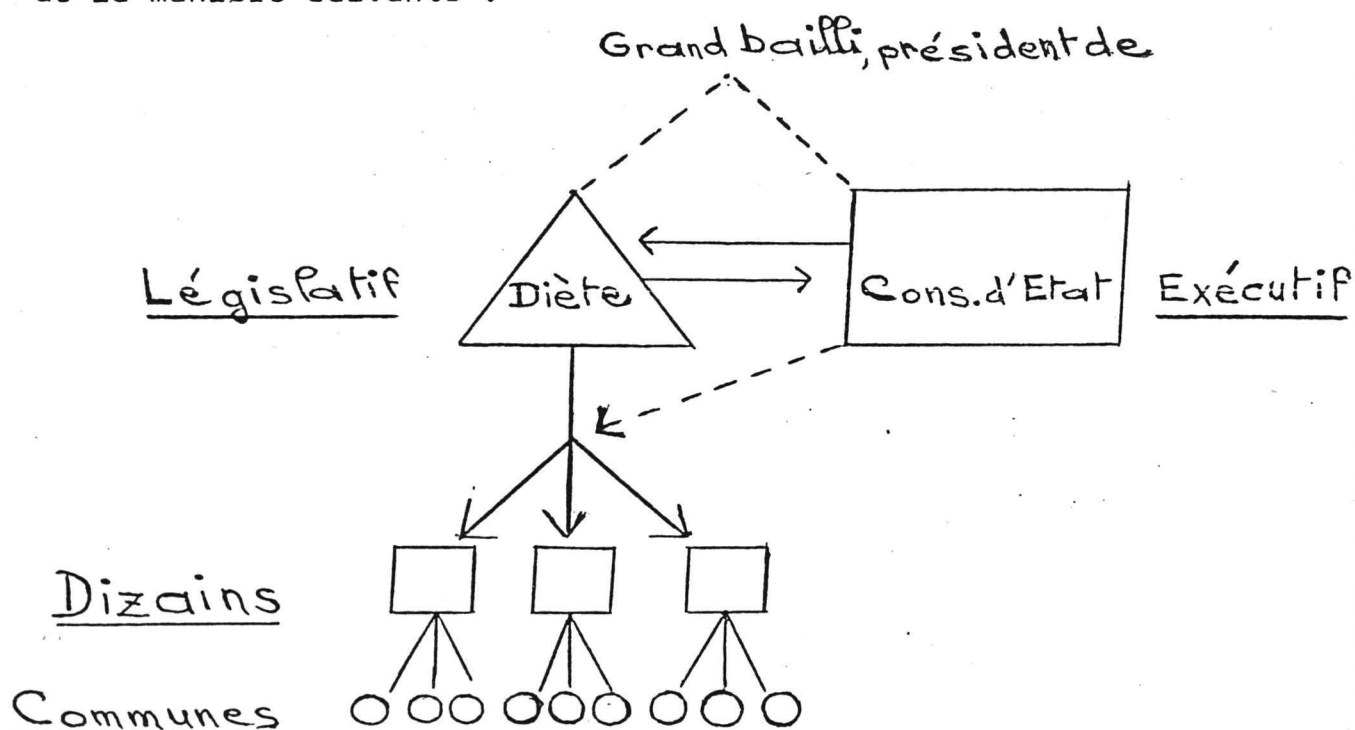
permettre à la communauté de se libérer des obligations contractées par les actes de rachat dans un délai plus ou moins long. Vu sous cet angle, l'image traditionnelle d'une communauté vivant en autarcie à partir d'une économie de subsistance est remise en question. Il est difficile de dire pour le moment ^{comment} les diverses ponctions financières résultant de ces rachats ont été prélevées au sein de la collectivité bagnarde, si elles ont été une cause d'endettement pour les petits paysans et si elle ont provoqué une aggravation des conditions d'existence pour les pauvres. Un indice est néanmoins révélateur des longs efforts que la commune de Bagnes a dû soutenir pour rembourser ses dettes. Il lui faudra attendre 23 ans pour éteindre la dette contractée avec l'Abbaye de Saint-Maurice dont la quittance finale est passée le 10 janvier 1831 par l'abbé de Rivaz. (24⁷). Indice isolé certes, mais qui garde toute son importance dans cette approche de la pauvreté dans la mesure où l'on constate que la communauté a réussi à produire une certaine richesse et que cette richesse, au lieu de contribuer à l'amélioration du niveau de vie de ceux qui l'ont produite, est détournée au profit de tiers, ⁵extérieurs à la communauté comme dans le cas présent, avec pour conséquence de maintenir dans un état précaire l'existence des personnes dont le léger surplus se trouve sans cesse absorbé par des prélèvements de ce genre.

La chute de l'ancien régime a donc eu sur la communauté de Bagnes un double effet. Provoquant un changement radical des structures politiques, elle a fait de Bagnes une commune politique rattachée à un Etat cantonal. Par l'abolition des droits seigneuriaux, elle lui a permis de conquérir son autonomie communale.

Ce nouvel état de chose nous amène, par conséquent, à situer la commune de Bagnes dans ses rapports avec le gouvernement central chargé de promulger les lois.

• LA COMMUNE DE BAGNES ET SES RAPPORTS AVEC L'ETAT

La Constitution de 1815 fixe le nombre des dizains du Valais à treize. Cette fédération de dizains forme l'Etat valaisan, avec, à sa tête, une Diète et un Conseil d'Etat. La commune de Bagnes, elle, est représentée au Conseil dizain^{qui} joue un rôle de premier plan. C'est dans son sein que sont choisis les quatre députés envoyés à la Diète cantonale à Sion. De plus, les compétences du Conseil dizain sont étendues : il sanctionne les décisions prises à la Diète et a la charge de les faire appliquer à l'intérieur de son dizain. Organe intermédiaire entre la commune et l'Etat, le dizain jouit d'une grande liberté d'action et se substitue en quelque sorte au pouvoir central pour les communes. Jusqu'en 1848, les rouages de l'appareil étatique dans le processus de décision se présente schématiquement de la manière suivante :



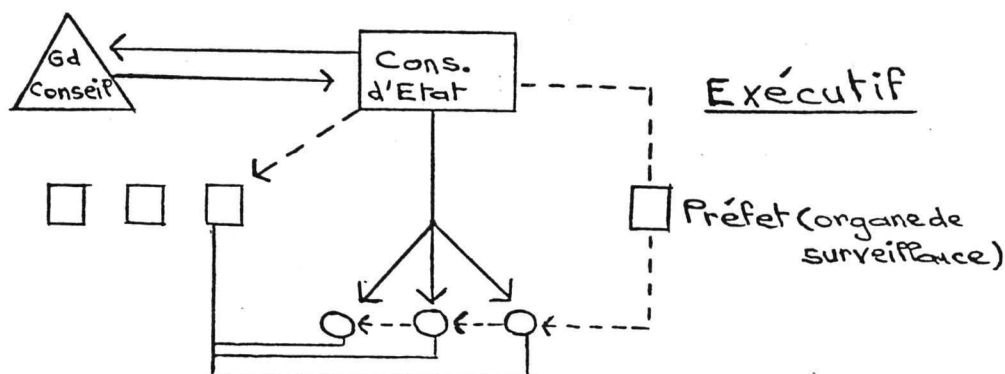
La Constitution de 1848 modifie quelque peu cette structure. Elle renforce le pouvoir exécutif au détriment du district (dizain), comme le montre le schéma suivant :

1850

Législatif

Districts

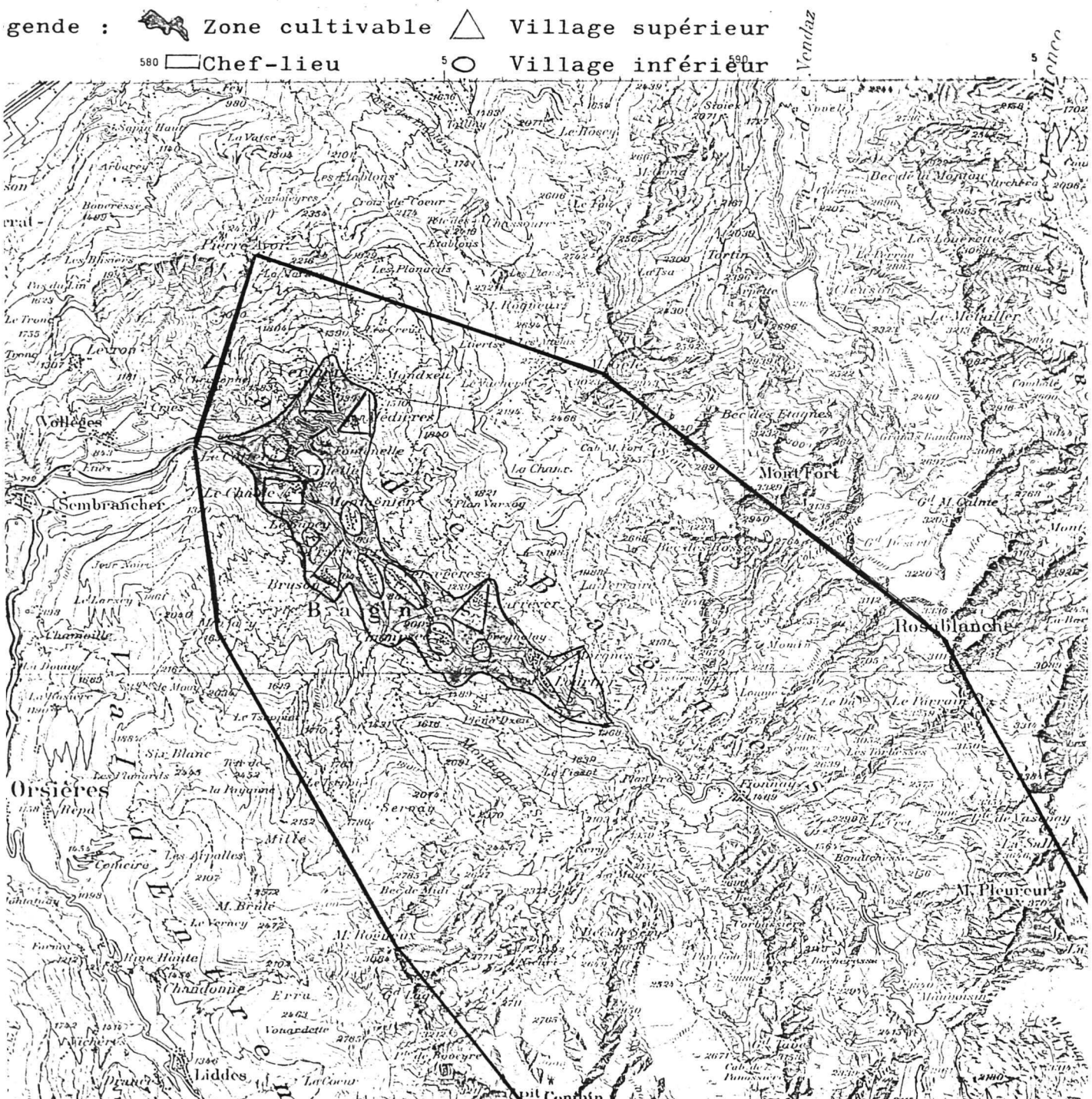
Communes



Le conseil dizainal est remplacé par le Conseil de district. Celui-ci conserve ses fonctions relatives à l'administration interne du district, mais perd tout rôle politique à la suite de l'élection directe des députés au Grand Conseil par les citoyens, le district formant une circonscription électorale. D'autre part, l'Etat qui ne disposait d'aucun pouvoir de contrôle direct sur les communes instituée en 1850 (28) un organe de surveillance dans chaque district en la personne d'un préfet. Ce magistrat représentant le pouvoir exécutif doit veiller à l'application des lois et surveiller l'administration des communes. Cette intervention est caractéristique du renforcement de l'appareil étatique dans la seconde moitié du XIXème siècle qui tend à réduire l'autonomie communale et à étendre la prépondérance de l'Etat.

C. LA COMMUNE DE BAGNES ET SON ORGANISATION POLITIQUE

Avec ses 295 km², la commune de Bagnes est la plus grande commune de Suisse du point de vue de la superficie. Mais si l'on tient compte de son élévation (820 m. au Châble à 3'500-4'000 mètres pour ses plus hauts sommets) et de son relief particulièrement montagneux, on constate que la surface cultivable, et par conséquent habitable, est disproportionnée à son étendue, comme le montre la carte ci-dessous : (26)



Sa population se concentre essentiellement dans la section la moins montagneuse et la moins encaissée de la vallée. Quant à la répartition géographique des communautés qui forment les vingt villages et hameaux de la commune, elle a été imposée par le milieu naturel accidenté. Cet éparpillement de centres d'habitations répond à une nécessité d'ordre économique. En effet l'examen du paysage rural révèle que l'implantation de chaque communauté a été déterminée et rendue possible par la présence d'une aire agraire suffisante dont l'étendue influe directement sur la densité du groupe qui l'occupe. Cette aire cultivable varie dans le terrain en fonction des obstacles naturels rencontrés (rivière, torrents, pentes abruptes, éboulis, forêts...) ou de la distance qui sépare deux communautés. Le rapport étroit qui s'établit ainsi entre la dimension de la communauté et le territoire qu'elle peut exploiter a eu pour conséquence de répartir d'une manière très inégale la population de Bagnes.

L'occupation du sol habitable montre, en effet, une suite de villages et de hameaux échelonnés le long du Talweg de la Drance entre 820 et 910 mètres d'altitude. Cette faible dénivellation à l'entrée de Bagnes correspond au premier étagement de la vallée formé par l'ancienne langue glaciaire et constituant un large replat cultivable où se concentrent environ les deux tiers de la population.

Le recensement fédéral de 1888 (29) donne pour la commune de Bagnes une population résidente totale de 4'303 habitants (Bagnes compte 4'327 habitants en 1 860) qui se répartit ainsi pour les villages et hameaux inférieurs :

	<u>Ménages</u>	<u>Habitants</u>
Le Chables :	111	500
Villette :	82	335
Cotterg (Fontenelle) :	57	271
Montagnier :	47	244
Versegères (Les Places-- Martinet - Prarreyer - Liap- pey - praz) :	124	565
Champsec (Montoz - Fre- gnoley) :	76	324

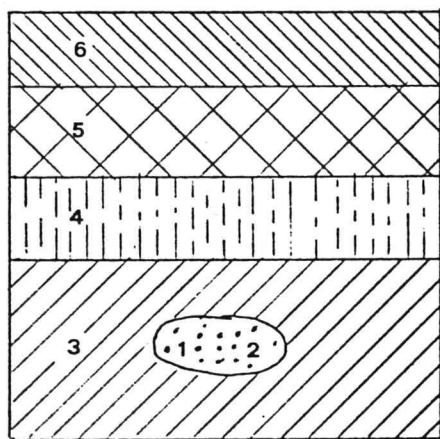
P

Quant à la population des cinq villages supérieurs situés entre 1'100 et 1'400 mètres, elle se répartit comme suit :

<u>Rive droite</u>	: Verbier	: 74	359
	Médières	: 75	313
	Sarreyer	: 77	403
<u>Rive gauche</u>	: Bruson (Sappey)	: 113	526
<u>Fond de la vallée</u>	: Lourtier (Les Morgnes)	: 96	464

Le trait caractéristique de ces communautés, outre leur nombre inégale d'habitants, c'est d'être relativement peu éloignées les unes des autres. Du Châbles au dernier village, Lourtier, il n'y a en effet que 6 km. à franchir et l'on compte environ une heure de marche pour se rendre du Châble à Verbier. Si les distances à l'intérieur de la commune sont assez restreintes, il n'en va pas de même de celle qui relie Bagnes à la plaine du Rhône. Martigny-Ville se trouve à 19 km du Châble. A cet éloignement naturel s'ajoutait un autre obstacle qui entravait la communication avec le monde extérieur : les conditions météorologiques. Celles-ci rendaient souvent la seule route d'accès à la plaine impraticable, surtout en hiver, ce qui renforçait l'isolement de la vallée de Bagnes.

Enfin, l'observation directe de l'emplacement de ces communautés permet de dégager un système d'exploitation du sol identique. Leur aire, de superficie inégale, se subdivise en effet en six zones qui se superposent d'après l'élévation du terrain.



1. zone d'habitations groupées, village ou hameau
2. zone restreinte de jardins qui entourent le village

3. zone étendue de champs et de prés de fauche à proximité du village
4. zone de mayens-forêts
5. zone d'alpages
6. zone inculte (rochers, glaciers)

Le village, construit dans la zone propre à l'agriculture (820 - 1'400 m), occupe généralement une position stratégique, à mi-distance des terres labourables et des prairies de fauche. La communauté y vit à l'année, réglant ses diverses activités agricoles (cultures, travaux des vignes à Fully, élevage) sur le rythme des saisons et tirant ses ressources alimentaires du travail du sol.

Au-dessus de 1'400 m, s'étendent les pâturages - mayens et alpages - qui fournissent durant la bonne saison un apport de pointe en fourrage vert pour l'élevage du bétail. (30)

Cette structure agraire en palier règle la vie économique des communautés bagnardes. Le mode d'exploitation qui en découle met en évidence deux facteurs non négligeables dans cette approche de la pauvreté. Un équilibre doit être maintenu entre la communauté et le milieu qui l'approvisionne. D'autre part, ce système économique impose à chacun de ses membres la possession d'une quantité de terres suffisantes pour subsister. Si ces deux conditions ne sont pas remplies, il va s'en suivre un déséquilibre au sein de la communauté, contraignant une partie de ses membres à vivre dans le dénuement.

L'économie des communautés de Bagnes repose sur un système combiné de cultures vivrières et d'élevage. Ce système agro-pastoral assure l'existence matérielle de leurs habitants par l'exploitation directe du sol. Dans ces conditions, le niveau de vie de la population est étroitement lié au rapport production-consommation qui, lui, dépend de la surface cultivable, du rendement des terres et du nombre de bouches à nourrir. Il s'agira, par conséquent, de chercher à évaluer le degré de pauvreté ou de richesse naturelle du sol de Bagnes à partir de sa capacité de production.

Si nous examinons maintenant le système de production de ces communautés, nous constatons qu'il repose sur un groupe restreint : le ménage. Cellule socio-économique de la communauté, le ménage représente une unité d'exploitation autonome. A la fois producteurs et consommateurs, ses membres, groupés autour du chef de famille, exploitent un patrimoine dont ils tirent les principales ressources d'existence. Comme le régime d'exploitation des terres dans cette économie agro-pastorale repose en grande partie sur la propriété privée constituée par l'ensemble des patrimoines familiaux et en partie sur la propriété commune formée par les communaux dont la jouissance est réservée aux communi-ers (bourgeois), la possession de bien-fonds privés s'avère indispensable pour couvrir les besoins vitaux du groupe familial et lui assurer un minimum de bien-être. Il faudra,

par conséquent, s'interroger sur l'importance de ces patrimoines familiaux concrétisant l'état de fortune réelle de chaque ménage. Car, il devient évident que les conditions de vie à l'intérieur d'une même communauté seront d'autant plus diversifiées suivant que telle ou telle famille dispose d'une quantité de bien-fonds plus ou moins grande. La question de la propriété foncière et de sa répartition devient alors fondamentale pour la compréhension du problème de la pauvreté. En effet, exerçant une action directe sur le rapport patrimoine familial - niveau de vie du ménage, une inégale répartition de la propriété foncière ne peut que produire à la fois richesse et pauvreté, creuser des écarts entre groupes sociaux si l'organisation sociale existante n'intervient pas pour assurer une redistribution équitable des biens ainsi produits. La question qu'il s'agira de se poser est double. Y a-t-il des groupes sociaux distincts dans ces communautés bagnardes et si oui comment ces différences de condition sont vécues et aménagées au sein de l'organisation sociale ?

Au delà de ces données d'infrastructure d'ordre naturel, démographique ou économique il y a encore la communauté de Bagnes en tant que phénomène social¹ spécifique qu'il faudra saisir dans toute sa complexité. En effet, chaque village ou hameau de la commune forme une communauté distincte - groupement de ménages plus ou moins important - avec ses particularismes locaux, ses traditions, ses consortages

d'alpages de laiteries, d'écoles...

Il serait donc plus juste de parler d'une fédération de communautés pour Bagnes. Toutefois, par dessus ces diversités villageoises, un lien unit les habitants de la vallée qui s'identifient collectivement par un fort sentiment d'appartenance historique à un même terroir, à une même race, à une même culture religieuse. D'autre part, la cohésion des communautés est renforcée à Bagnes par les institutions politiques qui règlent la vie collective à l'intérieur de la commune. En effet, l'organisation politique de la commune fondée sur le principe de la représentation par section, répartit les communautés d'après leur importance numérique en cinq sections et six demi-sections :

Le Châbles
Villette
Verbier
Bruson
Versegères

Médières
Cotterg
Sarreyer
Montagnier
Lourtier
Champsec

Chaque section élit deux représentants ou conseillers dans leur assemblée de section. Ceux-ci font alors partie du Conseil municipal pour une période de deux ans. Organe exécutif de la commune, le Conseil se réunit dans la maison communale du Châble en séance ordinaire le deuxième et le quatrième dimanche de chaque mois (31). Dans ces séances qui sont publiques, les membres du Conseil débattent de l'administration générale de la commune (travaux publics, forêts, police, etc...) traitent des affaires courantes

(correspondance, réglements de litiges, demandes des particuliers) font rapport sur les besoins effectifs de leur section, transmettent les réclamations de leurs concitoyens.

En outre, le Conseil est chargé de veiller à l'application des lois et des arrêts communaux à l'intérieur de la commune, de convoquer les assemblées de sections lors d'élections de consulter les citoyens sur les intérêts de la collectivité (vente de biens communaux, aggrégation de nouveaux bourgeois, fixation du¹taux d'imposition pour la répartition des frais de guerre par exemple).

Cette structure politique de type fédératif assure aux sections une autonomie pour toutes les questions qui ne sont pas du ressort du Conseil communal. Chaque section tient en effet ses propres assemblées pour délibérer des affaires internes à la section (écoles, répartition des manœuvres⁰, consortage, etc...)

Les conseillers communaux sont en outre chargés de la surveillance et de la police à l'intérieur de leur section.

En cas de conflit dans une section ou entre sections, le Conseil est amené à se prononcer. Et si les parties ne sont pas satisfaites, elles peuvent recourir directement au Conseil d'Etat. Toutefois, cette autonomie locale tend à s'affaiblir au profit du pouvoir communal qui voit ses compétences s'accroître par l'élaboration de nouvelles lois cantonales. Deux exemples de cette atteinte à l'autonomie locale : l'introduction, en 1850, d'une police communale ou

la suppression de l'argent des pauvres par section, à la suite de l'arrêté sur la mendicité de 1850, comme nous le verrons.

Ces observations générales étaient nécessaires, car elles soulignent déjà la complexité et l'imbrication des rapports sociaux, économiques et politiques qui sous-tendent la réalité sociale de la commune de Bagnes dont nous ^{ne} voulons analyser ici qu'un aspect particulier : le monde des pauvres. Elles mettent également en évidence les trois niveaux par lesquels nous pourrions pénétrer cette réalité et approcher avec un maximum de compréhension notre objet d'étude.

Le ménage, cellule socio-économique de base de la communauté, nous l'avons vu, occupe une position clé dans cette structure sociale. Son patrimoine, baromètre du niveau de vie des membres de la famille, servira de premier point de repère dans l'estimation du seuil de pauvreté. Il sera alors possible, connaissant la fortune de chaque ménage, de mesurer le degré de pauvreté ou de richesse des familles de la commune et de reconstituer ainsi la stratification sociale des différents groupes qui la composent. Le ménage va également nous ouvrir la porte sur la vie quotidienne de ses membres, nous renseigner sur leurs préoccupations, leurs besoins, nous informer sur la solidité des rapports familiaux et la force de la solidarité parentale.

La division de la commune en sections, entités territoriales délimitées groupant un village et quelques hameaux, permettra une analyse sectorielle du phénomène de la

pauvreté à l'intérieur du cadre communal. Nous pourrions ainsi tenir compte des incidences du milieu naturel, dégager des constantes ou des variables au niveau des comportements individuels et collectifs, établir des comparaisons quantitatives entre les sections, ce qui évitera de donner une image pas trop uniforme de la réalité bagnarde.

Le Conseil communal enfin. C'est lui qui détient le pouvoir de décision politique capable d'influer sur l'organisation de la vie collective. Chargé d'exécuter les lois et notamment celles sur la mendicité, c'est par lui que nous allons commencer l'approche de la classe pauvre. En effet, l'administration communale dont l'une des tâches consiste à veiller au bien-être de ses administrés a, de par la loi, la charge d'organiser l'assistance publique à l'intérieur de la commune. Aussi, la position du Conseil sur cette question nous intéresse-t-elle au premier chef puisque le sort des assistés dépend en grande partie des décisions politiques prises sous l'influence active de ses membres.

Les protocoles des délibérations du Conseil de Bagnes vont nous renseigner directement sur les préoccupations des autorités politiques locales à l'égard de leurs pauvres et sur les mesures qu'elles ont prises en vue d'alléger leur condition. Mais auparavant, dressons un rapide bilan de la situation de l'assistance à Bagnes dans la première moitié du XIXème siècle.

2. SITUATION DE L'ASSISTANCE A BAGNES DANS LA PREMIERE

MOITIE DU XIXe

Les documents officiels émanant de l'administration communale sont quasiment inexistants pour cette époque. Les premières sources sur l'assistance publique que les Archives de Bagnes possèdent datent de 1850 seulement. Aussi ce n'est qu'à partir de quelques bribes d'information qu'il nous est possible de reconstituer l'état de l'assistance à Bagnes pour cette période.

Nous aimerions commencer cette étude sur la pauvreté à Bagnes par la confrontation de deux documents qui résument, semble-t-il, assez bien notre problématique. Il s'agit de deux descriptions sur la vie économique et sociale de la vallée, mais faites à deux époques distinctes et par deux témoins différents. Le premier document est le récit d'un voyageur qui connaissait bien le Valais et qui notamment a séjourné à Bagnes entre 1818 - 1820^{et}, le doyen Bridel. Celui-ci fait le tableau suivant de la vallée et de ses habitants :

"... Quand la seconde débâcle (16 juin 1818) est survenue, les Bagnards avaient presque oublié la première (4 juin 1595), leur vallée cultivée avec autant de peine que d'intelligence étalait l'amphithéâtre le plus riant et le plus fertile, riche de tous les biens de l'agriculture. Un bétail nombreux peuplait leurs pâturages : leurs jambons, leurs veaux étaient re-cher-

chés des gastronomes, qui estimaient aussi le gibier de leurs forêts. La mendicité y était inconnue, et la pauvreté rare, parce que chacun s'occupait. Les Bagnards sont généralement sobres, hospitaliers, patients au travail... (32)".

Puis, plus loin dans son ouvrage, constatant une dégradation de la situation sociale du Valais, Bridel en donne l'explication suivante :

"... Les malheurs publics, guerres, mauvaises récoltes, inondations des dernières années ont sensiblement augmenté le nombre des mendiants et l'on a point tenu compte de la loi portée par la Diète en mai 1803, qui ordonne à chaque dizain d'entretenir ses pauvres et de les empêcher d'en sortir pour mendier !" (33).

Le second document que nous voulons mettre en parallèle est un rapport sur le district d'Entremont adressé au Conseil d'Etat en 1853 par un homme politique de Bagnes, le préfet Maurice E. Filliez. Parlant de sa commune, il dit ceci :

"... La commune de Bagnes qui a le plus grand nombre de pauvres s'occupe assidûment du placement des enfants chez des parents et tolère la mendicité dans son sein pour des vieillards et des imbéciles qui n'ont pas de parents capables de les entretenir." (34).

Le contraste entre ces deux témoignages est plus que frappant. Il suscite une série de réflexions. Description d'une vallée heureuse, fertile, riche d'un côté. Constat de pauvreté, voire de misère de l'autre, une trentaine d'années plus tard. Une cassure nette semble s'être produite dans cet intervalle. A une première époque de prospérité générale se

succède pour ainsi dire une période d'appauvrissement largement étendu, une période de dégradation du niveau de vie pour la population de Bagnes. Vision sans doute quelque peu déformée par le voyageur qui a visité cette vallée, mais dont les qualités d'observation et les connaissances du pays ne sauraient être rejetées en bloc. Situation de pauvreté, d'autre part, établie par le préfet d'Entremont et conforme à la réalité comme le prouvent les documents communaux sur l'assistance.

Comment Cette détérioration de la situation sociale dans la première moitié de XIX^{ème} siècle a-t-elle pu se produire ?

A notre avis, deux hypothèses sont possibles sans pour autant s'exclure mutuellement. La première consiste à attribuer, comme l'a fait Bridel, la cause de cette désagrégation sociale aux troubles politiques, à une série de mauvaises conditions climatiques, aux forces naturelles. C'est possible, c'est même probable pour un temps limité. Mais, à long terme, une telle situation devrait se répercuter inévitablement sur l'ensemble des habitants sous forme d'un paupérisme endémique et généralisé. Mais, dans quelle mesure cette hypothèse se trouve-t-elle vérifiée pour Bagnes ? En cas de réponse affirmative, ces facteurs de paupérisation ne pourraient être séparés d'un rendement irrégulier et insuffisant du sol lié lui-même à une pression démographique trop forte, trait caractéristique des crises des économies de subsistance (35). Dans le cas contraire, il faudra aller

plus loin dans la recherche des causes de la pauvreté et interroger l'organisation sociale existante.

Que savons-nous maintenant de l'état de l'assistance et des mesures prises par la commune de Bagnes dans cette première moitié du XIXème siècle ?

Le seul document complet dont nous disposons est le résultat d'une enquête sur la mendicité menée dans toutes les communes du canton par le Conseil d'Etat en 1830. Celui-ci désirait connaître dans quelle mesure la loi sur la mendicité de 1827 avait reçu une réelle application au niveau communal. Il envoya ^{à cet effet} ~~dans ce but~~ une circulaire imprimée (36) aux présidents de chaque commune. Cette circulaire renfermait une série de questions qui méritent d'être reproduites ici car les réponses de la commune de Bagnes sont sans équivoque à ce sujet :

"Question 1

La loi du 23 mai 1827 sur la mendicité reçoit-elle son exécution dans la commune ? N'y a-t-il aucun mendiant ?

BAGNES : "Non, quoiqu'il y a beaucoup de pauvres".

Question 2

Le bureau de charité dont l'établissement est prescrit par la loi est-il organisé ? Quels en sont les membres ?

BAGNES : "Non. Les membres sont nommés, mais vu l'impossibilité de trouver des moyens, les membres n'ont pas agi."

Question 3

Ce comité a-t-il conformément au dispositif de l'article 5 (de la loi) dressé le registre de tous les indigents de la commune, et quel est le nombre ?

BAGNES : "Non".

Question 4

A-t-on arrêté l'état des sommes nécessaires pour faire face aux besoins de la présente année, et quel en est le montant ?

BAGNES : "Point à défaut de moyens".

Question 5

Quels moyens le Conseil local a-t-il pris pour procurer ce fonds ?

BAGNES : "Aucun, ne sachant pas où les prendre".

Question 6

Si l'une ou l'autre des dispositions de la loi n'a pas été exécutée, quels en sont les motifs ?

BAGNES : "Vu les trop grandes difficultés, on regarde la loi impossible". (36)

Le constat est clair.

Rien n'a été prévu pour venir en aide à ces malheureux. Pas de mendiants, lit-on, mais des pauvres uniquement. La commune en a beaucoup. Elle n'en précise pas le nombre. Et, faute de moyens financiers, aucun secours public n'a, semble-t-il, pu être distribué. Déclaration exagérée de l'administration communale qui espère obtenir par ce moyen une aide cantonale ? Nous ne le pensons pas. D'abord, la loi sur la

mendicité de 1827 ne prévoit pas de subventions de l'Etat. Et puis, il y a ce rapport du président de la commune de Bagnes, Joseph Moulin, qui en 1835 mentionne la présence de mendiants et l'action impuissante du Comité de bienfaisance à la suite d'une désapprobation de l'opinion locale :

"... Déjà, le Comité de bienfaisance de concert avec le Conseil avait avisé à des moyens efficaces et propres à faire disparaître la mendicité, quand tout à coup la rumeur publique s'est élevé contre l'exécution de la loi (sur la mendicité), sous prétexte qu'on ne l'exécutait pas dans les autres Dizains..." (37)

La situation de l'assistance dans les autres communes ne devait guère être meilleure à en croire le résultat de cette enquête transmis à la Diète le 22 nov. 1830 (38). Dans son message, le Conseil d'Etat en tire une conclusion pessimiste :

"... Le résultat de nos informations a été l'affligente^a conviction que tout était encore à faire dans la très grande partie des communes..."

Et parlant de la vie des mendiants, il ajoute :

"... Tranchons le mot, sans craindre d'être contredit, la mendicité devient un métier - les mendiants refusant le travail qu'on leur propose et disant effrontément qu'ils gagnent^{nt} davantage à mendier. Des familles même qui avaient assez de biens à cultiver pour se soutenir, les laissent en partie sans culture par elles. D'autres qui pourraient trouver dans leur travail des ressources suffisantes à défaut de propriétés accoutument à mendier leurs enfants qui deviennent incapables d'aucune occupation utile. N'est-ce pas un devoir non moins religieux que politique que de remédier à pareil

désordre ?..." (38)

Discours idéologique ou description fidèle de la réalité ? Il est difficile de le dire. Une chose est sûre, c'est que nous retrouvons ici cette image type du mendiant qui apparaît à la vue des autorités comme un individu dangereux, inactif, inutile à la société et source de troubles pour l'ordre établi.

Quoi⁷ qu'il en soit et pour remédier à cette situation "affligeante", le Conseil d'Etat décide d'employer les grands moyens en envoyant dans toutes les communes des commissaires spéciaux chargés de mettre sur pied les établissements prévus par la loi sur la mendicité. Cette décision fut-elle appliquée ou non, elle n'eut en tout cas aucun effet sur les communes. C'est ~~en tout cas~~ ce qu'il est permis de déduire de la circulaire du 29 sept. 1837 adressée par le grand bailli de Courten aux présidents des dixains et des communes dans laquelle la Diète ordonne que :

"... Dans le terme de trois mois à dater de la présente publication, chaque Conseil de commune devra avoir nommé son comité de bienfaisance, établi le rôle de ses pauvres, et déterminé les moyens qu'il aura adopté pour leur entretien..." (17)

Nous l'avons vu, seules quelques communes ont répondu en ne mentionnant que la composition de leur Comité de bienfaisance.

Pour la commune de Bagnes, c'est le silence.

Tout laisse supposer, en effet, que rien n'a été entrepris à Bagnes jusqu'en 1850 sur le plan de l'assistance publique, malgré les recommandations pressantes du gouvernement.

Un brusque changement d'attitude à l'égard de l'assistance va s'opérer au niveau politique à partir de 1850 avec la création d'un Comité de bienfaisance.

3. CREATION DU COMITE DE BIENFAISANCE

Le dépouillement systématique des registres des délibérations du Conseil communal de 1850 à 1870 nous a permis de regrouper les diverses activités déployées par ses membres durant cette période et de les classer par thème. La question de l'assistance vient, de loin, en tête des préoccupations du Conseil durant les années 1850 - 1855. Ces cinq années correspondent, en effet, à une sérieuse prise en main de l'assistance par l'administration communale.

L'institution d'un Comité de bienfaisance actif en sera la marque tangible.

Ce changement de politique à l'égard de l'assistance à Bagnes coïncide avec la mise en place d'une nouvelle administration à majorité libérale-radical issue des élections de 1848. De ce fait, le renouvellement du personnel politique (un seul conseiller de l'ancienne administration conservatrice a été réélu en 1848) n'est sans doute pas étranger à cette

nouvelle orientation du Conseil communal. Son nouveau président Maurice-Etienne Filliez (39) connu pour ses tendances progressistes et sociales semble avoir joué un rôle prépondérant en l'occurrence.

La première mention officielle concernant l'assistance, nous l'avons trouvée dans les Arrêts de la commune de Bagnes, publiés le 28 mai 1849 (40). Ces arrêts renferment en 143 articles l'ensemble des règlements communaux relatifs à la police des forêts (44 articles) et à la police de l'intérieur (99 articles). Il s'agit d'une série de réglementations très strictes et contraignantes qui ont pour but de régler la vie collective à l'intérieur de la commune.

L'inobservation de ces règles est généralement assortie d'une peine variable, sous forme d'amende, qui frappe le contrevenant.

Un seul article dans ces arrêts se rapporte à notre sujet.

Il s'intitule Police sur la mendicité :

"... La commune devra autant que possible prévenir la mendicité : les pauvres qui auront des parents capables de leur rendre secours seront entretenus par ceux-ci conformément à la loi sur la mendicité. L'exécution en est confiée au Juge de commune." (41)

Cet article nous apprend deux choses. La première, c'est qu'il n'y a pas d'assistance organisée au niveau communal jusqu'en 1850. La seconde, c'est le caractère non exécutoire de l'article qui laisse supposer une simple déclaration de principe de la part de l'administration communale.

En effet, toute son intervention se limite à faire placer les pauvres chez leurs parents aisés par l'intermédiaire d'une autorité judiciaire sur laquelle elle n'a qu'un contrôle indirect, le juge de commune. (43) Le juge de commune fait en quelque sorte office de Comité de bienfaisance dans ce cas, mais sans en avoir les compétences légales de sorte que le sort des indigents devrait dépendre avant tout du bon vouloir des membres de leur famille ou de l'aumône dans le cas contraire. C'est du moins ce qui ressort de la séance du Conseil du 3 février 1850 dans laquelle le président propose : "la mise en exécution de la loi sur la mendicité qui n'a jamais reçu d'application dans cette commune". (43)

Confrontée à ce problème, la nouvelle administration communale est fermement décidée à réagir. Accordant une priorité à la question de l'assistance, elle va prendre une série de mesures à l'égard des indigents et mendiants qui, remarquons le, sont antérieures à l'arrêté cantonal du 23 juillet 1850 sur la mendicité. Sans doute, la présence de ces marginaux dont le nombre a pu augmenter à la suite des troubles politiques de novembre 1847, devait inquiéter les autorités.

Le 8 février 1850, les conseillers "sont chargés de prendre note des mendiants de leurs localités" et d'en transmettre la liste au Conseil. (44) Deux jours plus tard, le Conseil s'adresse à ses administrés par une proclamation. (Cf. Annexe I) Cette lettre montre le souci des autorités politiques de régler le problème de l'assistance avec l'appui

des chefs de famille de la commune, c'est-à-dire leurs électeurs. Deux obstacles, lit-on dans ce texte, avaient jusqu'ici empêché la réalisation d'une politique d'assistance : la faiblesse de l'autorité et l'égoïsme des administrés. C'est donc dans l'espoir de changer cet état de chose et d'obtenir le consensus de la majorité des citoyens que le Conseil s'adresse directement à eux. Sans entrer dans les détails de cette lettre, relevons que le principe d'assistance proposé reste dans les limites restreintes de la loi de 1827. On insiste ici surtout sur le mode de répartition des charges entre les parents des assistés d'après la fortune, ce qui était nouveau et qui ne devait pas aller de soi. L'assisté sera placé chez les parents pour être nourri, habillé et éduqué, si nécessaire ou bien l'on accordera à la famille nécessiteuse une aide en nature. Ce genre de secours vise principalement deux catégories d'individus. Les enfants qui semblent être les principales victimes de la mendicité contre laquelle il s'agit de prendre des mesures préventives et les mendiants qui ne peuvent se suffire à leur entretien. Voulant donner suite à cette déclaration de principe, le Conseil informe d'autre part ses administrés qu'il va nommer une commission chargée d'examiner les mesures nécessaires à prendre dans l'immédiat.

Dans l'intervalle, les citoyens sont appelés à se réunir en assemblées de sections pour se prononcer sur le préavis du

Conseil.

Le 17 février 1850, les assemblées de sections formant le Conseil général adopte^{nt} à l'unanimité le préavis du Conseil communal "concernant la suppression ou du moins la diminution des mendiants dans cette commune". (45)

Le Conseil communal, fort de l'appui des sections, va pouvoir maintenant réglementer la pratique de l'assistance dans l'ensemble de la commune d'une manière uniforme. Comme prévu dans sa proclamation, il nomme une commission de trois membres composée du président Maurice-Eugène ^{Filliez} et des conseillers François Besse et Laurent Maret. Cette commission se transforme le 23 mai 1850 (46) sur la proposition du Conseil communal en Comité de bienfaisance, dont nous allons examiner de plus près l'activité. Mentionnons encore auparavant deux mesures importantes prises par l'autorité communale pour donner le maximum de poids et de liberté de manoeuvre au Comité de bienfaisance.

La première mesure consiste dans la publication par voie des criées d'un arrêté communal sur la mendicité, le 1er septembre 1850, qui est / à vrai dire, le pendant de la proclamation communale du 10 février 1850 et de l'arrêté^x sur la mendicité du 29 juillet 1850 porté par le Conseil d'Etat.

(cf. annexe II). Cet arrêté communal prévoit la suppression complète de la mendicité à partir du 15 septembre 1850

(art. 4). Une amende de quatre francs par contravention

frappera les personnes qui laisseront mendier les indigents dont ils ont l'entretien (art. 5). Les pauvres de la commune seront placés par le Comité de bienfaisance chez leurs parents "pour être nourris, habillés et convenablement instruits" (art. 2). Quant aux indigents qui n'ont pas de parents capables de les entretenir, ils seront placés "chez les particuliers les plus aisés" ou recevront des contributions à domicile à la charge de la "généralité de la commune" (art. 3). Les distributions de soupes ou de denrées pour les pauvres qui accompagnaient les funérailles seront supprimées et remplacées par une collecte chez les familles aisées lors de l'ensevelissement d'un des leurs (art. 6). Enfin, il sera interdit d'aller mendier hors de la commune sous peine d'être reconduit par le sergent de police et passible de l'amende prévue par la loi de 1827 sur la mendicité (art 8).

La politique du Conseil communal dans sa lutte contre la mendicité, suivant en cela les directives des autorités cantonales, vise donc avant tout la réinsertion sociale des indigents ou des mendiants dans leur milieu familial par la pratique du placement. Celui-ci n'est pas imposé d'office par le Comité de bienfaisance. Il n'intervient en général qu'après délibération du conseil de famille de l'indigent. Ce dernier est contraint alors de se soumettre à la décision prise par la parenté. De plus, des mesures dissuasives, sous formes d'amendes, ont été prévues par les autorités communales dési-

reuses de garantir l'exécution de l'arrêté.

Il est à remarquer en outre que cet arrêté n'émane pas directement des autorités communales. Il fait suite à une circulaire sur les Comités de bienfaisance adressée aux communes par le chef du Département de l'Intérieur A. de Torrenté, le 12 août 1850 (47). Dans cette circulaire, de Torrenté explique les raisons qui ont amenées le Conseil d'Etat à éditer un arrêté sur la mendicité, le 29 juillet de cette même année :

"... Ces attributions (celles des Comités de bienfaisance) sont très importantes, à la vérité, mais en présence des progrès effrayants que fait la mendicité et les besoins progressifs des classes pauvres, il fallait une concentrations des pouvoirs telle que le zèle des comités n'aille pas se briser contre l'impuissance des moyens de répression... Mais tout en réprimant aujourd'hui la mendicité et le vagabondage, la loi a pourvu à ce que les indigents ne soient poussés au crime par l'impitoyable faim et par la misère.

Ces considérations nous ont amenées à charger les Comités de bienfaisance :

1. d'administrer les fonds affectés au soulagement des pauvres.
2. de recueillir les dons faits en leur faveur.
3. de procurer, à défaut d'autres ressources, une contribution proportionnelle à la fortune, entre tous les domiciliés dans la commune.

Ces moyens auront l'avantage de régulariser l'exercice de la charité et de faire servir celle-ci à satisfaction des besoins réels et vérifiés de la classe indigente." (47)

18

L'arrêté sur la mendicité du Conseil d'Etat était joint à cette circulaire et les communes étaient invitées à transmettre au Département de l'Intérieur la composition de leur Comité de bienfaisance et les mesures qu'elles comptaient prendre en faveur de la classe nécessiteuse. Toutes les communes ont cette fois répondu en fournissant la liste des membres de leur Comité de bienfaisance. Seule, la commune de Bagnes a complété sa réponse en annexant une copie de son arrêté communal du 25 août 1850, ce qui laisse supposer qu'elle serait la première commune à avoir pris des mesures immédiates et concrètes pour lutter contre la mendicité.

Il serait toutefois exagéré d'attribuer une trop grande importance à la mise en application de cet arrêté communal à Bagnes. En effet, le 8 mai 1853, le Conseil communal, sur la proposition du Comité de bienfaisance se voit contraint de prendre une seconde mesure plus restrictive à l'égard de l'assistance. Il renouvelle l'arrêté communal du 28 août 1850 et le renforce de six articles supplémentaires définissant les devoirs respectifs des indigents et des personnes qui en ont la charge (cf. annexe III). Le chef de la famille indigente a désormais l'obligation d'assister à la réunion du conseil de famille, sous peine d'y être conduit par le sergent de police (art. 6). Tous les parents jusqu'au quatrième degré devront se réunir en Conseil de famille des pauvres dont la parenté est convoquée

(art. 10). L'indigent "adjudgé" (sic) doit être retiré dans les cinq jours sous peine d'être amené chez la personne qui en a la charge par le sergent de police ou d'être placé chez un particulier aux frais du contrevenant auquel une amende de six francs sera infligée (art. 7). Remarquons en outre que l'indigent ne peut quitter la famille chargée de son entretien sous peine d'y être ramené par le sergent de police. Si la famille est responsable du départ de l'indigent, elle sera frappée d'une amende de six francs en sus des frais d'entretien (art. 8.). De plus, aucune convention ne pourra être passée avec l'indigent pour se libérer de l'obligation d'entretien sans le consentement du Comité de bienfaisance (art. 9).

Ces nouvelles mesures montrent bien les difficultés qui ont dû surgir entre le Comité de bienfaisance et les conseils de famille. Elles témoignent indirectement des abus et des mauvais traitements dont les assistés pouvaient être les victimes. Cette présence imposée auprès de proches parents devenait souvent une source de reproches quand ce n'était le sentiment de "se sentir de trop" pour l'indigent. Aussi l'assisté, s'il voyait son sort matériel s'alléger quelque peu par la pratique du placement, n'en souffrait pas moins moralement de sa nouvelle condition.

4. LE COMITE DE BIENFAISANCE ET SON ACTIVITE (1850-1867)

Le registre des délibérations du Comité de bienfaisance (48) va servir de base à notre étude des pauvres. Il renferme, en effet, dans une première partie les protocoles des séances où sont inscrites les décisions prises par le Comité de bienfaisance à l'égard des individus ou des familles mendiantes et indigentes de la commune de Bagnes. A partir de 1855, le Comité de bienfaisance se trouvant rattaché à la Chambre pupillaire, ce sont essentiellement les états nominatifs des familles indigentes établis pour la répartition de l'argent des pauvres qui remplissent la seconde partie du cahier. Par ce document nous touchons directement la frange inférieure du monde des pauvres, les mendiants et les indigents. Entre ces deux catégories, nous le verrons, il n'y a pas à proprement parler de différence de condition, mais seulement une différence de degré dans la misère. C'est en tout cas l'impression qui se dégage à la lecture du cahier des délibérations du Comité de bienfaisance. Le mendiant vit en effet d'aumônes, de distribution de denrées, alors que devenu indigent, il sera assisté par la parenté. Faire passer les mendiants de la commune à l'état d'indigents, voilà l'objectif que s'est fixé le Comité de bienfaisance entre 1850 et 1855. Trois moyens vont être utilisés : l'interdiction de mendier, la mise sous tutelle et la contrainte.

Organisation du Comité de bienfaisance

Le Comité de bienfaisance est formé, comme le prescrit la loi, de trois membres au minimum. Ceux-ci sont élus directement par le Conseil communal pour une période d'une année et sont ^généralement choisis dans son sein. La composition de ce Comité n'a d'ailleurs guère varié au cours de son activité.

Composition des membre du Comité de bienfaisance :

- 50 1. Maurice-Eugène FILLIEZ, président de la commune, avocat, le Châbles. X
2. François-Eugène BESSE, vice-président de la commune, tanneur, Versegères.
3. François MARET, conseiller, marchand, Le Châbles. V
- 51 1. François-Eugène BESSE, président de la commune.
2. François MARET, conseiller
3. Frédéric PACHE, conseiller, Bruson
- 52 1. François-Eugène BESSE, président de la commune.
2. François MARET, conseiller
3. Etienne-Joseph MICHELLOD, marchand de peaux, Verbier.
- 53 1. François-Eugène BESSE, président de la commune.
2. Maurice-Eugène FILLIEZ, préfet, conseiller.
3. Georges FUSEY, conseiller, avocat, Montagnier
- 54 IDEM
- 55 CHAMBRE PUPILLAIRE
1. Etienne PITTIER, juge, avocat, Villette.
2. Joseph GARD, greffier, notaire, Châbles. X

Nous y trouvons les notables les plus en vue de la commune du fait de leur formation supérieure (avocats, notaires) ou de leur activité professionnelle (marchands). Ils appartiennent en outre aux sections les plus populeuses de la commune où la concentration des mendiants est la plus forte.

Séances du Comité de bienfaisance et cas traités.

Les séances du Comité de bienfaisance se tiennent dans la maison communale du Châblés. Réunis pour la première fois, le 23 mai 1850, les membres du Comité s'occupent d'abord "de dresser un état nominatif des familles mendiante de la commune" (49) avec la liste de leurs parents. L'établissement de cette liste doit permettre au Comité de bienfaisance de "juger d'un seul coup d'oeil et de la position nécessaire des uns et des secours possibles devant être apportés par les autres" (49), lit-on dans le registre des délibérations du Comité. Cette première mesure met en évidence l'absence d'une assistance organisée au niveau communal jusqu'à cette date. La mendicité pouvait se pratiquer couramment à Bagnes sans faire l'objet d'une surveillance particulière de la part des autorités politiques. Disposant maintenant des pleins pouvoirs du Conseil communal, le Comité de bienfaisance est fermement résolu à lutter contre cet état de choses. Le 21 juin 1850, il se fixe pour but :

"de faire réunir chaque dimanche, dès à présent, les parentés de trois familles particulières et mendiante, aux fins de prendre conjointement avec elles les mesures les plus propres et les plus convenables pour réduire le nombre des mendiants comme d'en mettre quelques-uns à la charge des parents les plus capables à les entretenir et à leur donner une bonne éducation, à leur faire passer quelques secours en comestibles, en habillements/etc..." (50).

Pour donner plus de poids à cette décision, le conseil communal, nous l'avons vu, va édicter un arrêté sur la mendicité (conf. annexe II).

Le Comité de bienfaisance s'est réuni 65 fois entre 1850 et 1857; la presque totalité des séances a été consacrée aux réunions de parents des mendiants et aux placements d'individus ou d'enfants.

L'examen du tableau de la répartition annuelle des séances montre toutefois que celles-ci n'ont été tenues que très irrégulièrement, en moyenne deux fois par mois et presque exclusivement durant la mauvaise saison (novembre - avril)

Répartition annuelle des séances du comité de bienfaisance.

	1850	1851	1852	1853	1854	1855	1856	1857	
JAN.		2		2	2	1		1	
FEV.		4		2	1			1	
MAR		1	1				1	1	
AVR			6	2					
MAI	1			2	2	2	1	2	
JUI	1								
JUIL					2			1	
AUT	1								
SEP	3					1	1		
OCT	1		1						
NOV	4						2		
DEC	3	1		2	1	2			
TOTAL	14	8	8	10	8	6	5	6	65

Cette concentration des séances du Comité de bienfaisance durant les mois d'hiver traduit bien l'aggravation saisonnière des conditions matérielles d'existence que connaissaient les familles mendiantes. Ces dernières, ne disposant pas de réserves alimentaires, se voyaient contraintes de recourir périodiquement à l'assistance. Nous n'avons pas trouvé les listes des familles mendiantes que le Comité de bienfaisance s'était proposé d'établir lors de son entrée en fonction.

Mais, par le dépouillement et le classement systématique des séances au cours desquelles tous les cas traités par le Comité ont été portés au protocole de bienfaisance, il a été possible de reconstituer l'état nominatif des mendiants de la commune de Bagnes et d'approcher plus concrètement ce groupe dont la présence dans l'Histoire est souvent réduite au silence, faute de documents.

5. LE MONDE DE LA MISERE : LES MENDIANTS ET LES INDIGENTS

Les mendiants

Ils forment un groupe marginal distinct au sein des communautés bagnardes. Reconnus comme tels par les autorités, les mendiants se recrutent dans une catégorie sociale bien définie. En effet, font partie de la classe mendiante ceux qui ne peuvent subvenir à leur entretien. Tel est le critère officiel appliqué à l'état de mendiant. Le mendiant se distingue également des autres groupes sociaux qui composent ces communautés de par sa condition. Illettré, sans profession, démun

de biens, mal vêtu, vivant au jour le jour d'aumônes ou de travaux occasionⁿels, souffrant régulièrement de la faim, sans domicile fixe, voilà le portrait-type qui se dégage de la lecture du registre du Comité de bienfaisance. Tolérés jusqu'ici dans l'exercice de leur "vil métier"(8) de mendiant, ils vont devoir se soumettre désormais aux mesures prises à leur égard par le Comité de bienfaisance avec l'accord de leur conseil de famille. La première mesure d'ordre général vise d'abord à opérer une nette distinction entre les mendiants indigènes et les mendiants étrangers. Les mendiants indigènes, auront seuls droit à l'assistance publique, conformément au décret relatif à l'admission des habitants de 1830 (51). Cette reconnaissance juridique constitue en fait l'unique lien qui rattache encore les mendiants aux autres membres de la communauté. Le sort réservé aux autres mendiants, jugés indésirables dans la commune, le montre clairement, ou le membre de la famille étrangère résidant dans la commune de Bagnes se charge de l'entretien du parent mendiant en le retirant chez lui ou bien le mendiant est renvoyé immédiatement dans sa commune d'origine. Deux menaces d'expulsion ont été adressées dans ce sens par le Comité de bienfaisance en 1850 et une famille et deux mendiants étrangers durent quitter la commune.

Si le cas des mendiants étrangers fut sommairement réglé par le Comité, il n'en alla pas de même des mendiants domiciliés. En effet, le nombre de cas que dut traiter annuellement le Comité de bienfaisance et les diverses mesures qu'il a prises témoignent à eux seuls les difficultés rencontrés par ce der-

nier et met en évidence la gravité de la situation dans laquelle se trouvaient ces mendiants. La répartition des cas traités annuellement s'établit comme suit :

Année	1850	1851	1852	1853	1854	1855	1856	1857
Familles	17	5	18	21	9	3	2	4
Individus	5	2	2	4	2	3	2	4

Au cours des 65 séances couvrant la période d'activité du Comité de bienfaisance, cent trois cas d'assistance ont été traités. Il ressort du dépouillement que 79 famille et 24 individus ont fait l'objet d'une décision administrative. Il s'agit ici bien entendu du nombre global de cas traités par le Comité c'est-à-dire qu'une même famille ou un même individu a pu être convoqué plusieurs fois par le comité et de ce fait réapparaître plusieurs années consécutives dans les protocoles des séances ^{du Comité} de bienfaisance. Aussi, si l'on veut tenir compte du nombre réel des mendiants qui ont reçu une assistance durant cette période, il s'établit comme suit :

Années	1850	1851	1852	1853	1854	1855	1856	1857	Total
Familles	17	1	11	6	2	1	1	1	40
dont									
veuves	9		2		1		1		
individus	5	1	1	1	1	1	2	5	16

Il est cependant difficile à partir de ce tableau de chiffrer avec précision le nombre de mendiants vivant à Bagnes à cette époque. Nous ne disposons en effet, ici, que du total des cas dont s'est occupé le Comité de bienfaisance. Ce total exprime, par conséquent, davantage l'activité déployée par le Comité au cours de cette période que le poids réel de la mendicité à Bagnes. Deux exemples indiquent néanmoins que l'ampleur du phénomène dépasse ces données chiffrées. Au mois de décembre 1850, le Comité de bienfaisance se voit obliger, lit-on dans son protocole / "de faire une distribution de comestibles aux mendiants de la commune qui n'ont pu être placés ou qui sont dépourvus de moyens et de parents capables de leur venir en secours" (52).

Cinq ans plus tard, la mendicité est loin d'avoir été stoppée. Quelques membres du Conseil communal s'inquiètent de la situation et font remarquer "que le nombre des mendiants a sensiblement augmenté depuis quelque temps" (53). Ils en attribuent la cause principale au relâchement dont fait preuve le Comité de bienfaisance dans le placement des mendiants. Autre difficulté qui empêche de mesurer l'étendue de la mendicité à Bagnes : le nombre important des familles mendiante. Quel effectif individuel représentent donc ces familles ? Il est difficile de le chiffrer, ne connaissant pas la composition exacte de ses membres. Elles forment en tout cas le gros de la classe mendiante. En effet, on dénombre quarante familles reconnues mendiante pour^r seize individus mendiants. L'écart est surprenant. Parmi les individus mendiants, on compte neuf hommes et sept femmes (il s'agit essentiellement d'adultes célibataires ou de vieillards abandonnés) alors que la mendicité

atteint dans une forte proportion des familles entières. Sur les 900 ménages environ que compte la commune de Bagnes à l'époque, cela signifie concrètement qu'un ménage sur 23 devait recourir fréquemment à la mendicité pour subvenir à son entretien. Ce taux est certainement inférieur à la réalité. Il suffit cependant pour se faire une idée du degré de désagrégation^g de la structure sociale de ces communautés et à remettre en cause une certaine image de la solidarité communautaire de cette société paysanne.

Si nous voulons maintenant sonder la somme de misère humaine que recouvrent ces chiffres, nous n'avons qu'à nous reporter aux mesures prises par le Comité de bienfaisance.

Trois types de mesures urgentes ont été mises sur pied pour endiguer ce flot de mendiants :

1. le placement d'adultes et surtout d'enfants, majorité des cas;
2. le secours à domicile pour huit familles;
3. la distribution de denrées, cas exceptionnel;

Concernant la distribution des denrées, une seule a été organisée par le Comité de bienfaisance en décembre 1850 pour les mendiants non placés chez des parents. Mais cette forme d'assistance ne fut plus renouvelée comme l'écrit le préfet du district, Maurice-Eugène Filliez, dans son rapport annuel en 1852 :

"... les communes de Bagnes et d'Orsières ne font plus de répartition en denrées comme elles l'ont faite il y a deux ans; elles se contentent de placer autant que possible les pauvres chez les parents et pour ceux qui n'en n'ont pas l'état de supporter cette charge, l'on tolère la mendicité dans la commune... (54).

Faut-il en attribuer la suppression aux faibles dons récoltés

à cet effet ? En tout cas, Maurice-Eugène Filliez rapporte à ce sujet qu'une collecte générale a été faite "sur tous les habitants aisés de la commune pour subvenir à la mendicité; mais cette première contribution, jointe aux fonds des pauvres, a encore été insuffisante" (55).

Le placement des mendiants chez des parents devait rester la pratique la plus couramment utilisée par le Comité de bienfaisance. Le tableau ci-dessous le montre clairement :

	1850	1851	1852	1853	1854	1855	1856	1857	Total
Placement Dont :	14	7	17	29	9	5	4	8	93
Enfants	27	13	38	62	19	4	3	10	176
Adultes	7	4		4	2	3	2	4	26
Familles secourues à domicile	2		3	2		1			8

Nonante-trois placements ont eu lieu entre 1850 et 1857, ce qui représente en tout cent septante-six enfants et vingt-six adultes placés pour une période plus ou moins longue dans différentes familles. Et ces chiffres sont en dessous de la réalité. Pour la seule année 1850, date de l'entrée en fonction du Comité de Bienfaisance, Maurice-Etienne Filliez indique toujours dans son rapport qu'"il y a déjà dans la commune une cinquantaine de pupilles ou des enfants de pères ou de mères incapables de les nourrir, placés chez des parents" (56). C'est un vrai bilan de misère. Les mendiants se trouvaient donc presque toujours dans un état de dénuement extrême. La hantise de manquer de pain quand ce

n'était pas la faim qui les tenaillait, voilà le lot quotidien qui leur était réservé. Et quand l'on constate que les principales victimes ~~en~~ sont les enfants, il est facile d'imaginer les conséquences que pouvait avoir sur leur développement physique et mental cet état de sous-alimentation chronique. L'examen du tableau des placements met en évidence ce phénomène. Le taux des placements, surtout celui des enfants connaît des variations annuelles assez fortes. Celui-ci doit être mis en rapport avec les fluctuations de la conjoncture économique. En effet, mis à part 1850, les années 1852 - 1853 marquent une nette recrudescence de la mendicité par rapport aux autres années. Cette soudaine hausse du nombre des placements trouve son explication dans une série de mauvaises récoltes, suivies d'une montée en flèche des prix des produits agricoles et notamment des céréales, aliments de base de la nourriture des pauvres. Le résultat de cette pénurie de grains se traduit immédiatement par la détérioration des conditions d'existence des classes les plus démunies et par une augmentation très nette des cas de mendicité. Cette situation critique est rapportée par le préfet Filliez qui constate que :

"... L'émigration devient presque une nécessité surtout cette année (1853), par le manque total de céréales de l'année; il sort journellement du district des valeurs considérables pour les achats de grains : aussi l'argent y est dans une grande pénurie comme ailleurs, et beaucoup de familles contractent des dettes pour leur provision nécessaire..." (57).

Ne disposant pas de réserves alimentaires et encore moins d'argent, les mendiants sont les premiers touchés par cette mauvaise conjoncture. En 1854, la situation économique se décontracte, ce qui permet au préfet Filliez d'en tirer un bilan favorable :

"... Quant à l'état financier et matériel, le district d'Entremont n'est pas dans une position mauvaise. Les hyvernages de l'année précédente ont été très beaux et après avoir mis en balance les divers produits agricoles, l'on peut affirmer que les récoltes ont été au-dessus de la moyenne. La cherté des denrées et la vente de bétail à des prix exorbitants, ont fait rentrer du numéraire, de sorte que l'on peut compter l'année 1854 parmi les meilleures..." (58).

La courbe des placements subit une chute parallèle en même temps que s'opère la reprise économique. Certes, il ne s'agit ici que d'une période de courte durée. Mais ce retour à une activité agricole normale entraîne avec lui, semble-t-il, une sensible amélioration des conditions d'existence des familles mendiante qui se manifeste par une baisse généralisée des placements. Ce qui laisse supposer qu'une partie de ces familles tombées momentanément à l'état de mendicité à la suite de cette crise céréalière retrouvent, la situation à nouveau normalisée, leur condition de familles indigentes. L'activité agricole réclamant l'utilisation de bras supplémentaires, le chef de la famille mendiant et ses enfants qui en sont capables retrouvent du travail comme journaliers chez les paysans propriétaires. Ces indigents constitueraient en quelque sorte une réserve de main d'oeuvre à bon marché, et disponible lors des grands travaux de la campagne, pouvant être assimilée à un prolétariat rural. Nous avons trouvé quelques traces ^{de cette pratique} dans les minutes notariales, mais ces arrangements de travail devaient

surtout se traiter de gré à gré entre les deux parties sous la forme d'un contrat tacite. Toutefois, la fluctuation annuelle du nombre des mendiants que nous avons constatée et la proportion importante des indigents vivant dans la commune (comme nous le verrons plus loin) n'exclut pas cette hypothèse.

Car, comment expliquer que ces mendiants et ces indigents qui n'avaient pratiquement rien à eux auraient-ils réussi à vivre en temps normal sans échanger leur force de travail : ce n'est en tout cas pas avec le maigre subside que leur allouait le Comité de bienfaisance à titre d'assistance !

Ces observations nous amènent à nous interroger sur les différents types de cas traités par le Comité de bienfaisance.

Ceux-ci révèlent que Bagnes connaissait deux formes de mendicité à la fois structurelle et conjoncturelle.

Une mendicité "conjoncturelle" d'abord. Elle touche temporairement des familles indigentes. L'exemple le plus frappant est celui des secours accordés à domicile. Au lieu de disperser les membres d'une même famille privée momentanément de ressources, le conseil de famille peut décider de leur venir en aide par une contribution en nature. Dans sept cas, des denrées ont été fournies à domicile par la parenté. Deux mentions accompagnant ces livraisons expliquent clairement le caractère provisoire et limité de cette aide : "fournir à l'entretien de cette famille pour une année seulement", "subvenir provisoirement à l'existence de sa femme et des enfants qui resteront en attendant réunis" (59). Dans trois cas, la nature et la quantité des denrées à livrer se trouvent inscrites dans le protocole de Bienfaisance. Par ce biais, nous pouvons nous faire une idée des besoins immédiats des familles mendiante et savoir de quoi se composait leur alimentation

quotidienne.

Il fut livré à la famille Batiste G..., en septembre 1850, 10 mesures de seigle par les membres de sa parenté. "La mère, (lit-on dans cette séance), s'est engagée à retirer ses enfants et à ne plus leur permettre l'exercice de la mendicité à l'avenir" (60). On envoyait surtout les enfants mendier pour la famille si bien que, privés d'instruction et de formation, ils poursuivaient cette pratique une fois devenus adultes.

La famille Martin V. reçut, en février 1854, à titre de secours : 10 mesures de seigle, 1 mesure de pommes-de-terre
2 francs en argent (61).

Relevons que, dans ce cas précis, quatorze parents ont contribué selon leur condition à ces prestations.

Quant à la famille de Pierre B..., : 6 $\frac{1}{2}$ mesures de seigle, $\frac{3}{4}$ de mesure de froment, 3 livre de viande, 1 mesure de raves, $\frac{1}{4}$ de livre de riz (62).

constituèrent sa nourriture du mois de janvier au mois de juillet 1855, date des nouvelles récoltes. Ces fournitures, on le constate, ont toutes eu lieu pendant la saison d'hiver, période où les réserves alimentaires faisaient le plus défaut. Sur le plan de la nourriture, le seigle représente l'essentiel de l'alimentation de ces familles mendiante. Cette céréale sert, d'ailleurs, d'aliment de base à la classe pauvre en général. Mis à part la pomme de terre la présence, ci-dessus, de froment, de viande, de riz, indique que ces denrées étaient réservés avant tout à la consommation de la classe aisée.

Une autre forme d'assistance consistait à accorder à quelques familles nécessiteuses des semences, l'usage d'une pièce de pré ou la jouissance d'une tête de bétail. Mentionnons, à

titre d'exemple, trois cas concrets. Au village de Cotterg, les parents de la famille M... s'engagèrent à l'aider à "imponctuer son bien, les uns en dirigeant les travaux et les autres en fournissant les semences nécessaires" (63). A Fontenelle, un parent put s'exempter de prendre chez lui un enfant de Pierre Joseph M... à condition de "laisser jouir pour une année à la famille M... d'une pièce de pré de 100 toises", environ 380 m². (64). Au Chables, les parents de la veuve Elisabeth D... décidèrent "à l'unanimité, de faire l'acquisition d'une vache au plus tôt pour le service de cette famille. La répartition des membres de cette famille (un adulte et trois enfants) se fera au cas où cette vache ne saura suffire. Dans ce cas, la famille sera divisée, le bien partagé pour la jouissance seulement et sera annuellement travaillé et joui par les parents qui les gardent jusqu'à ce que par la correction et l'instruction ils aient pris les habitudes du travail et de l'économie" (65). Ce passage illustre le sort cruel qui attendait ces familles mendiante. L'aide temporaire, puis la dissolution de la famille et le placement chez des parents pour rééducation. Le cas de Pierre-Joseph V... de Bruson est un exemple type. Voulant éviter la mesure vexatoire du placement, il demande au Comité de bienfaisance en novembre 1850 "qu'on lui fournisse des subsides à domicile en déclarant qu'il ne laisserait pas volontiers aller ses enfants chez les parents, qu'il préférerait les élever lui-même" (66). Mais, une année plus tard, les conditions d'existence du ménage s'étant à nouveau aggravées, Pierre-Joseph V... voit ses craintes se réaliser : trois de ses quatre enfants seront placés, l'aîné des garçons à Sion, le second au Chables et la fille à Bruson même. Cet exemple de placement éparpillé était de règle à Bagnes.

Le secours à domicile et la menace du placement vont de pair, ceci est important à (1) relever, avec l'existence d'un lopin de terre. C'est la caractéristique essentielle qui rattachait encore ces familles mendiantes à la classe indigente. Une preuve supplémentaire de cet état de non-privation totale de biens qui caractérisent ces familles nous est fournie par le Comité de bienfaisance qui décide en avril 1853 "de faire toiser et taxer les biens de la famille M... afin de pouvoir opérer le partage entre les enfants de cette famille si quelques-uns de ses membres s'aventurent encore à mendier. Dans ce dernier cas, ils seront divisés et placés chez les parents ou à défaut adjugés à la commune en réunissant leurs biens à la bourse des pauvres " (67).

Cette possession de biens particuliers ne doit pas faire illusion. Elle n'épargnait pas la mendicité à ces familles indigentes, mais elle empêchait dans bien des cas que cette chute soit définitive. Bien que de dimension réduite et de faible production du fait de leur emplacement, le peu de terres que possédaient encore ces familles réussissaient tant bien que mal à nourrir une partie de leurs membres en période normale. En outre la possibilité de trouver un emploi comme domestique ou de travailler à la journée, leur permettait souvent de "s'en sortir". C'est ce que réussirent à faire les membres de la famille de Joseph N... pour éviter le démembrement du ménage. En effet, "ayant appris que trois de ses enfants étaient à la journée et l'un placé chez Cyprien B... à Montagnier, le père ayant donné l'assurance que sa famille n'aurait nullement été une charge pour le public" (68), le Comité de bienfaisance décida de surseoir à la distribution de ces enfants. Faire travailler les

enfants les plus âgés pour subvenir à l'entretien des autres membres de la famille était pratique ~~et~~ fréquente. La mesure prise par le Comité de bienfaisance à l'encontre de la fille aînée d'Anne M... de Cotterg qui "sera astreinte de chercher une place comme servante afin de s'instruire à travailler et secourir la famille par ses salaires" (69) allait de soi dans les familles pauvres.

Ce qui caractérise en fin de compte ce groupe de mendiants, c'est son instabilité continuelle et son état d'indigence avancé. Victime de la conjoncture, il fluctue en permanence entre la condition de nécessiteux et celle de mendiant.

Une mendicité "structurelle" ensuite.

Plus silencieuse et de ce fait moins facilement repérable, cette ^{forme} de mendicité n'en est pas moins présente à Bagnes. Son caractère est d'être permanent pour ceux qui en sont touchés. Les principales victimes se recrutent parmi les individus isolés, infirmes, vieillards, malades. Leur point commun à tous, réside dans l'incapacité de travail dans laquelle ils sont plongés. Ne pouvant besogner, ils se trouvent réduits à mendier. Mais, le principal contingent de cette mendicité structurelle est formé de veuves. En effet, pas de familles mendiante à Bagnes sans la présence écrasante de familles orphelines de père. Nous en avons dénombré treize pour vingt-sept familles mendiante. La brusque perte du chef de famille suffisait dans de nombreux cas à entraîner tous les autres membres du ménage dans la mendicité.

Le recours aux placements d'adultes et d'enfants représente l'essentiel de l'activité du Comité de bienfaisance dans sa lutte contre la mendicité structurelle. Le nombre de placements effectués (176 enfants et 26 adultes) le confirme. Adultes et

enfants étaient placés généralement chez des membres de la parenté. L'adjudication de mendiants à des personnes aisées de la commune non membres de la parenté fut exceptionnelle. Le nombre de placements d'enfants pouvait varier d'une année à l'autre. De deux à trois enfants par familles mariantes dans la majorité des cas, ce chiffre montait parfois à quatre voire cinq dans un cas. La durée de placement, elle, était en règle générale d'une année chez le même parent. Puis, l'assisté était pris en charge par un autre membre de la parenté. De cette manière, un "tournus" s'établissait. Ce laps de temps pouvait également être réduit à six mois, ce qui se pratiquait assez couramment. L'assisté, ainsi placé pour une durée plus ou moins longue hors de son domicile familial, se voyait brutalement déraciné, perdait tout contact avec sa famille et ne connaissait plus de demeure fixe, placé qu'il était tantôt dans un village, tantôt dans un autre, suivant la décision du conseil de famille.

Cette catégorie de mendiants vivait dans un état de misère et de dénuement extrêmes. Les adultes étaient les plus durement touchés. A titre d'illustration, mentionnons le cas de Nicolas B... maréchal de profession. "Sa femme", lit-on dans le protocole de bienfaisance, "est invitée à soigner son mari et à lui fournir une assistance pour qu'il n'ait pas besoin de mendier, ce qui n'a pas été promis par elle, pour le motif qu'elle n'avait pas les moyens de le faire, n'ayant pas même des ressources suffisantes pour l'entretien des autres membres de la famille" (70). Celui d'Etienne M... du Cotterg est tout aussi tragique. Les parents ont en effet décidé de le garder, à tour de rôle, une semaine chacun. Lors de la réunion, un membre de la famille s'est engagé à lui ressemeler une paire de souliers

tandis que les autres membres se cotiseront pour lui fournir une paire de pantalons. Dans un autre cas enfin, le Comité de bienfaisance accorda à Joseph N... "le montant de 3 francs pour habillements" (71).

Une dernière pratique consistait à laisser l'assisté chez un parent ou à le placer chez un particulier moyennant une contribution financière des autres parents. L'exemple de YJean-Emmanuel B.../ du Chables permet de se faire une idée approximative du coût d'entretien d'un adulte à l'époque. Son conseil de famille (7 membres) a en effet décidé de le placer durant sa maladie chez Frédéric Vaudan et de payer à ce dernier "le montant de 30 centimes par jour pour indemnité des dits secours et entretien à fournir" (72).

Enfin au-delà de ces deux types de mendicité - structurelle et conjoncturelle - il faut encore tenir compte d'une mendicité "sectorielle". L'examen de la répartition géographique des mendiants à l'intérieur de la commune met en évidence ce phénomène :

Répartition des cas de mendicité par village (1850 - 1857)

	Individus	Familles
Chables	3	8
Villette	2	1
Cotterg	4	7
Verbier		1
Bruson		5
Montagnier		2
Prarreyer		2
Versegères		3
Médières		1
Sappey		2
Fontenelles	1	
Sarreyer	2	
Lourtier		1
Fregnolay		2
Sans indication de lieu	4	5
Total	16	40

La mendicité ne touche pas tous les villages avec la même intensité quand bien même l'on tient compte de la densité de leur population (cf. page 50). Sans entrer dans une analyse détaillée, il ressort que les villages inférieurs de la vallée sécrètent proportionnellement plus de mendiants et notamment de familles mendiantes que les villages supérieurs. Mis à part Bruson, les trois autres villages du haut, Verbier, Sarreyer, Loutier, comptent peu de mendiants par rapport à leur nombre d'habitants. Le Chables (chef-lieu), Villette et Cotterg (qui ne sont en fait qu'un prolongement du Chables sur la rive droite de la Drance) se trouvant à l'entrée de la vallée présentent par contre, une forte concentration de mendiants, environ le 50 %. L'activité économique plus diversifiée et les possibilités d'emplois plus nombreux devaient sans doute attirer une partie de ces "sans travail" des villages environnants.

Bilan de la mendicité à Bagnes

L'intention des autorités politiques de Bagnes en créant le Comité de bienfaisance avait été de supprimer ou du moins, de diminuer la mendicité. Cinq ans plus tard, malgré le recours massif aux placements, la mendicité n'avait pas disparu. Tout au plus, elle avait pris un autre visage sous la forme d'une indigence déguisée. D'ailleurs, l'ampleur du mal eût exigé la mise en oeuvre de moyens complémentaires dont la Comité de Bienfaisance ne disposait pas. Si le nombre des mendiants semble avoir fortement diminué à partir de 1855, cela tient essentiellement aux nouvelles mesures d'interdiction prises à leur égard (73) et au fait que les mendiants vont être englobés dans les listes des indigents de la commune.

Les indigents

Situé dans l'échelle sociale entre les mendiants et les pauvres de la commune, ils forment un groupe de transition. Leur présence est attestée officiellement par les projets de classification des indigents de la commune de Bagnes. Il s'agit de listes contenant l'état nominatif des indigents dressées par la Chambre pupillaire, qui fait office de Comité de bienfaisance à partir de 1855, pour être présentées et approuvées par le Conseil communal. Celui-ci les ratifie généralement sans apporter de modifications. Sur ces listes, les indigents sont répartis en quatre classes suivant leur état de pauvreté, chaque classe recevant alors un subside fixe. Le nombre des indigents secourus entre 1855 et 1866 s'établit comme suit :

	1 ^{er} classe	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	TOTAL
1855	46	23	26	38	133
1856	47	23	26	42	138
1857	46	21	25	43	135
1858	45	26	24	39	134
1859	46	27	27	35	135
1860	47	21	30	38	136
1861	48	22	27	35	132
1862	48	22	27	34	131
1863	46	27	28	29	130
1864	44	28	24	30	126
1865	45	29	24	31	129
1866	46	37	24	23	130

Cette stabilité de l'effectif des assistés (moyenne annuelle de 133) fait apparaître un état d'indigence étendu et chronique parmi la population de Bagnes. Les faibles fluctuations enregistrées s'expliquent dans la majorité des cas par le passage momentané d'un indigent d'une classe à l'autre. Quant au subside versé annuellement à ces indigents, il était dérisoire :

3	francs fédéraux par assisté pour la première classe
2	francs fédéraux par assisté pour la deuxième classe
1.50 francs	" " " pour la troisième classe
1 franc	" " " pour la quatrième classe

A titre de comparaison, une journée de travail pour la commune rapportait 1 franc 15, une livre de pain de seigle coûtait 25 centimes, une mesure de seigle se vendait 3 francs 20. La somme que distribuait le Comité de bienfaisance d'un montant d'environ 280 francs provenait des intérêts de la grande et petite Confrérie des pauvres de la commune dont le capital s'élevait à 9.600 francs fédéraux. C'est l'unique ressource financière dont disposait le Comité de bienfaisance pour soulager les indigents de la commune. Celle-ci n'allouait en principe aucune aide d'assistance. Les livres des comptes de la commune ne contiennent à ce sujet aucune rubrique montrant une intervention quelconque dans ce domaine. La distribution de cet argent provenant de fonds privés, dons de bienfaiteurs légués par testament, à tous les indigents de la commune sans distinction de la section à laquelle ils appartenaient allait ~~ent~~ soulever une opposition au sein du Conseil communal comme le rapporte le président Maurice-Eugène Filliez dans une lettre adressée au Département de l'Intérieur, le 25 mars 1851 :

"Les conseillers des sections qui ont moins de pauvres demandent l'exécution de l'ancienne pratique, qui est contraire à

la lettre et l'esprit de la loi. Depuis longtemps cette difficulté s'est élevée entre les Sections, mais la majorité a toujours maintenu le même mode de répartition, parce qu'il était dans l'intérêt de la politique d'alors, et plus facile dans l'application. Les conseillers répartissaient cet argent 40 francs (ancien) par section / sans contrôle et à volonté... (75) "

L'affaire fut portée devant le Conseil d'Etat qui trancha de la manière suivante :

"Le Conseil d'Etat estime que les donations conditionnelles, en faveur des pauvres, doivent être appliquées, conformément aux réserves des donateurs. Quant aux dons qui ne contiennent pas de conditions expresses, les Comités de bienfaisance ont non seulement le droit, mais le devoir, d'en répartir les revenus, sans aucune distinction que celle des besoins de la classe indigents.

Le conseiller d'Etat
Alphonse de Torrenté" (76)

Deux donations mentionnaient ^{en} une répartition par section. Produisant un intérêt annuel de 140 francs fédéraux, ce montant sera alors divisé en huit parts égales et remis entre les mains des conseillers communaux pour être distribué aux indigents de leur section. Ce conflit est révélateur du poids politique qui était attaché à cette distribution et du peu de compréhension de certains conseillers à l'égard du problème de l'assistance, intéressés qu'ils étaient à défendre les intérêts de leur section.

Qui étaient ces indigents ? Dans une forte proportion, il s'agit de familles. Un sondage effectué à partir du recensement de 1850 a permis de l'établir. Soixante-huit familles déclarées indigentes dans les listes communales ont été repérées dans ce recensement. Le nombre d'enfants à charge de ces familles s'établit de la manière suivante pour l'année 1850 :

Enfants	Familles
1	4
2	10
3	14
4	17
5	7
6	13
7	2
10	1

Le trait dominant de ces familles indigentes, c'est d'être généralement nombreuses. Mais ce facteur n'est pas déterminant. De petits ménages peuvent connaître l'indigence. Il s'agit, ici, avant tout de mères célibataires avec leur enfant illégitime (trois cas) ou de jeunes couples. Les veuves sont également bien représentées parmi les familles indigentes. On en a dénombré une vingtaine pour l'année 1855. La mention "laboureur" accompagnent généralement le nom des indigents. Mais, on y trouve aussi des familles de petits artisans : cinq cloutiers, cinq cordonniers, trois charpentiers, deux menuisiers, deux maçons, deux tailleurs de pierre, un meunier. Le fait d'exercer un métier accessoire, ne mettait pas à l'abri de l'indigence. Il fallait encore disposer d'une quantité suffisante de terre pour ne pas se trouver dans la gêne. On le voit, le monde de l'indigence est peuplé de gens très divers. Paysans besogneux, domestiques, veuves, vieillards, journaliers, représentants de petits corps de métiers s'y côtoient journellement. Et ceci est d'autant plus vrai que l'on ne rencontre pas de village, pas de hameau sans leur présence :

Section	Lieu	1855	1860	1866
1	<u>CHABLES</u>	19	17	13
2	<u>VILLETTE</u>	13	13	14
3	<u>COTTERG</u>	13	13	10
	Fontenelle	3	3	3
	<u>MEDIERES</u>	3	3	3
4	<u>VERSEGERES</u>	5	3	5
	Les Places	5	1	
	Prarreyer	8	6	4
	Vernay	2	2	2
	Liapey	1	2	2
	Praz		2	
5	<u>CHAMPSEC</u>	4	3	3
	Monteau	1	1	1
	Fregnuley	7	8	9
	<u>LOURTIER</u>	10	11	12
6	<u>MONTAGNIER</u>	9	6	6
	<u>SARREYER</u>	11	13	12
7	<u>VERBIER</u>	3	4	7
8	<u>BRUSON</u>	15	21	19
	Sapey	2	3	3

L'élément dominant qui ressort de ce tableau, mis à part la répartition géographique qui recouvre les mêmes tendances que celle des mendiants, c'est la persistante stabilité de la classe indigente. Sa situation matérielle, en effet, ne s'est pas améliorée durant cet intervalle de dix ans. A ce niveau de pauvreté, semble-t-il, les possibilités d'amélioration matérielle sont quasiment nulles et les départs sont

immédiatement compensés par de nouveaux venus, issus de la frange supérieure, les pauvres.

L'obstacle principal à tout changement de situation chez les indigents venait de leur état même qui voisinait bien souvent avec la mendicité. Mal logés, insuffisamment habillés, diminués physiquement par une alimentation peu équilibrée et insuffisante, ils étaient les premiers atteints par les maladies et les épidémies. Dans son rapport annuel (77), le médecin Carron signale parmi les maladies dominantes : la pleurésie, la bronchite, les flux diarrhéiques et le rhumatisme articulaire aigu. Concernant l'épidémie de fièvre typhoïde qui sévit à Bagnes à partir de 1855 (307 personnes atteintes et 43 décès), il mentionne comme cause de ^{pro}agation "une alimentation non réparatrice et l'entassement" (77).

La moitié des malades atteints par la fièvre typhoïde - sans doute les pauvres - n'avaient pas reçus de soins réguliers aux dires du chapelain Mercier. Souvent privés du travail qui assurait leur gagne-pain, par la maladie ou l'infortune, les indigents ~~les indigents~~ les plus démunis n'avaient plus qu'à s'en remettre à la charité des fidèles. De nombreuses collectes leur furent accordées individuellement à l'église paroissiale de Bagnes. A lire les motifs qui accompagnaient ces demandes de collectes soumises à l'autorisation du Conseil communal, "famille dénuée de tout le nécessaire et presque tous alités", "dépourvue du nécessaire, sans nourriture et sans habillements", "se trouvant dans une extrême misère", "famille d'autant plus indigente qu'elle vient de perdre son chef, seul soutient de la famille" (78), une telle accumulation de détresse dépasse tout ce que nous pouvions imaginer au sujet d'une communauté montagnarde.

Si des infortunes personnelles expliquaient en partie ces malheurs, l'organisation sociale de la communauté en tout cas n'avait rien prévu d'efficace pour empêcher une telle déchéance et permettre aux indigents de se relever.

Ainsi, proches des mendiants par leur allure de miséreux, mais les surpassant largement par le nombre, les indigents formaient cette frange supérieure du monde de la misère à l'intérieur de la communauté bagnarde.

6. Les PAUVRES

Avec les pauvres, nous quittons le monde des marginaux, des déshérités pour entrer dans celui des besogneux. Loin de connaître la sécurité, vivant du strict nécessaire, les pauvres sont néanmoins capables de se suffire à eux-mêmes, sauf circonstances exceptionnelles (pertes du chef de famille, maladie prolongée, infirmité, crise alimentaire durable). Pour les autorités locales, ils n'entrent plus, de ce fait, dans la catégorie des assistés. Leur présence est néanmoins signalée dans les protocoles des séances du Conseil communal, mais à de rares occasions, surtout lors de remises d'amendes. Leur approche nécessite, de ce fait, le recours à d'autres documents, documents fiscaux, tableaux de répartition des charges communales, par exemple, car le monde des pauvres ne se laisse pas saisir aussi facilement que les deux groupes précédents. Ses limites sont moins nettement tranchées, plus floues. Groupant une foule de petits paysans, de nombreux artisans, des ouvriers agricoles, il présente une plus grande diversité de conditions, allant de l'individu prêt à sombrer dans l'indigence à celui qui vivote sans trop avoir à se soucier du lendemain. Mais, le pauvre a deux points ~~de~~ communs avec l'indigent : l'analphabétisme et l'endettement.

Illettré, sans formation spécialisée, il n'a pas accès aux professions lucratives et aux charges communales. Tout au plus, pratiqu^e-t-il un petit métier manuel, hérité de son père. Faire un apprentissage chez un maître

s'avérait trop onéreux pour le pauvre (79).

Généralement endetté, le pauvre est le client par excellence de la justice. Ses principaux créanciers sont des particuliers, mais aussi des sociétés locales, écoles, confrérie du St.Esprit, confrérie des pauvres, prêtant leur argent au taux officiel de 5 %. Se débattant sans cesse pour payer ses intérêts, il voit son maigre surplus continuellement absorbé par le remboursement de ses dettes. Et, s'il n'y parvient pas, impitoyablement poursuivi par ses créanciers, il sera saisi d'une partie de ses biens. Les protocoles de saisies fourmillent de tels cas. Celui d'Etienne-Félix C..., charpentier à Prarreyer, est un exemple type du processus de paupérisation. Assigné en saisie le premier juin 1855 (74) par exploit du mois de mai pour non/payement d'intérêts d'une créance de 578 francs au profit de Louise Bruchez, émigrée en Amérique, dont elle est cessionnaire du notaire Joseph Gard, Etienne-Félix C. doit rembourser par l'intermédiaire de ses cautions :

1. Créance du 26 février 1849	578 francs
2. Intérêts au 5% dès le 26 février 1854 au 25 septembre prochain	45 francs
3. Frais de la présente saisie, y compris coût du présent acte et deux exploits	7 francs
4. Quatre exploits de poursuite contre ses cautions	3, 60 fr.
5. Pour transcription de l'acte et copie	<u>2, 40 fr.</u>
Total	636 francs
6. Le tiers en sus	<u>212 francs</u>
Total	848 francs =====

Les frais de justice couvrent, à eux seuls, le tiers des intérêts que devait C... Si l'on ajoute le tiers en sus qui s'appliquait à toutes les saisies, la perte nette de C... s'élève à 224,70 francs pour un intérêt annuel arriéré de 28,90 francs et sans doute pour cause d'échéance du titre. En échange du montant de 848 francs que les cautions payeront pour le débiteur, celui-ci leur cède à titre de saisie :

1. un mayen, provenant de son père par héritage, composé de trois prés de 400 toises chacun et d'une demi-grange
2. un champ de 120 toises, provenant de son père
3. un champ de 100 toises, provenant de son père.

Une partie de l'héritage paternel va donc être sacrifiée pour se libérer de cette obligation. Ces biens seront taxés en septembre 1855 par les experts attitrés du village de Champsec et s'ils ne suffisent pas pour couvrir la

dette "les créanciers pourront saisir les avoirs les plus liquides du débiteur jusqu'à concurrence de leur prétention par une saisie supplémentaire." (80) Le saisi, on

le voit, ^{était} ~~été~~ totalement abandonné à ses créanciers. Autre exemple de cet endettement des petits paysans, la con-

vention passée (81) entre Frédéric B.../cloutier à Mon-

tagnier et Basile M.../de Vollège. Le premier "cède et abandonne à Basile M... son salaire en fromage à l'exception du sérac gagné cette année sur la montagne de Severon - au prix courant du marché à l'époque de la désalpe et cela en paiement de tout acompte du montant que B... lui doit pour prix de fer de cloutier" (81).

En échange, Basile M... abandonne le séquestre opéré par exploit qui obligeait le débiteur à comparaître le 20 août, soit quatre jours après cet acte. Mais, le cloutier n'en est quitte que momentanément, car il est précisé dans l'acte, que, pour le surplus du montant, un

délai lui est accordé jusqu'à la foire de Bagnes (20 septembre).

Dernier exemple, enfin, où le créancier accorde au débiteur un délai, une chance, tout en sachant qu'il ne pourra tenir les nouveaux engagements et qu'il sera, alors, encore mieux à sa merci. Joseph Philibert T... de Montagnier et ses deux fils, qui se trouvent "poursuivis pour la rentrée d'une somme de dix louis d'or et demi (un louis = vingt-trois francs fédéraux) dont trois intérêts sont arriérés" (82), demandent la cessation de la poursuite de cette somme à leur créancier, le notaire F.J.G... du Chablais. Celui-ci leur accorde un délai de deux ans, à condition que les enfants et le père "renonce à tout bénéfice de division de la somme lorsqu'ils seront actionnés pour le paiement de cette somme". (82)

Le monde des pauvres, on le constate à travers ces exemples, est un monde de dépendants, de dominés. Une cause principale de cette dépendance, c'est, pour beaucoup d'entre eux, l'absence de réserves alimentaires qui les obligent souvent à s'endetter en période de pénurie pour acheter les denrées indispensables à l'entretien de leur famille. Les minutes notariales contiennent de nombreuses petites créances dont le montant prêté devait servir principalement à ces achats. Nous avons également trouvé dans ces minutes des cas de reconnaissances de dettes avec la mention "pour denrées livrées", "pour comestibles fournis". Le testament qui suit (83), par la précision de son contenu, est révélateur d'une pratique qui devait être fréquente chez les pauvres. Ceux-ci n'avaient généralement qu'à signer un simple billet de reconnaissance de dettes de sorte que ce type de transaction apparaît assez rarement dans les minutes notariales.

Il s'agit du testament de Marie Françoise M... épouse de

Gaspard F... du Sappey passé devant le notaire Etienne Pittier, le 25 octobre 1851 :

"... Laquelle (la testatrice) jouissant de toutes ses facultés intellectuelles, se reconnaissant débitrice envers Pierre-Joseph V..., meunier à Bruson, de la somme de 23 francs pour le bled que j'ai acheté de lui dans la plus urgente nécessité, ne pouvant l'acquitter d'une autre manière, en conséquence je donne et lègue à titre de legs et de donation cause de mort à Pierre Joseph V... créancier et bienfaiteur savoir :

pour une vache de droit de meuble à la montagne de Servac, Bagnes, pour en jouir dès mon décès" (83).

La mauvaise conjoncture était également une cause de paupérisation pour ce groupe de pauvres.

A preuve ce codicille (84) de Pierre-Joseph B... de Sarreyer, lequel "vu que son épouse a été obligée aujourd'hui (10 juin 1852) de vendre une part de son bien pour soutenir les charges de son ménage et pour se nourrir dans cette époque de disette générale et voulant la récompenser de cet acte de générosité" a dicté son testament de la manière suivante :

"Je donne et lègue à Marie-Justine L... un mayen de 3 pièces de pré, une grange, donation faite pour l'indemniser des sacrifices susmentionnés pour le soutien du ménage et se procurer des denrées pour vivre à une époque où les premières familles sont obligées d'acheter pour subsister." (84)

Rien d'étonnant si les pauvres étaient, dans ces conditions, souvent frappés d'amendes pour différents vols. Dénoncés par le garde-forestier ou des particuliers qui recevaient le tiers des contraventions, les pauvres venaient ensuite implorer les membres du Conseil communal pour une réduction ou une remise d'amende. Le tarif des amendes fixé par les règlements communaux était souvent élevé, sans doute par mesure dissuasive. Malgré cela, les délinquants étaient nombreux (jusqu'à 150 par année). Allant de deux à douze francs pour les bans de forêts, de coupe de bois vert, de ramassage de litière, de

parcours de pâturage par le bétail etc., l'amende s'élevait à vingt-cinq francs pour le vol du bois croisé (marqué) et jusqu'à quarante francs pour une limite déplacée. L'atteinte à la propriété privée était sévèrement punie. Un simple vol d'objet pouvait conduire le coupable devant le tribunal et entraîner la suppression des droits politiques.

C'est ce qui arriva à Maurice-Joseph B... du Cotterg "qui a été puni d'une amende par le Tribunal du district d'Entremont et partant privé de ses droits politiques pour avoir enlevé en 1845 un morceau de bois qui ne lui appartenait pas" (85). Celui-ci espère toutefois, le 16

mai 1858, soit treize ans plus tard, être réhabilité dans ses droits politiques en sollicitant "une recommandation du Conseil communal pour en faire la demande au Grand Conseil dans sa session prochaine." (85)

Cette sévérité n'avait rien d'exceptionnelle. Nous avons relevé, en effet, un cas analogue. Sur le rapport du garde Euchariste Moulin attestant que Maurice M... du Cotterg, agent de police, avait été surpris pendant la nuit du 19 mai 1855 à ramasser du foin sur un pré appartenant à Alexis Magnin de Verbier, le Conseil communal prononça l'arrêt suivant :

"Attendu l'aveu du délit fait au Président de la Commune par le dit M... en présence des conseillers Pierre Perrodin et Pierre Magnin.

Vu les dispositions du Code de procédure pénale en matière de délits pour contravention de police

Arrête

1. Le dit M... est accusé au ban pour avoir été trouvé pendant la nuit, ramassant du foin sur le pré d'Alexis Magnin.
2. Il lui sera appliqué l'amende conformément aux dispositions de l'art. 90 des arrêts communaux (peine de fonctionnaire : cinq franc par contravention et parjure).
3. Le dit M... est destitué de ses fonctions d'agent de police, le tout sans préjudice de l'action civile et correctionnelle par devant les Tribunaux du district" (86).

Parmi les délits ruraux les plus fréquents, le vol de bois venait en tête de liste. Voici quelques motifs de contravention :

- bois ne pouvant servir à la construction, amende réduite au deux tiers, soit huit francs.
- coupe d'un mélèze vert, amende réduite au tiers, soit un franc, en égard à sa pauvreté.
- avoir élagué un sapin, ban réduit à 30 cent, en raison de sa pauvreté.
- avoir pris du bois sec, réduit le taux de l'amende au tiers, soit à 3 francs.
- avoir sorti une ramée, (branches coupées) amende réduite au tiers, soit à un franc.
- avoir ramassé de la litière, ban réduit au quart, soit deux francs.
- avoir permis le parcours des chèvres, ban réduit à deux francs.
- avoir volé des fèves, amende fixée à six francs.
- avoir manqué une manoeuvre (corvée communale), ban réduit à un franc. (87)

Cette liste non exhaustive montre les contraintes qui pesaient sur ce monde paysan et tous les écarts aux règles et aux usages établis étaient rigoureusement réprimés.

Les pauvres insolubles étaient assignés à faire des manoeuvres pour la commune en compensation de l'amende encourue, pouvaient même subir une détention dans la maison communale ou être dénoncés au Tribunal du district, conformément à l'article 95 des arrêts de la commune. Mentionnons, ici, deux mesures prises dans ce sens.

A la suite de deux bans de parcours de son troupeau de chèvres, le Conseil communal décida de réduire à deux francs les amendes encourues par le "délinquant Cyprien M... du Cotterg" en raison de sa pauvreté "avec deux manoeuvres qu'il fera à la commune" (88). La peine prononcée à l'égard de Pierre-Joseph O... du Cotterg pour

parcours de ses chèvres dans la forêt des Grands Luez fut plus sévère. Le ban "fut réduit à huit francs 75 centimes et à défaut de paiement le délinquant subira une détention de 6 jours" (89).

Devant la recrudescence de délits, le Conseil décide, en juillet 1855, d'établir, à la suite des vols commis sur des céréales, des gardes secrets fonctionnant dans tous les villages "non seulement pour la surveillance de céréales mais pour chaque espèce de récolte" (90). Ces gardes sont notamment chargés d'exercer une surveillance toute particulière pendant les travaux des vignes et de faire leur ronde toutes les nuits. C'est donc sous la forme de "groupe dangereux" menaçant l'ordre social, instables, aux prises avec mille difficultés matérielles que nous sont apparus les pauvres à travers ces documents.

Mais que représente, au juste sur le plan quantitatif, ce groupe de pauvres dans la société bagnarde ?

Le seuil de la pauvreté à Bagnes

Contrairement au mendiant et à l'indigent, le pauvre n'est pas classé et ne fait pas l'objet d'une définition précise de la part des autorités. On lui reconnaît seulement un état de pauvreté plus ou moins marqué, qui laisse supposer des conditions d'existence très diverses. Il importe, par conséquent, de dégager quelle réalité ce concept de "pauvre" employé par l'administration recouvre effectivement à Bagnes. Pour ce faire, nous recourons ici à deux documents officiels. Le premier document contient une liste nominative des particuliers de la commune (généralement les chefs de famille) établie pour le remboursement des diverses prestations faites lors de l'occupation militaire de 1844 et 1847. Le montant total des fournitures livrées à la troupe, lors de ces événements, fut évalué à 10.000 francs fédéraux qu'il s'agissait de répartir entre les particuliers de Bagnes, chaque particulier de Bagnes pouvant déduire du montant de son imposition l'équivalent des produits qu'il avait livré à l'administration communale lors de ces deux réquisitions. Un tableau de répartition des frais de guerre fut dressé à cet effet en janvier 1851. (91) Il répartit les particuliers selon l'état de leur fortune en 17 classes et détaille les fournitures en grains et comestibles livrées par les individus de chaque classe lors de ces événements :

Classe établie selon l'état de fortune	Nombre d'individus par classe	Imposition individuelle selon sa classe en francs fédér.	Montant total par classe	Fournitures diverses livrées en 1844 et 1847 *
1 ^e classe	1	60.50	60.50	
2 ^e classe	7	47	330	logement
3 ^e classe	6	39	234	seigle
4 ^e classe	19	31.50	598	froment
5 ^e classe	9	28	252	pommes-de-terre
6 ^e classe	26	25	649	vin
7 ^e classe	21 <i>18.6%</i>	22.50	476	fromage
8 ^e classe	69 <i>158</i>	19.50	1367	foin
9 ^e classe	91	16.50	501	viande
10 ^e classe	36 <i>28%</i>	14.50	522	
11 ^e classe	125 <i>43% 410</i>	12.50	1535.50	
12 ^e classe	83	10.50	860.50	
13 ^e classe	79	8.50	654	seigle
14 ^e classe	61 <i>32.8</i>	6.50	391.50	pommes-de-terre
15 ^e classe	71 <i>234</i>	4	282.50	
16 ^e classe	101	2	199.50	
17 ^e classe	88 <i>21% 183</i>	1	88	
Total	894		9.999.50 FF*	valeur à dé- duire du mon- tant de l'im- position

Dans ce tableau de répartition, trois groupes se détachent nettement, chacun correspondant au surplus qu'il possédait ou ne possédait pas à l'époque. Il ressort des quantités fournies par chaque classe que les livraisons diminuent d'autant plus fortement que l'on se rapproche des dernières classes. En effet, les classes une à onze ont livrées toutes les denrées mentionnées sous la rubrique "Fournitures diverses" et dans des proportions importantes.

Le deuxième groupe, formé par les classes douze à quinze n'a ~~pas~~ pu fournir que deux sortes de produits - le seigle et la pomme-de-terre - et en quantité réduite. Quant au troisième groupe, les classes seize et dix-sept, il n'a pratiquement rien fourni. (Sur 88 particuliers de la dernière classe, six ont livré cinq mesures de pommes-de-terre, cinq deux mesures de seigle, un une demi-mesure de froment). Si l'on compare maintenant l'écart d'imposition qui sépare la première classe de la dernière, le rapport est impressionnant : 1 FF à 60 FF. Ce qui signifie concrètement que le niveau de vie du particulier de la première classe est estimé soixante fois plus élevé que celui de la dernière classe ou que sa fortune est fortement ~~dis~~ proportionnée par rapport à celle du dernier particulier.

Ainsi, derrière ce tableau de fournitures se profile en filigrane trois groupes sociaux :

1. ceux qui disposent de réserves alimentaires au delà de leur besoin : les aisés (classes 1 à 11) 66%
2. ceux qui vivent au jour le jour, sans réserve, avec pour perspective la hantise de manquer de pain : les pauvres (classes 12 - 15) 33%
3. ceux qui vivent quotidiennement avec la faim : les indigents et les nécesssiteux (classes 16 et 17). 21%

Ce premier repérage de la classe pauvre a été rendu possible par l'analyse des capacités de production de l'ensemble des particuliers c'est-à-dire de l'étendue du patrimoine constitutif de chaque ménage. Les écarts entre les différents patrimoines particuliers dont dépendent les possibilités de production donnent naissance à ces divers groupes. Les pauvres sont ainsi repérables au fait qu'ils ne produisent pas de surplus, leur patrimoine familial suffisant juste à l'entretien du ménage. C'est là, la caractéristique essentielle

Le second document permet de déterminer avec plus de précision le seuil de pauvreté à Bagnes. Il concerne la répartition des "manoeuvres" avec la récapitulation de la fortune totale des particuliers de chaque section, établie en 1860 (92) :

[illegible]

Répartis en seize classes, les particuliers y figurent selon l'état présumé de leur fortune. Ce tableau permet de reconstituer la stratification de la société bagnarde. Derrière cette classification des fortunes émergent, en effet, des groupes sociaux bien distincts. En gros, cette société se divise en deux grands groupes : une minorité de riches et un fort contingent de pauvres, avec pour classe charnière la huitième. Mais, déjà à ce niveau, le rapport numérique des forces en présence est fortement disproportionné : 113 riches se partagent, à eux seuls, un million quatre cent mille francs de fortune alors que les 787 restants, qui sont sept fois plus nombreux, ne possèdent qu'un peu plus de la moitié de la fortune globale de la communauté. Le groupe des riches se subdivise en deux catégories : les très riches (classes 1 à 5) qui ne forment que le 3 % de l'ensemble des particuliers et les aisés (classes 6 à 8) représentant le 9 %. Les autres 87 % restants (classes 9 à 16) appartiennent au monde des pauvres. C'est un véritable bilan de paupérisme. On y trouve au haut de l'échelle les paupérisables (classe 9 à 11) 23 %. Ce ne sont pas à proprement parler des pauvres mais ils sont susceptibles de le devenir un jour ou l'autre, si la situation économique se dégrade. A la limite de ce groupe, nous atteignons le seuil de pauvreté proprement dit avec la classe 12. Si nous superposons maintenant ce tableau de la répartition des particuliers d'après la fortune à celui des fournitures de guerre, nous constatons que les deux seuils de pauvreté se recoupent exactement et que les mêmes groupes sociaux apparaissent. Les pauvres se recrutent, par conséquent, entre la classe 12 et 15, ce qui correspond à une fortune variant entre 1200 et 5440 francs. Il est donc possible, connaissant les deux zones limites

de la pauvreté, d'évaluer son poids parmi la population de Bagnes. Il ressort du dernier tableau que les pauvres représentent environ ~~le~~ 36 % des ménages, si l'on estime qu'un "particulier" correspond à un ménage.

Enfin au bas de cette pyramide sociale gravitent les indigents (classe 16) et les nécessiteux (classe 17) exempts des charges publiques, leur fortune n'atteignant pas 1.000 francs. Ce groupe particulièrement nombreux (265 particuliers) forme ~~le~~ 28 % des ménages. Remarquons encore en passant que, s'il existe des écarts de fortune importants entre les individus, ce même phénomène se retrouve entre sections, compte tenu de leurs habitants. La fortune totale varie d'une section à l'autre de même que sa répartition entre les membres d'une même section. Par exemple, Lourtier n'a pas de grandes fortunes, contrairement à tous les autres villages du haut et Bruson qui entretient bon nombre de mendiants et d'indigents est paradoxalement un village riche par rapport à sa population avec une fortune très inégalement répartie.

7. L'émigration, une solution pour les pauvres ?

La stratification sociale de la société bagnarde présente donc une grande diversité de conditions et fait apparaître des écarts accusés entre les divers groupes sociaux constituant cette communauté, allant du riche propriétaire à l'abri de tout souci au misérable mendiant crève-la-faim. Le paupérisme est bien présent dans cette société. Reconnu officiellement, il frappe avec plus ou moins d'intensité ses franges inférieures. A ce paupérisme endémique s'ajoute une paupérisation relative qui atteint la classe intermédiaire, en particulier le groupe des paysans-artisans. Dans ces conditions, l'émigration se présentait comme une solution définitive pour échapper à la paupérisation. Mais, en fait, dans quelle mesure cette émigration était-elle rendue possible et accessible aux pauvres de Bagnes ?

Vingt-cinq familles et trente-six individus ont émigré entre 1848 et 1870, représentant en tout cent soixante-cinq personnes. (D'après le registre des émigrés (93)). Il est donc difficile de parler d'une forte émigration pour Bagnes.

De plus, dans la majorité des cas, la destination choisie a été l'Amérique du Nord, lieu d'émigration des gens aisés.

La seule traversée Anvers - New-York par navire à voile coûtait 120 francs pour un adulte et 100 francs pour les enfants en-dessous de 10 ans (94). Quant au lieu d'émigration

des pauvres, l'Algérie, il est soumis à réglementation à

partir de 1851. Les émigrants devront "produire un certificat de moralité et une déclaration du président ou du juge de leur commune qu'ils ont au moins 1.000 francs à leur disposition. Le gouvernement français n'accorde que le terrain et exceptionnellement des rations de vivres jusqu'à la première récolte. Ainsi, les familles qui s'expatrieraient sans avoir pris les précautions nécessaires s'exposeraient aux plus dures privations(95)."

De nouvelles mesures restrictives sont prises en 1856 par le gouvernement valaisan. Il publie un arrêté sur l'émigration (96) obligeant toutes les personnes qui désirent émigrer sans passer par une agence officielle à justifier

" qu'ils sont porteurs :

- a) de 1200 francs par famille.
- b) de 800 francs pour tout émigrant adulte sans famille.

L'émigration des personnes qui ne possèdent ni l'intelligence ni les ressources nécessaires pour subvenir à leurs besoins, et qui par conséquent sont exposées à mourir de misère ou à être renvoyées dans leurs communes, est prohibée "(96).

Il ressort qu'à Bagnes ce sont essentiellement des familles aisées qui y ont participé, comme le prouve une série d'actes notariés. Ces départs s'accompagnaient de la vente totale ou partielle des biens de l'émigrant, de sorte que l'on peut se faire une idée des sommes emportées. On trouve dans ces actes l'énumération de tous les biens vendus. Il s'agit principalement de propriétés foncières qui sont rachetées par les propriétaires aisés de la commune (grands cultivateurs, marchands, négociants, notaires). Le montant de ces ventes est souvent élevé. Deux exemples. François-Etienne Fusey de Montagnier vend, en 1855, " tous ses biens meubles et immeubles à Bagnes et à Fully pour cause de départ en Amérique ". Montant total de cette transaction : 12.753 francs et 20 franc de bonne main. (97)

Quant à Pierre-Joseph Charvoz de Villette qui émigre également en Amérique, il vend ses vingt-sept propriétés et sa maison pour le prix global de 6.500 francs. (98)

Nous avons également trouvé un contrat d'émigration passé entre la maison d'émigration Barde et la famille de feu Gaspard-Maurice Fellay, de Bagnes, le 13 septembre 1859. Cette famille composée de la mère et de ses trois fils dont deux sont accompagnés de leur épouse, soit en tout six per-

sonnes, s'est engagée à émigrer à San José en Amérique du Sud où la maison Barde possède une colonie qui ne reçoit des colons que par son entremise. La somme avancée uniquement pour le voyage s'élève pour les six membres à 2910 francs.

Ces exemples montrent bien que l'émigration était difficile, voire impossible pour les pauvres. Car, en plus de la somme nécessaire pour le voyage qu'il fallait réussir à réunir, l'émigrant devait encore, avant son départ, pouvoir se libérer de ses dettes. Or, on l'a vu, les pauvres étaient souvent très endettés. La démarche d'Emmanuel G... est révélatrice de l'obstacle que constituait l'endettement pour celui qui désirait émigrer. Cherchant à obtenir l'extinction de ses dettes,

il s'adresse au Conseil communal en sollicitant "la remise d'un capital de 57 écus (=160 francs) dus en deux obligations aux Confréries de la commune attendu que s'il devait acquitter cette somme, il ne lui resterait pas de fonds pour son émigration en Amérique. Le Conseil ne croit pas pouvoir admettre sa réclamation quoique très disposé de lui venir en aide, il l'autorise cependant à faire une collecte à domicile dans toute la commune." (loo)

Même si le pauvre parvenait à surmonter ces obstacles matériels, il avait peu de chance de "réussir son émigration" avec le peu de pécule qui lui restait. De nombreuses tentatives d'émigration se soldèrent par un échec pour les émigrants pauvres, l'argent manquant en cours de voyage. Dépouillés, ruinés, c'était le retour forcé au pays qui les attendait. Ce sort tragique, Emmanuel L... de Montagnier l'a connu avec d'autres compatriotes valaisans qui tentèrent leur chance. Il vaut la peine de citer, ici, la lettre de demande de secours qu'envoya le préfet du district, Eugène Besse, au conseiller d'Etat, responsable du Département de l'Intérieur. Ce témoignage décrit d'une manière bouleversante l'état dramatique dans lequel se trouvaient ces émigrants malchanceux à leur retour en Valais :

" Monsieur le Conseiller d' Etat,

Le sieur Emmanuel L... de Bagnes prend la liberté de se présenter auprès de vous pour solliciter, conjointement avec ses malheureux compagnons de voyage, une collecte dans quelques uns des Districts inférieurs. Il n'est pas nécessaire, Monsieur le Conseiller d'Etat, de le recommander à votre bienveillance. Chef de famille de douze personnes, dont neuf enfants en bas âge ne possédant plus rien au monde par suite du malheur qui l'a frappé dans sa tentative d'émigration, sans abri, sans ressources sans provisions, ayant même, ainsi que vous le savez, perdu son linge et ses meilleurs habillements, se trouvant en un mot dans le plus complet dénûment à la porte de la saison rigoureuse, voilà sa position et voilà ce qui doit le recommander auprès de toutes les personnes généreuses et charitables. Le réclamant est d'autant plus digne de commisération qu'il n'a rien à dire sur sa conduite privée et qu'il n'a quitté le pays qu'après avoir liquidé ses comptes et satisfait tous ses créanciers. - Je ne puis pas en dire autant de Frédéric B... Aussi je m'abstiens de vous le recommander quoique sa position de fortune ne soit guère meilleure que celle du porteur de la présente.

Eugène BESSE (101)

Le manque de fortune et l'endettement constituaient l'obstacle majeur à l'émigration du pauvre. La charge d'une famille souvent nombreuse constituait un handicap supplémentaire et rendait pratiquement impossible tout projet d'émigration. Car le coût d'un tel voyage à destination des pays d'outre-mer s'avérait onéreux et dépassait vite ses faibles ressources. A ces entraves matérielles s'ajoutaient des difficultés d'ordre psychologique : analphabétisme, ignorance d'un métier, crainte de tout perdre. Dans ces conditions, toute tentative du pauvre pour s'extirper était rendue difficile et représentait une entreprise hasardeuse qui, si elle échouait, le plongeait à coup sûr dans la plus cruelle des misères. Le risque encouru par lui et sa famille dans une telle aventure refrénait le plus souvent son désir d'émigrer et lui faisait préférer sa pénible condition à un hypothétique changement d'existence. L'accès à l'émigration et les chances de réussite étaient donc réservés aux individus et aux familles aisées qu'une habile propagande des agents d'émigration assurait à une fortune rapide. L'émigration n'a, par conséquent, apporté aucune solution concrète au problème de la pauvreté à Bagnes.

X Loin de libérer des terres à ceux qui en étaient
démunis, elle favorisa, au contraire, l'agrandissement
des moyennes et grandes exploitations. Phénomène social
marginal, l'émigration toucha peu les pauvres de Bagnes.
Elle ne fit qu'accentuer l'écart entre grands et petits
propriétaires de la commune.

CONCLUSION

Arrivés au terme de cette étude sur la pauvreté en milieu rural, il convient de faire le bilan des résultats auxquels nous sommes parvenus.

Le XIX^e siècle marque un tournant dans le domaine de l'assistance. Le Valais passe tardivement d'une assistance informelle, de caractère religieux, à une assistance organisée et institutionnalisée. L'assistance fait partie désormais des devoirs de l'Etat.

L'analyse détaillée de la législation sur l'assistance a mis en évidence le contenu limitatif que les autorités politiques entendaient donner à leur intervention. Toute la législation a pour objet essentiel la réglementation de la mendicité et le secours des indigents. A partir de 1827, l'assistance publique repose sur le principe de l'assistance par les parents. Ne reconnaissant le droit à l'assistance qu'au lieu d'origine, la loi impose aux communes l'organisation de cette assistance. Une institution, chargée de mettre en application les dispositions de la loi sur la mendicité, est alors créée dans chaque commune valaisanne sous la forme de bureaux de charité. Ceux-ci seront remplacés, en 1850, par les comités de bienfaisance. Cette forme d'assistance décentralisée ne connaîtra aucune modification dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

La commune de Bagnes, à l'instar des autres communes valaisannes n'a pratiqué aucune assistance organisée jusqu'en 1850, la loi sur la mendicité de 1827 étant restée lettre morte.

La mise sur pied, dès 1850, d'une institution d'assistance avec l'établissement d'un Comité de bienfaisance répond aux exigences du nouvel arrêté cantonal sur la mendicité. Si la création de ce Comité ne présente aucune originalité sur le plan communal, elle a néanmoins le

mérite d'avoir précédé de deux mois la promulgation de (cet) arrêté cantonal et d'avoir été approuvée par les assemblées de sections de la commune. L'établissement du Comité de bienfaisance fait donc suite à la volonté de la communauté bagnarde de prendre des mesures pour se protéger contre la mendicité. Les deux arrêtés communaux sur la mendicité publiés par les autorités politiques vont dans ce sens et visent à l'application stricte de la législation cantonale sur la mendicité. La nécessité de devoir recourir à la force de la loi c'est-à-dire à une autorité externe à la communauté, indique déjà un affaiblissement des structures communautaires. Menacée directement dans son organisation sociale, la communauté doit faire appel à une nouvelle institution, le Comité de bienfaisance. Le Comité de bienfaisance ne joua pas le rôle d'une véritable organisation d'assistance. Il fonctionna avant tout comme bureau de placements des mendiants et des indigents, s'occupa de la gestion de la bourse des pauvres et exerça la police des mendiants. L'administration communale ne prélevant aucune contribution d'assistance sur ses contribuables, le Comité de bienfaisance n'avait pas les moyens de mener une politique d'assistance efficace. Il se contenta de distribuer le maigre revenu de la bourse des pauvres qui, réparti entre les indigents de la commune, ne représentait qu'une aide purement formelle et inefficace. Une telle conception de l'assistance ne pouvait en aucun cas améliorer les conditions d'existence de la classe pauvre et la pratique du placement, si elle apportait une solution immédiate au problème de la mendicité, ne résolvait nullement la question de l'assistance. Elle restait cependant le palliatif le plus efficace et le moins onéreux pour la communauté, surprise, semble-t-il, par l'augmentation soudaine du nombre de mendiants et d'indigents à l'intérieur de la commune.

Le paupérisme nous est apparu comme le phénomène social prédominant de cette communauté montagnarde. Certes, il n'était pas l'apanage exclusif de Bagnes. Alphonse de Torrenté, tenant une conférence à la Société d'utilité publique en 1867 et se fondant sur les notes transmises par les rapports des préfets, avance pour l'ensemble du canton le chiffre de 370 assistés toute l'année et 1590 assistés temporairement. (102) Mais, à son avis, ces chiffres sont en dessous de la réalité :

" Nous ne doutons pas pour notre part, disait-il, que le nombre des assistés dépasse le chiffre de deux mille; c'est déjà beaucoup sur 90.000 habitants..."(102)

Ce qui fait un pauvre assisté sur 45 habitants ou un sur 9 ménages.

A Bagnes, la situation sociale s'est révélée beaucoup plus préoccupante. Nous avons dénombré 40 familles mendiante sur 910 ménages, soit une famille mendicante sur 22 ménages et compté une moyenne de 130 familles assistées temporairement, représentant à peu près 650 individus sur 4327 habitants que compte la commune en 1860, soit un indigent sur 6 habitants. Un tel taux de misère remet en question les liens de solidarité et l'esprit d'entraide qui pouvaient exister entre groupes sociaux au sein de cette communauté. D'autre part, le fait de recourir à une institution de bienfaisance pour contraindre à la solidarité parentale témoigne de la rudesse dont les rapports sociaux étaient habituellement empreints et du danger d'éclatement que représentait pour la communauté tout entière la désagrégation de la structure familiale. La famille mendicante et indigente étant devenues incapables d'assumer leur fonction d'intégration dans la vie sociale de la communauté, il fallait donc que la famille élargie s'en chargeât.

L'établissement d'un seuil de pauvreté a permis de pénétrer plus avant dans la structure sociale de la société bagnarde.

Le poids des pauvres, évalué à 36 % des ménages, ne pesait apparemment pas trop lourd dans cette structure. Mais, si l'on y ajoute les paupérisables (23 %) et les indigents (28 %), on atteint le chiffre impressionnant de 87 % de ménages pauvres. Le constat d'un paupérisme étendu et varié à l'intérieur du Val de Bagnes n'avait pas de quoi ~~de~~ surprendre au premier abord. Une population nombreuse (Bagnes a connu un taux de croissance de 50 % en 70 ans, passant de 2831 habitants en 1798 à 4266 en 1870)^[35] et un milieu naturel austère paraissaient l'explication la plus plausible de ce phénomène. Mais, la découverte d'un autre phénomène aussi surprenant qu'inattendu allait ébranler cette première explication. La communauté avait ses riches qui/minoritaires, concentraient entre leurs mains la plus grande partie de la fortune communale. Cette inégalité de richesse dans la communauté n'était-elle pas, alors, responsable de l'état de pauvreté d'une grande partie de ses membres ? Elle reflétait, en tout cas, l'inégale répartition de la propriété foncière qui devait trouver son plus solide appui dans l'organisation sociale existante. Gérald Joris, dans son étude sur la répartition de la propriété foncière pour la commune de Bourg-Saint-Pierre, district d'Entremont, a montré que la moitié des exploitations agricoles avait une surface totale inférieure à un hectare (103). Pour Bagnes, l'écart risque d'être plus important et la disproportion entre le nombre élevé de petites exploitations et celui restreint des grandes propriétés est, sans doute, à l'origine du fort taux de paupérisme que connaissait cette commune agro-pastorale.

Il est possible, d'autre part, qu'une demande constante de produits agricoles vers les centres urbains soit responsable de ce déséquilibre et maintienne dans un état de pénurie alimentaire une partie de cette population de montagne. La production indigène, au lieu

de servir à la consommation intérieure, est alors attirée vers les marchés extérieurs. Ces échanges de produits assurent la rentrée du numéraire et permettent l'achat de nouvelles terres au détriment des petits paysans. L'extension des propriétés assure la production de nouveaux surplus exportables mais diminue d'autant les possibilités de consommation intérieure. Ce processus agrandit le fossé entre propriétaires riches et propriétaires pauvres et aboutit, inévitablement, à la constitution de grandes fortunes.

L'existence de grandes fortunes à Bagnes allait, en tout cas, à l'encontre de l'idée d'une communauté immobile, repliée sur elle-même, dans laquelle l'argent était rare et où l'ensemble de ses membres vivait pauvrement.

Loin de se présenter comme un ensemble socialement homogène, la communauté de Bagnes se scindait, au contraire, en plusieurs groupes sociaux entre lesquels régnaient des conditions d'existence très inégales. La présence de groupes sociaux nettement circonscrits et opposés nous est apparue comme la caractéristique la plus intéressante de cette communauté montagnarde. Longtemps repliée sur elle-même, la communauté de Bagnes avait dû trouver son équilibre dans des structures communautaires strictement réglementées. L'ouverture au monde extérieur sous l'impulsion des forces économiques avait rompu cet équilibre, affaibli les liens de solidarité et fait évoluer cette communauté vers une société de classes. Cette lente transformation de la structure sociale se traduisit à Bagnes par l'extension du paupérisme et une dégradation du niveau de vie de la classe pauvre, Période de transition, le XIXe siècle ébranla profondément cette communauté rurale qui reposait encore sur une organisation so-

ciale traditionnelle et dont les principales victimes furent
les mendiants, les indigents et, dans une moindre mesure, les
pauvres.

A N N E X E I

=====

PROCLAMATION DU PRESIDENT DE LA COMMUNE DE BAGNES

Maurice Eugène FILLIEZ, concernant la MENDICITE,
le 10 février 1850 (104).

*Le Conseil municipal de la Commune
de Bagnes.
A tous ses administrés.*

Citoyens !

*Le Conseil de Bagnes continuant sa
sollitude pour améliorer l'existence de la
Sespe - pauvre de la Commune vient au-
jourd'hui faire un appel aux Sentiments
généreux de tous les Chefs de famille, pour
l'aider dans sa pénible, mais bienveillante
entreprise.*

*Depuis long-temps l'on s'est occupé de
cette importante question, mais elle n'a jamais*

Menus. De résultats satisfaisants, par - l'impuissance
 de la faiblesse - de l'autorité et l'égoïsme des
 Ministres - Déjà en 1827 une loi a été portée
 pour - Supprimer la mendicité, mais sans succès.
 Depuis lors, son application a été renouvelée.
 plusieurs fois par l'autorité Supérieure sans
 obtenir plus de résultats. Depuis long-temps
 aussi, on parle d'humanité, d'amélioration sociale,
 de religion et de progrès - Chacun interprète ces
 théories à sa manière ou les détourne au
 gré de ses intérêts. Mais quelle que soit la
 divergence d'opinions sur le point des principes
 politiques, religieux et sociaux, il est un point
 sur lequel tout est unanime tous les Cœurs bien
 nés, celui de soulager la misère. Sans atténuer
 volontiers point de Charité, sans Charité point
 de religion point d'humanité, point de progrès.
 Les bons principes, les théories ne sont rien,
 s'ils ne sont accompagnés de leurs actes.
 L'homme ne ignore les mauvaises habitudes
 que les enfants contractent en se bécotant à
 l'ombre du Village ou du village, de sorte qu'ils
 emportent avec eux un morceau de pain pour
 soutenir leur misérable existence. Le Dégout
 au travail, l'arrogance, le paresse, l'oisiveté et
 d'autres vices qui les accompagnent, sont les

Suites ordinaires de la mendicité. Combien de
restes, d'excess qui ne peuvent fréquenter les
écoles par le besoin de mendier ! Ils mènent
une vie errante sans pouvoir profiter des biens
faits de l'instruction.

Un tel état de Choses ne doit pas rester
sans une administration qui connait l'impor-
tance de ses Devoirs. Car il est de l'intérêt et de
l'intérêt de la Société elle-même de procurer aux
mendicins une existence moins humiliante et
plus réglée. Le Conseil a donc décidé
de nommer dans son sein, une Commission
chargée de s'occuper de cette importante
question et de recourir à tous les moyens en
son pouvoir pour atteindre le but désiré.
Le Conseil pose en principe d'après les arrêts
de la Commune revisés, que Chaque Chef de
famille doit pourvoir à l'existence de ses pa-
reus pauvres, d'après ses ressources et les
moyens, en conformité de la loi, à savoir qu'à
fortune égale, le parent le plus éloigné contri-
bue moins qu'un plus proche, et qu'à inégalité
de fortune, le parent plus éloigné puisse être
taxe plus haut qu'un plus proche si celui-ci
est moins aisé. Cette Contribution se fera en
prenant l'enfant pauvre ou le mendicant

chez soi, pour le nourrir, l'habiller convenablement et le diriger tant sous le rapport des mœurs que du travail, ou en faisant des contributions particulières suivant la convenance des familles, comme la Commission le jugera à propos, après avoir entendu les intéressés.

La Commission veillera aussi à empêcher la mendicité à ces indigens qui ont des biens suffisans pour leur entretien, mais dont le manque de la mauvaise économie leur font enlever aux personnes charitables, l'aumône qu'ils ne méritent pas et qu'ils soustraient ainsi aux véritables indigens. Cette classe, il est vrai, n'est pas nombreuse dans la commune de Bagnes, mais il en existe et il convient d'y remédier.

Le Conseil est donc fermement résolu de faire tout ce qui dépendra de lui pour supprimer ou du moins diminuer la mendicité, et il espère qu'il sera appuyé par la grande majorité des Citoyens de la commune.

Ainsi fait ce Conseil à Bagnes dans la même séance que devant.

Attesté, V. Durlange Secrétaire

A N N E X E II

=====

ARRETE COMMUNAL SUR LA MENDICITE, 25 août 1850 (105))

Le Conseil Municipal de la Commune de Bagnes, vu la loi du 23 mai 1827 et l'arrêté du Conseil d'Etat du 29 juillet 1850, sur la mendicité,

Voulant prendre des mesures efficaces pour procurer leur exécution

arrête,

Art. 1er Il est établi une Commission des pauvres sous le nom de Comité de bienfaisance, composée de cinq membres qui sont le Président Filliez, les Conseillers Eugène Besse de Versegères, François Maret du Châbles, Laurent Maret de Bruson et Pierre Magnin du Cotterg. //

Le Comité pourra délibérer au nombre de trois.

Art. 2 Ce Comité sera chargé de faire répartir entre leurs parents, les pauvres de la Commune pour être nourris, habillés et convenablement instruits.

Art. 3 L'entretien des indigents qui n'auront pas de parents capables de les entretenir, sera supporté par la généralité de la Commune, soit en plaçant les pauvres chez les particuliers les plus aisés, ou en fournissant des contributions à domicile selon la convenance et la position des familles.

Art. 4 Dès le 15 septembre prochain la mendicité doit être complètement supprimée. Les personnes qui ne pourront se suffire à elles-mêmes devront s'adresser au comité de bienfaisance qui ordonnera immédiatement la réunion de la parenté pour statuer sur leur entretien.

Art. 5 Les tuteurs et curateurs qui ne se conformeront pas à cette formalité, ou les personnes qui n'empêcheront

pas de mendier aux indigents qui leur sont confiés, seront passibles d'une amende de 4 fr. par contravention.

Art. 6 Les repas des funérailles sont supprimés attendu que les distributions de soupe et autres denrées qui avaient lieu autrefois, à l'occasion des décès sont abolies, il sera en comparatif, fait une collecte à volonté, par le Comité de bienfaisance chez les familles aisées, lors de l'ensevelissement d'un de ses membres, afin d'augmenter les fonds destinés au soulagement des pauvres.

Art. 7 Dès le 15 septembre prochain le présent arrêté ainsi que les lois sur la mendicité sera mis à exécution dans toute sa teneur.

Dans cet intervalle, il devra être pourvu à l'entretien des pauvres par leurs parents, ou leurs charge-ayants afin que la mendicité ne soit plus une nécessité.

Art. 8 Défense est aussi renouvelée d'aller mendier hors de la Commune à peine d'être reconduit par le sergent de police et passible de l'amende prévue par la loi. Les parents sont invités à prévenir de cette prohibition leurs enfants, ou ceux confiés à leur surveillance.

donné en Conseil Municipal de Bagnes le 25 août 1850

Filliez Président

A N N E X E III
=====

ARRETE COMMUNAL SUR LA MENDICITE , 8 mai 1853 (106)

Vu l'art. 10 de cet arrêté (arrêté du 29 juillet 1850, sur la mendicité) qui frappe d'une amende de cinquante francs anciens les Présidents et les Conseils municipaux qui ne prendraient pas des mesures pour obvier à la mendicité.

Le Conseil de la Commune de Bagnes,

Arrête :

1^o Le comité de bienfaisance est chargé de faire répartir entre leur parents, les pauvres de la Commune, pour être nourris habillés et convenablement éduqués.

2^o Les personnes qui ne pourraient se suffire à elles-mêmes ou à l'entretien de leur famille, devront d'adresser au Président de la Commune qui ordonnera immédiatement la réunion de la parenté pour statuer sur leur entretien.

3^o Les mendiants qui n'auront pas de parents capables de venir à leur secours, pourront être placés chez les particuliers les plus riches de la Commune ou recevoir des prestations à domicile, selon la convenance ou la position des familles.

4^o Les tuteurs ou curateurs qui laisseront mendier leurs pupilles, sans en prévenir le Comité de bienfaisance, et les personnes qui n'empêcheront pas de mendier aux indigents qui leur seront confiés et qui les renverraient même après l'expiration du terme, sans en prévenir le Comité, seront passibles d'une amende de six francs par contravention.

5^o Les repas funéraires étant supprimés et les distributions de soupe et autres prestations en denrées qui

avaient lieu autrefois sous le nom de Done^s, à l'occasion des décès étant abolis, il sera en correspectif fait une collecte à volonté et à domicile par les conseillers chez les familles lors de l'ensevellissement de l'un de leurs membres, pour être appliquée par le comité de bienfaisance au soulagement des plus nécessiteux de la Commune.

6° En cas de réunion de parenté, le chef de la famille qui la nécessite, devra nécessairement s'y rencontrer, s'il y fait défaut il y sera emmené par le sergent de police.

7° Celui à qui un pupille ou un indigent aura été adjugé devra le retirer et le soigner dès 5 jours de la publication, le cas d'appel réservé, à ce défaut, il sera conduit chez lui par le sergent de police et en cas de refus, l'indigent sera placé à la charge du récalcitrant outre l'amende de six francs.

8° L'indigent qui quitterait la famille chargée de son entretien, y sera ramené par le sergent de police, et s'il y a faute de la part du parent contribuable celui-ci sera condamné à l'amende de six francs indépendamment des autres frais d'entretien.

9° Toute convention faite avec un indigent pour se libérer de son entretien, sans le consentement du Comité, est nulle, et les prestations qui auraient été faites à ce sujet ne seront pas prises en considération.

10° Tous les parens jusqu'au 4ème degré inclusivement devront assister, sauf empêchement légitime, aux conseils de famille des pauvres dont la parenté est convoquée; en cas d'absence, ils ne pourront être entendus dans leurs observations, avant d'avoir payé l'amende de six francs.

11^o Des recouvreurs seront chargés de la rentrée
des amendes prévues par cet arrêté ou des contributions
que le comité de bienfaisance serait dans la nécessité
d'imposer.

fin

N O T E S

ABREVIATION : AEV. = Archives de l'Etat du Valais
 RL. = Recueil des lois
 DI. = Dépt. de l'Intérieur
Arch. Bagnes = Archives communales de Bagnes

- 1) Cf. surtout l'article sur le Valais dans le Dictionnaire historique et biographique de la Suisse, t. 7, 1933, sous la rubrique Assistance et philanthropie, p. 23.
- 2) Renseignement tiré du rapport de la commission nommée pour examiner le projet de loi sur l'assistance de 1898 paru dans le Bulletin du Grand Conseil du Valais, 1898, p. 152.
- 3) AEV, DI, 139, MENDICITE (1803-1830) : proposition de loi sur la mendicité du 24 mai 1803.
- 4) AEV, Protocole de la Diète 1803, séance du 26 mai 1803, p. 57.
- 5) AEV, RL, Loi sur la mendicité du 30 mai 1803, t. 1, p. 119.
- 6) AEV, Protocole de la Diète 1810, séance du 18 mai, p. 361.
- 7) AEV, Protocole de la Diète 1810, séance du 22 mai, p. 366.
- 8) AEV, DI, 139, MENDICITE (1803-1830) : Projet de loi sur la mendicité 1810.
- 9) Poutre équarrie servant sans doute comme le pⁱlori au châti-
ment des coupables.
- 10) AEV, Protocole de la Diète, séance du 29 mai 1810, p. 384.
- 11) AEV, DI, 139, MENDICITE (1803-1830), Message sur la mendici-
té, nov. 1826.
- 12) AEV, DI, 139, MENDICITE (1803-1830), Projet de décret sur
l'abolition de la mendicité 1827.
- 13) AEV, RL, Loi sur l'abolition de la mendicité du 23 mai 1827,
t. 3, p. 11.

- 14) AEV, RL, Arrêté du 29 juillet 1850 sur la mendicité, tome 8, p. 272.
- 15) AEV, RL, Loi sur l'assistance du 3 déc. 1898, tome 18, p. 273.
- 16) Journal du Valais, 1848, n°46.
- 17) AEV, DI, 29/4, Organisation des comités de bienfaisance dans les districts (1837-1852) : Circulaire du Conseil d'Etat, 29 sept. 1837.
- 18) AEV, DI, 139, Etablissement des caisses de secours (1803-1830) Message du Conseil d'Etat, 23 nov. 1829.
- 19) AEV, DI, 139, Etablissement des caisses de secours (1803-1830) projet de loi sur l'établissement d'une caisse de secours, 26 avril 1830.
- 20) AEV, DI, 139, Etablissement des caisses de secours (1803-1830) 2ème rapport sur le projet de loi de la caisse de secours, mai 1830.
- 21) AEV, DI, 139, Etablissement des caisses de secours (1803-1830) 3ème rapport sur le projet de loi de la caisse de secours, mai 1830.
- 22) AEV, DI, 31, Subsidés et secours divers : Lettre de Fusey, président de la commune de Bagnes, 1839.
- 23) AEV, DI, 39, Organisation des comités de bienfaisance dans les districts (1837-1852) : Circulaire adressée aux présidents des dizains et aux présidents des communes, 1837.
- 24) Source : Carte scolaire du canton du Valais.
- 25) Tous ces renseignements sont tirés des ouvrages de Courthion Louis, Bagnes-Entremont-Ferret, Esquisse historique de la vallée et commune de Bagnes en Valais et La vie communale en Valais : Bagnes.

- 40) Arch. Bagnes, Protocole du Conseil, 1849, p. 1097/13.
- 41) Ibid, art. 97, Police sur la mendicité, p.62.
- 42) Magistrat du tribunal de première instance pour les causes civiles, joue le rôle de conciliateur entre les parties.
- 43) Arch. Bagnes, Protocole du Conseil du 3 fév. 1850, p. 16.
- 44) Arch. Bagnes, Protocole du Conseil du 8 fév. 1850, p.8.
- 45) Arch.Bagnes, Protocole du Conseil du 24 fév. 1850, p. 25.
- 46) Arch. Bagnes, Protocole du Comité de bienfaisance du 23 mai 1850, p. 1.
- 47) AEV, DI, 29/4, Circulaire sur les Comités de bienfaisance 1850.
- 48) Arch. Bagnes, Assistance 1850-1911, p. 1091/2/24.
- 49) Arch. Bagnes, Protocole des délibérations des pauvres, séance du 23 mai 1850.
- 50) Ibid, séance du 21 juin 1850.
- 51) AEV, RL, Décret relatif à l'admission des habitants de 1830 autorisant les communes à renvoyer les domiciliés qui tombent à la charge du public dans leur commune d'origine,tome 5, p. 341.
- 52) Arch. Bagnes, Protocole des délibérations des pauvres, séance du 23 déc. 1850.
- 53) Arch. Bagnes, Registre du conseil, séance du 29 juillet 1855.
- 54) AEV, DI, 146, Rapports des préfets, 1852.
- 55) AEV, DI, 146, Rapports des préfets, 1850.
- 56) AEV, DI, 146, Rapports des préfets, 1850.

- 26) Carte nationale suisse 1/100.000 feuille 46 ,Val de Bagnes.
- 27) Arch. Bagnes, Acte de rachat Abbaye de St. Maurice, p. 756.
- 28) AEV, RL, Loi du 24 mai 1850 sur les préfets, tome 8.
- 29) Arch. Bagnes, Recensement fédéral de la population 1888,
p. 1074/2/2.
- 30) Cf. les études de G. Berthoud sur Vernamiège et de Jean Loup,
Pasteurs et agriculteurs valaisans.
- 31) Arch. Bagnes, Règlement du Conseil de la commune de Bagnes,
R.C. 23 fév. 1851, p. 177.
- 32) Ph. Bridel, Essai statistique sur le canton du Valais,
p. 167.
- 33) Ibid, p. 302.
- 34) AEV, DI, 148, Rapport des préfets (1851-1854), district
d'Entremont.
- 35) Cf. les tableaux de Léo Meyer sur les recensements de la
population en Valais au XIXe siècle et l'étu-
de de Gérald Joris qui montrent une grande
stabilité de la population du district d'Entre-
mont et de la commune de Bagnes au XIXe siècle.
- 36) AEV, DI, 139, Mendicité (1803-1830), enquête sur la mendi-
cité, dizain d'Entremont.
- 37) Ibid, lettre du président Moulin, le 25 avril 1835.
- 38) AEV, DI, 139, Mendicité (1803-1830), message sur la mendicité
22 nov. 1830.
- 39) M.E. Filliez (1811-1856), Avocat: Il dût s'exiler à Bex
jusqu'en 1847, à la suite des troubles politi-
ques entre Jeune-Suisse et Vieille-Suisse qui
agitèrent Bagnes en mai 1844.

- 57) AEV, DI, 146, Rapports des préfets, 1853.
- 58) AEV, DI, 146, Rapports des préfets, 1855.
- 59) Arch. Bagnes, Protocole des délibérations du Comité de bienfaisance, séance du 23 déc. 1850.
- 60) Ibid, séance du mois de février 1850.
- 61) Idem, séance du mois de février 1854.
- 62) Idem, séance du mois de janvier 1855.
- 63) Idem, séance du mois d'avril 1852.
- 64) Idem, séance du mois d'avril 1852.
- 65) Idem, séance du mois de mai 1854.
- 66) Idem, séance du mois de novembre 1850.
- 67) Idem, séance du mois d'avril 1853.
- 68) Idem, séance du mois d'avril 1852.
- 69) Idem, séance du mois de mai 1854.
- 70) Idem, séance du mois d'octobre 1850.
- 71) Idem, séance du mois de novembre 1855.
- 72) Idem, séance du mois de novembre 1856.
- 73) Idem, séance du 14 avril 1855,
" Publication

Le Comité de bienfaisance de Bagnes fait connaître la défense de la mendicité à tous ceux qui n'en auront pas obtenu la permission; par conséquent, tous les pères et mères, tuteurs et curateurs qui ne pourront pas entretenir leurs enfants et pupilles, sans recevoir des secours, sont invités de se présenter samedi prochain, chez le juge Pittier, à Vilette pour en faire la déclaration,

afin de pourvoir à leur entretien, en plaçant les enfants à la charge des parents; à ce défaut, ordre est fait au sergent de police d'arrêter tous mendiants non autorisés. "

(Cinq autorisations de mendicité furent délivrées.)

- 74) Il s'agit de deux fondations laïques locales constituées par des dons en numéraires légués par testament et convertis en créances. Les intérêts de ces titres produisaient un revenu annuel qui se répartissait entre les sections de la commune pour être distribué aux pauvres. Ces confréries étaient en quelque sorte, des "banques à prêt", louant leur argent au taux légal de 5 %.
- 75) AEV, DI, 148, Rapport des préfets, lettre du 25 mars 1851.
- 76) Arch. Bagnes, p. 1091/2/25.
- 77) AEV, DI, 177, Salubrité publique, Rapports des médecins de districts, année 1857.
- 78) Arch. Bagnes, Protocole des délibérations du Conseil, diverses séances.
- 79) Nous avons trouvé un contrat d'apprentissage par lequel Pierre Joseph Vaudan de Champsec, maître-tailleur, "s'engage et s'oblige d'enseigner l'état de tailleur à Jean-Baptiste, fils de Jean-Adrien Devaz de Chandolin, rière Savièse" pendant une année, pour le montant de 100 francs payable après l'année d'apprentissage. L'apprenti accepte, en outre, de travailler le temps nécessaire pour payer le montant de 10 francs qui sont promis en plus, à raison de 40 centimes par journée de travail. et si celui-ci quitte son maître avant la fin de l'année, il lui payera par jour effectif d'apprentissage, la pension à raison de 80 centimes et 20 centimes pour indemnité d'apprentissage. Arch. Bagnes, M 14/26, minute notariale n°70, 25 août 1855, Georges Fusey.

- 80) Arch. Bagnes, M 13/16, minute notariale n°2, 1 juin 1855,
Maurice Jacquemain.
- 81) Arch. Bagnes, M 12/18, minute notariale n°19, 16 août 1852,
Louis Gard.
- 82) Arch. Bagnes, M 14/22, minute notariale, n°14, 9 juin 1851,
Georges Fusey.
- 83) Arch. Bagnes, M 16/14, minute notariale n°100, 25 oct. 1851,
Etienne Pittier.
- 84) Arch. Bagnes, M 14/13, minute notariale n°48, 10 juin 1852,
Georges Fusey.
- 85) Arch. Bagnes, Registre des délibérations du Conseil, séances
du 16 mai 1858.
- 86) Arch. Bagnes, Registre des délibérations du Conseil, séance
du 10 juin 1855 p. 137.
- 87) Exemples tirés des protocoles du Conseil communal de Bagnes
(1850-1870).
- 88) Arch. Bagnes, Registre des délibérations du Conseil, séance
du 4 février 1858.
- 89) Arch. Bagnes, Registre des délibérations du Conseil, séance
du 4 janvier 1866 p. 264.
- 90) Arch. Bagnes, Registre des délibérations du Conseil, séance
du 29 juillet 1855 p. 179.
- 91) Cf. Arch. Bagnes, p. 946.
- 92) Arch. Bagnes, Balances des manoeuvres, annexée au registre
des protocoles du Conseil 1858-1862.
- 93) AEV, DI, 358, Registre des émigrés.
- 94) AEV, DI, 194/1, Transport des émigrants.

- 95) AEV, DI, 195/2, Avis sur l'émigration en Algérie.
- 96) AEV, RL, Arrêté sur l'émigration, 20 déc. 1856 p. 419, t. 9.
- 97) Arch. Bagnes, M 21/9, minute notariale n°2, 2 février 1857,
Maurice Gaillard.
- 98) Arch. Bagnes, M 21/19, minute notariale n°15, 13 mars 1857,
Maurice Gaillard.
- 99) AEV, DI, 194/5, Etats nominatifs des émigrants valaisans
expédiés par la maison J.B. Barde.
- 100) Arch. Bagnes, Registre du Conseil communal, séance du
23 décembre 1855 p. 244.
- 101) AEV, DI, 3, Subsidés et secours, lettre du préfet d'Entremont,
14 septembre 1857.
- 102) Cf. Alphonse de Torrenté, Quelques moyens de combattre le
paupérisme dans un pays essentiellement
agricole, p. 12.
- 103) Gérald Joris, Etude politique et sociale de l'Entremont
dans le deuxième tiers du XIXe siècle, p.51.
- 104) Arch. Bagnes, Registre du Conseil, séance du 10 février 1850,
p. 22.
- 105) Ibid, Registre du Conseil, séance du 25 août 1850,
p. 89.
- 106) Idem, Registre du Conseil, séance du 8 mai 1853,
p. 222.

S O U R C E S

=====

Imprimées : _____

Manuscrites : -----

ARCHIVES CANTONALES VALAISANNES

A Législation sur l'assistance

1 Recueil des lois, décrets et arrêtés du canton du Valais
(1803-1927)

en particulier :

- Loi sur la mendicité du 30 mai 1803, t. 1, p. 119
- Loi portant sur un établissement de Correction pour les enfants de famille et de pupilles, du 19 nov. 1803, t. 1, p. 140
- Loi sur la mendicité du 23 mai 1827, t. 3, p. 11
- Arrêté sur la mendicité du 29 juillet 1850, t. 8, p. 272
- Loi sur l'assistance du 3 décembre 1898, t. 18, p. 273
- Loi sur l'assistance publique du 20 novembre 1926, t. 30, p. 144

2 Projets de lois, de décrets, messages

- DI, 139, MENDICITE. Etablissement des caisses de secours 1803 - 1830.
- Protocoles de la Diète.
- Protocoles du Grand Conseil.
- Bulletins du Grand Conseil.

B Assistance

1 Rapports de gestion du Conseil d'Etat (1850-1870)

2 Département de l'Intérieur :

- Rapports des préfets, DI, 146, 1848-1850
DI, 148, 1851-1854
DI, 149, 1855-1862
DI, 150, 1852-1856

SOURCES (suite)

- DI, 139, MENDICITE. Etablissement des caisses de secours 1803-1830.
- DI, 29/4, Organisation des Comités de bienfaisance dans les districts, 1837-1852.
- DI, 28/1/3, Subsides et secours divers.
- DI, 141, 141 bis, Police des subsistances.
- DI, 179 c, Police sanitaire par district 1804-1867.
- DI, 194, Emigration.
- DI, 358, Registre des émigrés par district 1849-1879.

3 Périodiques :

Journal du Valais (1846-1848)
Courrier du Valais (1849-1857)
Gazette du Valais (1855-1870)

ARCHIVES COMMUNALES DE BAGNES

1 Administration

- P. 1097, Protocole du Conseil communal de Bagnes (1849²
1870)
- P. 1095, Correspondances diverses 1850-1916
- P. 1064, Comptes de la Commune de Bagnes 1850-1853 1860-
1870

2 Assistance

- P. 1091/1850-1916, Assistance
- P. 1091/2/24. 1850-1866, Protocole des délibérations du Comité de bienfaisance de la Commune de Bagnes
- P. 1091/1/1-4. 1863-1866, Projet de classification des pauvres

SOURCES (suite)

2 Assistance (suite)

- L. 50/1848, Cottet des obligations de la grande Confrérie des pauvres.
- L. 51/1851, Cottet des obligations de la petite Confrérie des pauvres.

3 Taxes fiscales

- P. 1083/1-2, 1850-1916. Impôts, patentes.
- P. 1087/1851-1871, Manoeuvres et corvées.
- P. 946/1851, Tableau de la classification générale des particuliers de Bagnes au sujet des fournitures faites lors des évènements politiques des années 1844, 1847.

4 P. 1073/1865-1816, Sanitaire, salubrité publique, rapports du médecin.

5 P. 1084/1852-1916, Instruction publique.

6 P. 1079/2/1851-1912, Procès verbaux, amendes, contraventions, recours au sujet de coupes de bois.

7 J. 134, Protocoles des saisies et des séances du Juge de Bagnes.

LOUP Jean, Pasteurs et agriculteurs valaisans,
Grenoble, 1965, (thèse).

MEYER Léo, Les recensements de la population du Valais
de 1798 à 1900, Berne, 1908.

De TORRENTE Alphonse, Quelques moyens de combattre le pau-
périsme dans un pays essentiellement agricole,
Zürich, 1867, 47 p.

TROILLET-BOVEN Anne, Souvenirs et propos sur Bagnes,
Lausanne, 1973, 260 p.

SCHMID C.A. - WILD A., L'Assistance en Suisse, 2 volumes,
Zürich, 1916.

TABLE DES MATIERES

=====

<u>PREMIERE PARTIE</u> : Assistance et législation en Valais	2
1 ^o L'assistance en Valais avant le XIXe siècle	2
2 ^o La législation sur l'assistance au XIXe siècle	4
3 ^o Etat de l'assistance en Valais dans la première moitié du XIXe siècle	27
<u>DEUXIEME PARTIE</u> : La communauté de Bagnes et ses pauvres (1850-1870)	34
1 ^o La commune de Bagnes	34
- Choix du cadre géographique et temporel	34
- Les sources utilisées et méthodologie	37
A Présentation du val de Bagnes	41
B La commune de Bagnes et ses rapports avec l'Etat	46
C La commune de Bagnes : Son organisation politique et économique	48
2 ^o Situation de l'assistance à Bagnes dans la première moitié du XIXe siècle	59
3 ^o La création du Comité de bienfaisance en 1850	66